



Cahier spécial des charges GIN24002-10021

Marché de travaux relatif aux travaux de finalisation au niveau de 3 ZTTs

Procédure négociée sans publicité préalable (PNSPP)

Code IMPALA : GIN24002

Table des matières

1 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES ET CONTRACTUELLES	4
1.1 GÉNÉRALITÉS	4
1.1.1 Dérogations à l'AR du 14.01.2013	4
1.1.2 Le pouvoir adjudicateur	4
1.1.3 Cadre institutionnel d'Enabel	4
1.1.4 Règles régissant le marché	5
1.1.5 Définitions	5
1.1.6 Confidentialité	7
1.1.7 Obligations déontologiques	7
1.1.8 Droit applicable et tribunaux compétents	8
1.2 OBJET ET PORTÉE DU MARCHÉ.....	8
1.2.1 Objet du marché.....	8
1.2.2 Nature du marché	8
1.2.3 Lots	9
1.2.4 Postes	9
1.2.5 Durée du marché.....	9
1.2.6 Variantes	9
1.2.7 Options.....	9
1.2.8 Quantités.....	10
1.3 PROCÉDURE.....	11
1.3.1 Mode de passation	11
1.3.2 Publication	11
1.3.3 Informations	11
1.3.4 Offre	12
1.3.5 Droit d'introduction et ouverture des offres	15
1.3.6 Sélection des soumissionnaires.....	16
1.3.7 Cotation finale.....	18
1.3.8 Attribution du marché	18
1.3.9 Conclusion du contrat	18
1.4 CONDITIONS CONTRACTUELLES ET ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES.	19
1.4.1 Définitions (art. 2)	19
1.4.2 Utilisation des moyens électroniques (art. 10)	19
1.4.3 Fonctionnaire dirigeant (art. 11)	19
1.4.4 Sous-traitants (art. 12 à 15)	20
1.4.5 Confidentialité (art. 18).....	20
1.4.6 Protection des données personnelles.....	21
1.4.7 Droits intellectuels (art. 19 à 23)	22
1.4.8 Cautionnement (art.25 à 33).....	23
1.4.9 Assurances (art. 24)	24
1.4.10 Conformité de l'exécution (art. 34)	24
1.4.11 Plans, documents et objets établis par le pouvoir adjudicateur (art. 35)	24
1.4.12 Plans de détail et d'exécution établis par l'adjudicataire (art. 36)	25
1.4.13 Modifications du marché (art. 37 à 38/19 et 80)	27
1.4.14 Contrôle et surveillance du marché.....	30
1.4.15 Délai d'exécution (art 76)	31
1.4.16 Mise à disposition de terrains (art 77)	31
1.4.17 Conditions relatives au personnel (art. 78)	32
1.4.18 Organisation du chantier (art 79)	32
1.4.19 Moyens de contrôle (art. 82).....	34
1.4.20 Journal des travaux (art. 83)	34
1.4.21 Responsabilité de l'adjudicataire (art. 84)	34
1.4.22 Tolérance zéro exploitation et abus sexuels	35
1.4.23 Moyens d'action du Pouvoir Adjudicateur (art. 44-51 et 85-88)	35
1.4.24 Réceptions, garantie et fin du marché (art. 64-65 et 91-92)	37
1.4.25 Prix du marché en cas de retard d'exécution (art 94)	39
1.4.26 Facturation et paiement des travaux (art. 66 e.s. et 95).....	39

1.4.27 Litiges (art. 73).....	40
2 SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES.....	41
2.1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION:	41
2.2 OBJECTIFS.....	41
2.3 LIEU D'EXECUTION.....	42
2.4 SPECIFICATION TECHNIQUE ET DESCRIPTION DES POSTES.....	44
2.4.1 Spécification détaillée par poste	45
2.4.2 Liste des équipements	78
2.5 PROFIL DE L'EXPERTISE	78
3 FORMULAIRES.....	79
3.1 FICHE D'IDENTIFICATION	79
3.2 SOUS-TRAITANTS.....	83
3.3 FORMULAIRE D'OFFRE - PRIX	84
3.4 DÉCLARATION SUR L'HONNEUR – MOTIFS D'EXCLUSION	85
3.5 DÉCLARATION D'INTÉGRITÉ DU SOUMISSIONNAIRE.....	88
3.6 DOSSIER DE SÉLECTION – CAPACITÉ ÉCONOMIQUE	89
3.7 DOSSIER DE SÉLECTION – APTITUDE TECHNIQUE.....	90
3.8 APTITUDE DE LA CAPACITÉ TECHNIQUE.....	90
3.9 DOCUMENTS À REMETTRE – LISTE EXHAUSTIVE	92
3.9.1 Capacité économique et financière	93
3.9.2 Références du soumissionnaire	94
3.9.3 Profil des experts	95
3.9.4 Liste de matériels et équipements.....	97
3.9.5 Grille d'évaluation qualité technique	98
3.9.6 Cautionnement (ne doit pas être joint à l'offre – A faire compléter uniquement en cas.....)	99
3.9.7 Clause GDPR (en cas de prestataire de service qui va traiter des données personnelles) cette clause sera complétée en cas d'attribution	100
3.10 DEVIS QUANTITATIF ET FORFAITAIRE ET BORDEREAUX DESCRIPTIFS DES PRIX UNITAIRES.	101
4 INSTRUCTIONS GÉNÉRALES POUR L'INTRODUCTION DES OFFRES	107
5 LES PLANS.....	108

1 Dispositions administratives et contractuelles

1.1 Généralités

1.1.1 Dérogations à l'AR du 14.01.2013

Le chapitre Conditions contractuelles et administratives particulières du présent cahier spécial des charges (CSC) contient les clauses administratives et contractuelles particulières applicables au présent marché public par dérogation à l'AR du 14 Janv. 2013 ou qui complètent ou précisent celui-ci. Dans le présent CSC, il est dérogé à l'article 26 des Règles Générales d'Exécution RGE (AR du 14 Jan 13).

1.1.2 Le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur du présent marché public est Enabel, Agence belge de développement, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles). Enabel se voit confier l'exclusivité de l'exécution, tant en Belgique qu'à l'étranger, des tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe avec des pays partenaires. En outre, elle peut exécuter d'autres missions de coopération à la demande d'organismes d'intérêt public et développer des actions propres qui contribuent à ses objectifs.

Pour ce marché, Enabel est valablement représentée par Monsieur Adama DIANDA, Expert en Contractualisation et Administration d'Enabel en Guinée.

1.1.3 Cadre institutionnel d'Enabel

Le cadre de référence général dans lequel travaille Enabel est :

- la loi belge du 19 mars 2013 relative à la Coopération au Développement ;
- la Loi belge du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société de droit public ;
- la loi du 23 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement d'Enabel, Agence belge de Développement, publiée au Moniteur belge du 11 décembre 2017.

Les développements suivants constituent eux aussi un fil rouge dans le travail d'Enabel : citons, à titre de principaux exemples :

- sur le plan de la coopération internationale : les Objectifs de développement durable des Nations unies, la Déclaration de Paris sur l'harmonisation et l'alignement de l'aide ;
- sur le plan de la lutte contre la corruption : la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, ainsi que la loi du 10 février 1999 relative à la répression de la corruption transposant la Convention relative à la lutte contre la corruption de fonctionnaires étrangers dans des transactions commerciales internationales ;
- sur le plan du respect des droits humains : la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations unies (1948) ainsi que les 8 conventions de base de l'Organisation Internationale du Travail consacrant en particulier le droit à la liberté syndicale (C. n° 87), le droit d'organisation et de négociation collective de négociation (C. n° 98), l'interdiction du travail forcé (C. n° 29 et 105),

l'interdiction de toute discrimination en matière de travail et de rémunération (C. n° 100 et 111), l'âge minimum fixé pour le travail des enfants (C. n° 138), l'interdiction des pires formes de ce travail (C. n° 182) ;

- **sur le plan du respect de l'environnement : La Convention-cadre sur les changements climatiques de Paris, le douze décembre deux mille quinze ;**
- **le premier contrat de gestion entre Enabel et l'Etat fédéral belge (approuvé par AR du 17.12.2017, MB 22.12.2017) qui arrête les règles et les conditions spéciales relatives à l'exercice des tâches de service public par Enabel pour le compte de l'Etat belge.**
- **le Code éthique de Enabel de janvier 2019, ainsi que la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019.**

1.1.4 Règles régissant le marché

Sont d'application au présent marché public :

- La Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;
- La Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services
- L'A.R. du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques
- L'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;
- Les Circulaires du Premier Ministre en matière de marchés publics.
- La Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 ;
- La Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption juin 2019 ;
- Code de travail, art.8 relatif à la législation Guinéenne sur le harcèlement sexuel au travail
- Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement Général relatif à la Protection des données, ci-après RGPD) ;
- Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.
- Toute la réglementation belge sur les marchés publics peut être consultée sur www.publicprocurement.be , le code éthique et les politiques de Enabel mentionnées ci-dessus sur le site web de Enabel, ou <https://www.enabel.be/fr/content/lethique-enabel> .

1.1.5 Définitions

Dans le cadre de ce marché, il faut comprendre par :

Le soumissionnaire : la personne physique (m/f) ou morale qui introduit une offre ;

L'adjudicataire / L'adjudicataire : le soumissionnaire à qui le marché est attribué ;

Le pouvoir adjudicateur : Enabel, représentée par la Représentante Résidente d'Enabel en Guinée ;

L'offre : l'engagement du soumissionnaire d'exécuter le marché aux conditions qu'il présente ;

Jours : A défaut d'indication dans le cahier spécial des charges et réglementation applicable, tous les jours s'entendent comme des jours calendrier ;

Documents du marché : Avis de marché et cahier spécial des charges, y inclus les annexes et les documents auxquels ils se réfèrent ;

Spécifications techniques : une spécification figurant dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit ou d'un service, telles que les niveaux de qualité, les niveaux de la performance environnementale, la conception pour tous les usages, y compris l'accès aux personnes handicapées, et l'évaluation de la conformité, de la propriété d'emploi, de l'utilisation du produit, sa sécurité ou ses dimensions, y compris les prescriptions applicables au produit en ce qui concerne la dénomination de vente, la terminologie, les symboles, les essais et méthodes d'essais, l'emballage, le marquage et l'étiquetage, les instructions d'utilisation, les processus et méthodes de production, ainsi que les procédures d'évaluation de la conformité;

Variante : un mode alternatif de conception ou d'exécution qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;

Option : un élément accessoire et non strictement nécessaire à l'exécution du marché, qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;

Métre récapitulatif : dans un marché de travaux, le document du marché qui fractionne les prestations en postes différents et précise pour chacun d'eux la quantité ou le mode de détermination du prix ;

Les règles générales d'exécution RGE : les règles se trouvant dans l'AR du 14 Janv. 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Le cahier spécial des charges (CSC) : le présent document ainsi que toutes ses annexes et documents auxquels il fait référence ;

La pratique de corruption : toute proposition de donner ou consentir à offrir à quiconque un paiement illicite, un présent, une gratification ou une commission à titre d'incitation ou de récompense pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait à l'attribution du marché ou à l'exécution du marché conclu avec le pouvoir adjudicateur ;

Le litige : l'action en justice.

Sous-traitant au sens de la réglementation relative aux marchés publics : l'opérateur économique proposé par un soumissionnaire ou un adjudicataire pour exécuter une partie du marché.

Responsable de traitement au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement

Sous-traitant au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement

Destinataire au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers.

Donnée personnelle : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable. Une personne physique identifiable est une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant tel que le nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques de l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

1.1.6 Confidentialité

1.1.6.1 Traitement des données à caractère personnel

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractères personnel qui lui seront communiquées dans le cadre de ce marché public avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

1.1.6.2 Confidentialité

Le soumissionnaire ou l'adjudicataire et Enabel sont tenus au secret à l'égard des tiers concernant toutes les informations confidentielles obtenues dans le cadre du présent marché et ne transmettront celles-ci à des tiers qu'après accord écrit et préalable de l'autre partie. Ils ne diffuseront ces informations confidentielles que parmi les préposés concernés par la mission. Ils garantissent que ces préposés seront dûment informés de leurs obligations de confidentialité et qu'ils les respecteront.

DÉCLARATION DE CONFIDENTIALITÉ D'ENABEL : Enabel est sensible à la protection de votre vie privée. Nous nous engageons à protéger et à traiter vos données à caractère personnel avec soin, transparence et dans le strict respect de la législation en matière de protection de la vie privée.

Voir aussi : <https://www.enabel.be/fr/content/declaration-de-confidentialite-denabel>

1.1.7 Obligations déontologiques

Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du candidat, du soumissionnaire ou de l'adjudicataire d'autres marchés publics pour Enabel.

Pendant la durée du marché, l'adjudicataire et son personnel respectent les droits de l'homme et s'engagent à ne pas heurter les usages politiques, culturels et religieux du pays bénéficiaire. Le soumissionnaire ou l'adjudicataire est tenu de respecter les normes fondamentales en matière de travail, convenues au plan international par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), notamment les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé et obligatoire, sur l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession et sur l'abolition du travail des enfants.

Conformément à la Politique concernant l'exploitation et les abus sexuels de Enabel, l'adjudicataire et son personnel ont le devoir de faire montre d'un comportement irréprochable à l'égard des bénéficiaires des projets et de la population locale en général. Il leur convient de s'abstenir de tout

acte qui pourrait être considéré comme une forme d'exploitation ou d'abus sexuels et de s'appropriier des principes de base et des directives repris dans cette politique.

Toute tentative d'un candidat ou d'un soumissionnaire visant à se procurer des informations confidentielles, à procéder à des ententes illicites avec des concurrents ou à influencer le comité d'évaluation ou le pouvoir adjudicateur au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres et des candidatures entraîne le rejet de sa candidature ou de son offre.

De plus, afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit à l'adjudicataire d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

L'adjudicataire du marché s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'il estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux inhabituels. L'adjudicataire ayant payé des dépenses commerciales inhabituelles est susceptible, selon la gravité des faits observés, de voir son contrat résilié ou d'être exclu de manière permanente.

Conformément à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption, les plaintes liées à des questions d'intégrité (fraude, corruption, exploitation ou abus sexuel ...) doivent être adressées au bureau d'intégrité via l'adresse <https://www.enabelintegrity.be>

1.1.8 Droit applicable et tribunaux compétents

Le marché doit être attribué et exécuté conformément au droit belge.

Les parties s'engagent à remplir de bonne foi leurs engagements en vue d'assurer la bonne fin du marché.

En cas de litige ou de divergence d'opinion entre le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire, les parties se concerteront pour trouver une solution.

À défaut d'accord, les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents pour trouver une solution.

1.2 Objet et portée du marché

1.2.1 Objet du marché

Ce marché de travaux consiste à la finalisation au niveau de 3 ZTTs, conformément aux conditions du présent CSC.

1.2.2 Nature du marché

Le présent marché est un marché de travaux.

1.2.3 Lots

Le marché est en lot unique. Une offre pour une partie du lot est irrecevable.

Le marché est divisé en deux (2) lots distincts formant chacun un tout indivisible. Le soumissionnaire peut introduire une offre pour un, ou deux lots. Une offre pour une partie d'un lot est irrecevable.

La description de chaque lot est reprise dans **la partie 2** du présent CSC.

Les lots de ce marché se présentent comme suit :

LOT 1 :

1. Site Camp Carrefour :

- ✓ Travaux préparatoires ;
- ✓ Maçonneries de clôture ;
- ✓ Travaux de peinture sur le bureau, la guérite et les sanitaires ;
- ✓ Portails d'accès ;
- ✓ Construction de 2 hangars sur le quai de la zone de transit et de tri ;
- ✓ Aménagement autour de la ZTT.

LOT 2 :

1. Site Béhanzin

- ✓ Travaux préparatoires ;
- ✓ Maçonneries de clôture ;
- ✓ Travaux de peinture sur le bureau, la guérite et les sanitaires ;
- ✓ Portails d'accès ;
- ✓ Aménagement de l'accès à la ZTT.

2. Site Hamdallaye

- ✓ Travaux préparatoires ;
- ✓ Maçonneries de clôture ;
- ✓ Travaux de peinture sur le bureau, la guérite et les sanitaires ;
- ✓ Portails d'accès
- ✓ Exécution de pavés autobloquants sur plateforme

Le pouvoir adjudicateur limite à un le nombre de lots qui peut être attribué à un seul soumissionnaire.

Toutefois, Enabel se réserve le droit d'attribuer tous les deux lots à un même soumissionnaire dans le cas où le nombre d'offres sélectionnées et régulières reçues ne permettent pas d'attribuer tous les lots du marché.

1.2.4 Postes

Voir chapitre 2 (spécifications techniques) de ce cahier spécial des charges (CSC).

1.2.5 Durée du marché

Le marché a une durée d'exécution de 90 jours calendrier après réception de l'ordre de démarrage des travaux à la suite de la notification de l'attribution.

1.2.6 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.2.7 Options

Les options ne sont pas admises.

1.2.8 Quantités

Voir chapitre 2 (spécifications techniques particulières) de ce cahier spécial de charges (CSC).

1.3 Procédure

1.3.1 Mode de passation

Le présent marché est attribué, en application de l'article 42 (paragraphe 1^{er}, 1^o, a) de la loi du 17 juin 2016, via la procédure négociée sans publication préalable (PNSPP).

1.3.2 Publication

1.3.2.1 Publication officielle

Le présent CSC est publié sur le site Web Enabel (www.enabel.be). Cette publication constitue une invitation à soumettre une offre.

1.3.2.2 Publication complémentaire

Le présent marché fait l'objet d'une publication sur le site du JAO (jaoguinee.com) de la Guinée.

1.3.3 Informations

L'attribution de ce marché est coordonnée par M. BEAVOGUI Koly. **Aussi longtemps que court la procédure, tous les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les soumissionnaires (éventuels) concernant le présent marché se font exclusivement via cette personne et il est interdit aux soumissionnaires (éventuels) d'entrer en contact avec le pouvoir adjudicateur d'une autre manière au sujet du présent marché,** sauf disposition contraire dans le présent CSC.

Jusqu'au **17/06/2025** inclus, les candidats-soumissionnaires peuvent poser des questions concernant le CSC et le marché. Les questions seront posées par écrit à **M. Koly BEAVOGUI**, via l'adresse mail koly.beavogui@enabel.be, CC à adama.dianda@enabel.be et il y sera répondu au fur et à mesure de leur réception. L'aperçu complet des questions posées sera disponible à partir du **18/06/2025** à l'adresse ci-dessus.

Une réunion d'information en présentiel sera organisée le 16/06/2025 à partir de 13h30 au bureau de Sanita 3 à Kipé, Adresse : bureau d'Enabel sis à Kipé, coté hôtel Tourisme

Jusqu'à la notification de la décision d'attribution, il ne sera donné aucune information sur l'évolution de la procédure.

Les documents de marchés seront accessibles gratuitement à l'adresse internet suivante :

www.enabel.be

1.3.3.1 Visite de site obligatoire :

Afin d'être en mesure d'introduire une offre en connaissance de cause, le soumissionnaire doit effectuer une visite obligatoire du site. La visite sera organisée selon le calendrier et l'adresse ci-dessous :

Sites		Coordonnées géodésiques UTM		Lieu de rencontre	Date et heure	Contact
Lot1 : Site Camp Carrefour		652207	1061543	Kipé bureau Sanita 3, sis à Kipé, coté hôtel Tourisme	16/06/2025 à 14h30mn après réunion d'information au bureau de Kipé	625640572
Lot2	Site Béhanzin	651660	1060007			
	Site Hamdallaye marché	649053	1060222			

Une attestation de visite sera délivrée à l'issue de la visite à chacun des soumissionnaires ayant participé à la visite.

Le soumissionnaire est censé introduire son offre en ayant pris connaissance et en tenant compte des rectifications éventuelles concernant l'avis de marché ou qui lui sont envoyées par courrier électronique. À cet effet, s'il a téléchargé le CSC sous forme électronique, il lui est vivement conseillé de transmettre ses coordonnées à l'Expert en Contractualisation et Administration du présent marché mentionné ci-dessus et de se renseigner sur les éventuelles modifications ou informations complémentaires.

Conformément à l'article 81 de l'A.R. du 18 avril 2017, le soumissionnaire est tenu de dénoncer immédiatement toute lacune, erreur ou omission dans les documents du marché qui rende impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, au plus tard dans un délai de 10 jours avant la date limite de réception des offres.

1.3.4 Offre

1.3.4.1 Données à mentionner dans l'offre

Le soumissionnaire est tenu d'utiliser le formulaire d'offre joint en annexe. A défaut d'utiliser ce formulaire, il supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et le formulaire.

L'offre et les annexes jointes au formulaire d'offre sont rédigées en français.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente, même si celles-ci sont mentionnées dans l'une ou l'autre annexe à son offre.

Le soumissionnaire indique clairement dans son offre quelle information est confidentielle et/ou se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux et ne peut donc pas être divulguée par le pouvoir adjudicateur.

1.3.4.2 Durée de validité de l'offre

Les soumissionnaires restent liés par leur offre pendant un délai de **90 jours calendrier**, à compter de la date limite de dépôt.

En cas de dépassement du délai visé ci-dessus, la validité de l'offre sera traitée lors des négociations.

1.3.4.3 Détermination des prix

Tous les prix mentionnés dans le formulaire d'offre doivent être obligatoirement libellés en EURO HTVA.

Le présent marché est un marché mixte, ce qui signifie que les prix sont fixés selon plusieurs des modes décrits ci-dessus :

- des postes à bordereau de prix, ce qui signifie que seul le prix unitaire est forfaitaire. Le prix à payer sera obtenu en appliquant le prix unitaire mentionné dans l'inventaire aux quantités réellement exécutées (il s'agit des postes à « Quantités présumées » dans le devis quantitatif estimatif) ;
- Des postes à prix global, c'est-à-dire un poste dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du poste (il s'agit des postes à « Quantité Forfaitaire » dans le devis quantitatif estimatif).

En application de l'article 37 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, le pouvoir adjudicateur peut effectuer toutes les vérifications sur pièces comptables et tous contrôles sur place de l'exactitude des indications fournis dans le cadre de la vérification des prix.

1.3.4.4 Clause d'exonération des taxes

Dans le cadre du présent marché public, le soumissionnaire est informé, que les biens, services et travaux liés à ce marché peuvent bénéficier d'une exonération d'impôts, taxes et charges imposées par la législation fiscale guinéenne conformément aux dispositions de la Convention Spécifique entre la République de Guinée et le Royaume de Belgique.

1. Applicabilité de l'exonération : Les soumissionnaires sont tenus de respecter les conditions nécessaires pour bénéficier de l'exonération de taxes applicables dans le cadre de ce marché. Cette exonération concerne, sans s'y limiter, les droits de douane, la TVA et autres taxes assimilées, conformément aux législations et accords en vigueur.

2. Procédures administratives : Les soumissionnaires doivent se conformer aux démarches administratives exigées par les autorités fiscales compétentes pour bénéficier de cette exonération.

Dans le cadre spécifique de la TVA sur les activités financées par des marchés publics extérieurs, l'État prend en charge la TVA, qui est réglée par Enabel sous forme de Chèque de Trésor Série Spéciale (CTSS). À cet effet, il est demandé aux soumissionnaires de fournir tous les documents requis pour attester leur éligibilité, notamment :

Quitus fiscal : Attestation prouvant que les obligations fiscales du fournisseur sont en règle.

Numéro d'Identification Fiscale (NIF) : L'identifiant TVA du fournisseur.

De plus, la facture de l'adjudicataire doit impérativement contenir les informations suivantes :

- ✓ **Identification du fournisseur :** Nom, adresse complète, et numéro d'identification fiscale (NIF).
- ✓ **Identification de l'adjudicateur :** Informations précises du client (l'entité bénéficiaire de l'exonération) et coordonnées complètes.
- ✓ **Numéro de facture et date :** Chaque facture doit avoir un numéro unique et être datée au jour de l'émission.
- ✓ **Description des biens ou services :** Détail clair de chaque produit ou service fourni avec quantités, unités et tarifs unitaires.
- ✓ **Montant total hors taxes (HT) :** Montant total avant application de toute taxe.
- ✓ **Montant de la TVA :** Mention indiquant que la TVA est couverte par le mécanisme de CTSS.

Ces éléments garantissent la conformité et facilitent le remboursement de la TVA via le mécanisme de **Chèque de Trésor Série Spéciale (CTSS)**, en accord avec les exigences de l'administration fiscale guinéenne. Chaque mois, Enabel soumettra une demande de remboursement de la TVA auprès du Ministère du Plan et de la Coopération Internationale, qui, après analyse, la transmettra au Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique pour l'émission des CTSS pour le paiement de la TVA. Une fois les documents reçus, l'administration fiscale transmettra le bulletin de liquidation (BL) à la Direction Générale du Trésor, puis les factures et CTSS seront renvoyés à Enabel après traitement des dossiers.

Responsabilité du soumissionnaire : Il incombe aux soumissionnaires de s'assurer qu'ils comprennent les implications de cette exonération et de prévoir dans leurs offres les documents et informations nécessaires pour obtenir ces allègements fiscaux

1.3.4.5 Éléments inclus dans le prix

Le soumissionnaire est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais et impositions généralement quelconques grevant les travaux, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.

Sont inclus dans les prix tant unitaires que globaux des marchés de travaux, tous les frais, mesures et charges quelconques inhérents à l'exécution du marché, notamment :

1° le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;

2° tous les travaux et fournitures tels que étançonnages, blindages et épuisements, nécessaires pour empêcher les éboulements de terre et autres dégradations et pour y remédier le cas échéant ;

3° la parfaite conservation, le déplacement et la remise en place éventuels des câbles et canalisations qui pourraient être rencontrés dans les fouilles, terrassements ou dragages, pour autant que ces prestations ne soient pas légalement à la charge des propriétaires de ces câbles et canalisations ;

4° l'enlèvement, dans les limites des fouilles, terrassements ou dragages éventuellement nécessaires à l'exécution de l'ouvrage :

a) de terres, vases et graviers, pierres, moellons, enrochements de toute nature, débris de maçonnerie, gazons, plantations, buissons, souches, racines, taillis, décombres et déchets ;

b) de tout élément rocheux quel que soit son volume lorsque les documents du marché mentionnent que les terrassements, fouilles et dragages sont exécutés en terrain réputé rocheux, et à défaut de cette mention, de tout élément rocheux, de tout massif de maçonnerie ou de béton dont le volume d'un seul tenant n'excède pas un demi-mètre cube ;

5° le transport et l'évacuation des produits de déblai, soit en dehors du domaine du pouvoir adjudicateur, soit aux lieux de remploi dans l'étendue des chantiers, soit aux lieux de dépôt prévus, suivant les prescriptions des documents du marché ;

6° tous frais généraux, frais accessoires et frais d'entretien pendant l'exécution et le délai de garantie.

7° les droits de douane et d'accise ;

Sont également inclus dans le prix du marché tous les travaux qui, par leur nature, dépendent ou sont liés à ceux qui sont décrits dans les documents du marché : Voir Spécifications Techniques et devis quantitatif et estimatif.

1.3.5 Droit d'introduction et ouverture des offres

1.3.5.1 Droit et mode d'introduction des offres

Le soumissionnaire introduit son offre de la manière suivante (ne pas respecter cette règle constitue une irrégularité substantielle et entraîne la non sélection de l'offre) :

- a) **Un exemplaire original de l'offre technique et administrative (paraphé sur chaque page) sera introduit sur papier ainsi qu'une copie conforme de l'original sur clé USB exploitable. En plus, le soumissionnaire joindra à l'offre trois copies sur papier. Elle est introduite sous pli définitivement scellé, portant la mention :**

Nom du soumissionnaire :

Offre technique et administrative, originale et copies : CSC GIN24002-10021

Date limite de dépôt : le 27/06/2025- 16H TU

AUCUNE INFORMATION DE L'OFFRE FINANCIERE NE DOIT SE TROUVER DANS L'OFFRE TECHNIQUE ET ADMINISTRATIVE.

- b) **Un exemplaire original de l'offre financière (paraphé sur chaque page) sera introduit sur papier ainsi qu'une copie conforme de l'original et le fichier excel du DQE sur clé USB exploitable. En plus, le soumissionnaire joindra à l'offre trois copies sur papier. Ceci sera mis dans une enveloppe fermée distincte avec inscription :**

Nom du soumissionnaire :

Offre financière, originale et copies : CSC GIN24002-10021

Date limite de dépôt : 27/06/2025- 16H TU

- c) **L'ensemble de l'offre technique et de l'offre financière sera glissé dans une enveloppe fermée et adressé à :**

Monsieur Adama DIANDA, Cellule Marchés Publics Enabel,

Immeuble Koubia, Appartement 301,

Corniche Nord, Camayenne,

Conakry, Guinée.

- d) **Inscription supplémentaire à mettre sur l'enveloppe**

NOM DE LA FIRME :.....

NOM DU SOUMISSIONNAIRE :

REFERENCE DU MARCHE : GIN24002-10021

DATE LIMITE DE DEPOT : 27/06/2025- 16H TU

Remarques importantes :

La clé USB de l'offre technique et administrative ne peut pas contenir l'offre financière. Il faut donc deux clés USB distinctes : une pour l'offre technique et administrative et une autre pour l'offre financière. Les soumissionnaires doivent respecter l'adresse de dépôt reprise ci-haut. Des offres qui ne sont pas déposées à l'adresse indiquée risquent de ne pas être évaluées. C'est une responsabilité du soumissionnaire de se rassurer que son service courrier dépose bien les offres à l'adresse indiquée et pendant les heures prévues.

Elle peut être introduite :

- a) **Par la poste (recommandé) :**

Dans ce cas, le pli scellé est glissé dans une seconde enveloppe fermée adressée à :

Monsieur Adama DIANDA,
Cellule Marchés Publics Enabel,
Immeuble Koubia, Appartement 301,
Corniche Nord, Camayenne,
Conakry, Guinée.

b) Par remise contre accusé de réception.

Le service est accessible, tous les jours ouvrables, pendant les heures de bureau : de 09 h 00 à 16 h 00. (voir adresse mentionnée au point a°) ci-dessus).

Toute offre doit parvenir avant la date et l'heure ultime de dépôt. Les offres parvenues tardivement ne sont pas acceptées (Article 83 de l'AR Passation).

Une offre reçue tardivement est acceptée pour autant que le pouvoir adjudicateur n'ait pas encore conclu le marché et que l'offre ait été envoyée par courrier recommandé, au plus tard le quatrième jour précédant la date de l'ouverture des offres. (Article 57 et 83 de l'AR Passation).

Les offres transmises sous une autre façon ou à d'autres destinataires seront écartées de la procédure.

Attention :

Les offres doivent être introduites selon la forme/canevas prescrit dans le chapitre 4.

1.3.5.2 Modification ou retrait d'une offre déjà introduite

Lorsqu'un soumissionnaire souhaite modifier ou retirer une offre déjà envoyée ou introduite, ceci doit se dérouler conformément aux dispositions des articles 43 et 85 de l'arrêté royal du 18 avril 2017.

Afin de modifier ou de retirer une offre déjà envoyée ou introduite, une déclaration écrite est exigée, correctement signée par le soumissionnaire ou par son mandataire. L'objet et la portée des modifications doivent être mentionnés de façon précise. Le retrait doit être inconditionnel.

Le retrait peut également être communiqué par télécopie, ou via un moyen électronique, pour autant qu'il soit confirmé par lettre recommandée déposée à la poste ou contre accusé de réception au plus tard le jour avant la date limite de réception des offres.

Le retrait doit être pur et simple.

1.3.5.3 Date limite de dépôt des offres

Les offres doivent être en possession du pouvoir adjudicateur avant le **27/06/2025 à 16h00**.

L'ouverture des offres se fera à huis-clos.

1.3.6 Sélection des soumissionnaires

1.3.6.1 Motifs d'exclusion

Les motifs d'exclusion obligatoires et facultatifs sont renseignés en annexe du présent cahier spécial des charges.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion figurant aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016 et aux articles 61 à 64 de l'A.R. du 18 avril 2017.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera l'exactitude de cette déclaration sur l'honneur dans le chef du soumissionnaire dont l'offre est la mieux classée.

A cette fin, il demandera au soumissionnaire concerné par les moyens les plus rapides et endéans le **CSC GIN24002-10021**

délai qu'il détermine de fournir les renseignements ou documents permettant de vérifier sa situation personnelle.

Le pouvoir adjudicateur demandera lui-même les renseignements ou documents qu'il peut obtenir gratuitement par des moyens électroniques auprès des services qui en sont les gestionnaires.

1.3.6.2 Critères de sélection

Le soumissionnaire est, en outre, tenu de démontrer à l'aide des documents demandés dans le « Dossier de sélection » qu'il est suffisamment capable, tant du point de vue économique et financier que du point de vue technique, de mener à bien le présent marché public (**voir dossier de sélection**).

1.3.6.3 Aperçu de la procédure

Dans une première phase, les offres introduites par les soumissionnaires sélectionnés seront examinées sur le plan de la régularité formelle et matérielle. Les offres irrégulières seront rejetées.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire régulariser les irrégularités dans l'offre des soumissionnaires durant les négociations. Entre autres éléments d'irrégularité de l'offre :

Le non-respect du délai d'exécution

Un score de moins 70 % des 1000 points (soit 70/100 points) à l'évaluation technique ;

Dans une seconde phase, les offres régulières formellement et matériellement seront examinées sur le plan du fond par une commission d'évaluation. Le pouvoir adjudicateur limitera le nombre d'offres à négocier en appliquant les critères d'attribution précisés dans les documents du marché. Cet examen sera réalisé sur la base des critères d'attribution mentionnés dans le présent cahier spécial des charges et a pour but de composer une shortlist de soumissionnaires avec lesquels des négociations seront menées.

Ensuite vient la phase des négociations. Le pouvoir adjudicateur peut négocier avec les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures que ceux-ci ont présentées, à l'exception des offres finales, en vue d'améliorer leur contenu. Les exigences minimales et les critères d'attribution ne font pas l'objet de négociations. Cependant, le pouvoir adjudicateur peut également décider de ne pas négocier. Dans ce cas l'offre initiale vaut comme offre définitive.

Lorsque le pouvoir adjudicateur entend conclure les négociations, il en informera les soumissionnaires restant en lice et fixera une date limite commune pour la présentation d'éventuelles BAFO. Après la clôture des négociations, les BAFO seront confrontées aux critères d'exclusion, aux critères de sélection ainsi qu'aux critères d'attribution. Le soumissionnaire dont la BAFO présente le meilleur rapport qualité/prix (donc celui qui obtient le meilleur score sur la base des critères d'attribution mentionnés ci-après) sera désigné comme adjudicataire pour le présent marché.

Les BAFO des soumissionnaires avec lesquels des négociations ont été menées seront examinées du point de vue de leur régularité. Les BAFO irrégulières seront exclues.

Seules les BAFO régulières seront prises en considération pour être confrontées aux critères d'attribution.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de revoir la procédure énoncée ci-dessus dans le respect du

principe d'égalité de traitement et de transparence.

1.3.6.4 Critères d'attribution

Le pouvoir adjudicateur choisira la BAFO régulière qu'il juge la plus avantageuse en tenant compte des critères suivants :

Qualité de l'offre technique : 40% ; cotation technique = note technique * 40%

Offre financière (Prix) : 60%.

Ce critère sera calculé selon la formule suivante :

Cotation financière = $60 - [(prix \text{ de l'offre concernée} - \text{prix de l'offre la plus basse}) / \text{prix de l'offre concernée}] * 60$

1.3.7 Cotation finale

Les cotations pour les critères d'attribution seront additionnées. Le marché sera attribué au soumissionnaire qui obtient la cotation finale la plus élevée.

1.3.8 Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire qui a remis l'offre régulière et économiquement la plus avantageuse.

Il faut néanmoins remarquer que, conformément à l'art. 85 de la Loi du 17 juin 2016, il n'existe aucune obligation pour le pouvoir adjudicateur d'attribuer le marché.

Le pouvoir adjudicateur peut soit renoncer à passer le marché, soit refaire la procédure, au besoin suivant un autre mode.

1.3.9 Conclusion du contrat

Conformément à l'art. 88 de l'A.R. du 18 avril 2017, le marché a lieu par la notification au soumissionnaire choisi de l'approbation de son offre.

La notification est effectuée par les plateformes électroniques, par courrier électronique ou par fax et, le même jour, par envoi recommandé.

Le contrat intégral consiste dès lors en un marché attribué par Enabel au soumissionnaire choisi conformément au :

- **Le présent CSC et ses annexes ;**
- **La BAFO approuvée de l'adjudicataire et toutes ses annexes ;**
- **La lettre recommandée portant notification de la décision d'attribution ;**
- **Le cas échéant, les documents éventuels ultérieurs, acceptés et signés par les deux parties.**

Dans un objectif de transparence, Enabel s'engage à publier annuellement une liste des attributaires de ses marchés. Par l'introduction de son offre, l'adjudicataire du marché se déclare d'accord avec la publication du titre du contrat, la nature et l'objet du contrat, son nom et localité, ainsi que le montant du contrat.

1.4 Conditions contractuelles et administratives particulières.

Le présent chapitre de ce CSC contient les clauses particulières applicables au présent marché public par dérogation aux 'Règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics' de l'AR du 14 janvier 2013, ci-après 'RGE' ou qui complètent ou précisent celui-ci. Les articles indiqués ci-dessus (entre parenthèses) renvoient aux articles des RGE. En l'absence d'indication, les dispositions pertinentes des RGE sont intégralement d'application.

Dans ce CSC, il est dérogé à l'article 26 des RGE.

1.4.1 Définitions (art. 2)

Dans le cadre de ce marché, il faut comprendre par :

- **Acompte : paiement d'une partie du marché après service fait et accepté ;**
- **Avance : paiement d'une partie du marché avant service fait et accepté ;**
- **Avenant : convention établie entre les parties liées par le marché en cours d'exécution du marché et ayant pour objet une modification des documents qui y sont applicables ;**
- **Cautionnement : garantie financière donnée par l'adjudicataire de ses obligations jusqu'à complète et bonne exécution du marché ;**
- **Fonctionnaire dirigeant : le fonctionnaire, ou toute autre personne, chargé de la direction et du contrôle de l'exécution du marché ;**
- **Réception : constatation par le pouvoir adjudicateur de la conformité aux règles de l'art ainsi qu'aux conditions du marché de tout ou partie des travaux, fournitures ou services exécutés par l'adjudicataire ;**

1.4.2 Utilisation des moyens électroniques (art. 10)

L'utilisation des moyens électroniques pour les échanges durant l'exécution du marché est permise sauf quand indiqué différemment dans le présent CSC.

Dans ces derniers cas, les notifications du pouvoir adjudicateur sont adressées au domicile ou au siège social mentionné dans l'offre.

1.4.3 Fonctionnaire dirigeant (art. 11)

La direction et le contrôle de l'exécution du marché sont confiés au fonctionnaire dirigeant qui sera communiqué ultérieurement par le pouvoir adjudicateur.

Une fois le marché conclu, le fonctionnaire dirigeant est l'interlocuteur principal de l'adjudicataire. Toute la correspondance et toutes les questions concernant l'exécution du marché lui seront adressées, sauf mention contraire expresse dans ce CSC (voir notamment « Paiement » ci-après).

Le fonctionnaire dirigeant a pleine compétence pour ce qui concerne le suivi de l'exécution du marché, y compris la délivrance d'ordres de service, l'établissement de procès-verbaux et d'états des lieux, l'approbation des services, des états d'avancements et des décomptes. Il peut ordonner toutes les modifications au marché qui se rapportent à son objet et qui restent dans ses limites.

Ne font toutefois pas partie de sa compétence : la signature d'avenants ainsi que toute autre décision ou accord impliquant une dérogation aux clauses et conditions essentielles du marché. Pour de telles décisions, le pouvoir adjudicateur est représenté comme stipulé au paragraphe 1.1.2 : Le pouvoir adjudicateur.

Le fonctionnaire dirigeant n'est en aucun cas habilité à modifier les modalités (p. ex., délais d'exécution, ...) du contrat, même si l'impact financier devait être nul ou négatif. Tout engagement, modification ou accord dérogeant aux conditions stipulées dans le CSC et qui n'a pas été notifié par le pouvoir adjudicateur doit être considéré comme nul.

1.4.4 Sous-traitants (art. 12 à 15)

Le fait que l'adjudicataire confie tout ou une partie de ses engagements à des sous-traitants ne dégage pas sa responsabilité envers le pouvoir adjudicateur. Celui-ci ne se reconnaît aucun lien contractuel avec ces tiers.

L'adjudicataire reste, dans tous les cas, seul responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

L'adjudicataire s'engage à faire exécuter le marché par les personnes indiquées dans l'offre, sauf cas de force majeure. Les personnes mentionnées ou leurs remplaçants sont tous censés participer effectivement à la réalisation du marché. Les remplaçants doivent être agréés par le pouvoir adjudicateur.

Lorsque l'adjudicataire recrute un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques pour le compte du pouvoir adjudicateur, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles à charge de l'adjudicataire sont imposées à ce sous-traitant par contrat ou tout autre acte juridique.

De la même manière, l'adjudicataire respectera et fera respecter par ses sous-traitants, les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement Général relatif à la Protection des données, ci-après RGPD). Un audit éventuel des traitements opérés pourrait être réalisé par le pouvoir adjudicateur en vue de valider sa conformité à cette législation.

1.4.5 Confidentialité (art. 18)

Les connaissances et renseignements recueillis par l'adjudicataire, en ce compris par toutes les personnes en charge de la mission ainsi que par toutes autres personnes intervenantes, dans le cadre du présent marché sont strictement confidentiels.

En aucun cas les informations recueillies, peu importe leur origine et leur nature, ne pourront être transmis à des tiers sous quelque forme que ce soit.

Toutes les parties intervenantes directement ou indirectement sont donc tenues au devoir de discrétion.

Conformément à l'article 18 de l'A.R. du 14 /01/2013 relatif aux règles générales d'exécution des marchés publics, le soumissionnaire ou l'adjudicataire s'engage à considérer et à traiter de manière strictement confidentiels, toutes informations, tous faits, tous documents et/ou toutes données, quels qu'en soient la nature et le support, qui lui auront été communiqués, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, ou auxquels il aura accès, directement ou indirectement, dans le cadre ou à l'occasion du présent marché. Les informations confidentielles couvrent notamment, sans que cette liste soit limitative, l'existence même du présent marché.

A ce titre, il s'engage notamment :

- **à respecter et à faire respecter la stricte confidentialité de ces éléments, et à prendre toutes précautions utiles afin d'en préserver le secret (ces précautions ne pouvant en aucun cas être inférieures à celles prises par le Soumissionnaire pour la protection de ses propres informations confidentielles) ;**
- **à ne consulter, utiliser et/ou exploiter, directement ou indirectement, l'ensemble des éléments précités que dans la mesure strictement nécessaire à la préparation et, le cas échéant, à l'exécution du présent marché (en ayant notamment égard aux dispositions législatives en matière de protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel);**
- **à ne pas reproduire, distribuer, divulguer, transmettre ou autrement mettre à disposition de tiers les éléments précités, en totalité ou en partie, et sous quelque forme que ce soit, à moins d'avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur**
- **à restituer, à première demande du Pouvoir Adjudicateur, les éléments précités ;**
- **d'une manière générale, à ne pas divulguer directement ou indirectement aux tiers, que ce soit à titre publicitaire ou à n'importe quel autre titre, l'existence et/ou le contenu du présent marché, ni le fait que le Soumissionnaire ou l'adjudicataire exécute celui-ci pour le Pouvoir Adjudicateur, ni, le cas échéant, les résultats obtenus dans ce cadre, à moins d'avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur. »**

1.4.6 Protection des données personnelles

Traitement des données personnelles par le pouvoir adjudicateur

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractère personnel qui lui seront communiquées en réponse à cet appel d'offre avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

Traitement des données personnelles par l'adjudicataire

OPTION 1 : Traitement des données à caractère personnel par un sous-traitant

Si durant l'exécution du marché, l'adjudicataire traite des données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur exclusivement au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur, dans le seul but d'effectuer les prestations conformément aux dispositions du cahier des charges ou en exécution d'une obligation légale, les dispositions suivantes sont d'application.

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, l'adjudicataire est tenu de se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après "RGPD") ainsi qu'à la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à

l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il se conformera strictement aux obligations du RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en lien avec ce marché.

Les données à caractère personnel qui seront traitées sont confidentielles. L'adjudicataire limitera dès lors l'accès aux données au personnel strictement nécessaires à l'exécution, à la gestion et au suivi du marché.

Dans le cadre de l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur déterminera les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur sera responsable du traitement et l'adjudicataire sera son sous-traitant, au sens de l'article 28 du RGPD.

L'exécution de traitements en sous-traitance doit être régie par un contrat ou un acte juridique qui lie le sous-traitant au responsable du traitement et qui prévoit notamment que le sous-traitant n'agit que sur instruction du responsable du traitement et que les obligations de confidentialité et de sécurité concernant le traitement des données à caractère personnel incombent également au sous-traitant (Article 28 §3 du RGPD).

A cette fin, le soumissionnaire doit à la fois compléter, signer et renvoyer au pouvoir adjudicateur l'accord de sous-traitance repris en annexe (3.3). La complétion et signature de cette annexe est donc une condition de régularité de l'offre

OPTION 2 : TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL PAR UN RESPONSABLE DE TRAITEMENT (DESTINATAIRE)

Si durant l'exécution du marché, l'adjudicataire traite des données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur ou en exécution d'une obligation légale, les dispositions suivantes sont d'application.

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, l'adjudicataire est tenu de se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après "RGPD") ainsi qu'à la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il se conformera strictement aux obligations du RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en lien avec ce marché.

Compte tenu du marché il est à considérer que le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire seront chacun et ce, individuellement, responsables du traitement.

1.4.7 Droits intellectuels (art. 19 à 23)

En cas de « Design & Built » : Le pouvoir adjudicateur acquiert les droits de propriété intellectuelle nés, mis au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans préjudice de l'alinéa 1er et sauf disposition contraire dans les documents du marché, lorsque l'objet de celui-ci consiste en la création, la fabrication ou le développement de dessins et modèles, de

signes distinctifs, le pouvoir adjudicateur en acquiert la propriété intellectuelle, ainsi que le droit de les déposer, de les faire enregistrer et de les faire protéger.

En ce qui concerne les noms de domaine créés à l'occasion d'un marché, le pouvoir adjudicateur acquiert également le droit de les enregistrer et de les protéger, sauf disposition contraire dans les documents du marché.

Lorsque le pouvoir adjudicateur n'acquiert pas les droits de propriété intellectuelle, il obtient une licence d'exploitation des résultats protégés par le droit de la propriété intellectuelle pour les modes d'exploitation mentionnés dans les documents du marché.

Le pouvoir adjudicateur énumère dans les documents du marché les modes d'exploitation pour lesquels il entend obtenir une licence.

1.4.8 Cautionnement (art.25 à 33)

Pour ce marché, un cautionnement est exigé.

Le cautionnement est fixé à 5% du montant total, hors TVA, du marché. Le montant ainsi obtenu est arrondi à la dizaine d'euro supérieure.

Le cautionnement peut être constitué conformément aux dispositions légales et réglementaires, soit en numéraire, ou en fonds publics, soit sous forme de cautionnement collectif.

Le cautionnement peut également être constitué par une garantie accordée par un établissement de crédit satisfaisant au prescrit de la législation relative au statut et au contrôle des établissements de crédit satisfaisant au prescrit de la législation relative au contrôle des entreprises d'assurances et agréée pour la branche 15 (caution).

Par dérogation à l'article 26, le cautionnement peut être établi via un établissement dont le siège social se situe dans un des pays de destination des services. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou non la constitution du cautionnement via cet établissement. L'adjudicataire mentionnera le nom et l'adresse de cet établissement dans l'offre. Pour ce marché, les cautionnements délivrés par les compagnies d'assurances ne sont pas acceptés.

La dérogation est motivée pour laisser l'opportunité aux éventuels soumissionnaires locaux d'introduire offre. Cette mesure est rendue indispensable par les exigences particulières du marché.

L'adjudicataire doit, dans les trente jours calendrier suivant le jour de la conclusion du marché, justifier la constitution du cautionnement par lui-même ou par un tiers, de l'une des façons suivantes:

1° lorsqu'il s'agit de numéraire, par le virement du montant au numéro de compte bpost banque de la Caisse des Dépôts et Consignations Complétez le plus précisément possible le formulaire suivant : https://finances.belgium.be/sites/default/files/01_marche_public.pdf (PDF, 1.34 Mo), et renvoyez-le à l'adresse e-mail info.cdcdck@minfin.fed.be

2° lorsqu'il s'agit de fonds publics, par le dépôt de ceux-ci entre les mains du caissier de l'Etat au siège de la Banque nationale à Bruxelles ou dans l'une de ses agences en province, pour compte de la Caisse des Dépôts et Consignations, ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire

3° lorsqu'il s'agit d'un cautionnement collectif, par le dépôt par une société exerçant légalement cette activité, d'un acte de caution solidaire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un

organisme public remplissant une fonction similaire

4° lorsqu'il s'agit d'une garantie, par l'acte d'engagement de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assurances.

22 Cette justification se donne, selon le cas, par la production au pouvoir adjudicateur :

1° soit du récépissé de dépôt de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire ;

2° soit d'un avis de débit remis par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances ;

3° soit de la reconnaissance de dépôt délivrée par le caissier de l'Etat ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;

4° lorsqu'il s'agit d'une garantie, par l'acte d'engagement de l'établissement de crédit pour un cautionnement de ce type le formulaire au paragraphe 6.11 est obligatoirement utilisé, le cautionnement ne peut pas contenir une date finale à l'exception de la tombée en annulation d'office prévue après 18 mois (exemple : les cas de décès, faillite).

5° soit de l'original de l'acte d'engagement établi par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances accordant une garantie.

Ces documents, signés par le déposant, indiquent au profit de qui le cautionnement est constitué, son affectation précise par l'indication sommaire de l'objet du marché et de la référence des documents du marché, ainsi que le nom, le prénom et l'adresse complète de l'adjudicataire et éventuellement, du tiers qui a effectué le dépôt pour compte, avec la mention "bailleur de fonds" ou "mandataire", suivant le cas.

Le délai de trente jours calendrier visé ci-avant est suspendu pendant la période de fermeture de l'entreprise de l'adjudicataire pour les jours de vacances annuelles payés et les jours de repos compensatoires prévus par voie réglementaire ou dans une convention collective de travail rendue obligatoire.

La preuve de la constitution du cautionnement doit être envoyée à l'adresse qui sera mentionnée dans la notification de la conclusion du marché.

La demande de l'adjudicataire de procéder à la réception provisoire complète : tient lieu de demande de libération de la 1^{ère} moitié du cautionnement.

La demande de l'adjudicataire de procéder à la réception provisoire définitive : tient lieu de demande de libération de la seconde moitié du cautionnement.

1.4.9 Assurances (art. 24)

L'adjudicataire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail et sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers lors de l'exécution du marché.

Dans un délai de trente jours à compter de la conclusion du marché, l'adjudicataire justifie qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie requise par les documents du marché.

À tout moment durant l'exécution du marché, l'adjudicataire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur.

1.4.10 Conformité de l'exécution (art. 34)

Les travaux doivent être conformes sous tous les rapports aux documents du marché. Même en l'absence de spécifications techniques mentionnées dans les documents du marché, ils répondent en tous points aux règles de l'art.

1.4.11 Plans, documents et objets établis par le pouvoir adjudicateur (art. 35)

S'il le demande, l'adjudicataire reçoit gratuitement et dans la mesure du possible de manière électronique :

Une collection complète de copies des plans qui ont servi de base à l'attribution du marché. Le pouvoir adjudicateur est responsable de la conformité de ces copies aux plans originaux.

L'adjudicataire conserve et tient à la disposition du pouvoir adjudicateur tous les documents et la correspondance se rapportant à l'attribution et à l'exécution du marché jusqu'à la réception définitive.

1.4.12 Plans de détail et d'exécution établis par l'adjudicataire (art. 36)

L'adjudicataire établit à ses frais tous les plans de détail et d'exécution qui lui sont nécessaires pour mener le marché à bonne fin.

Les documents du marché indiquent les plans (suivant le lien indiqué au chapitre 6) qui sont à approuver par l'adjudicateur, lequel dispose d'un délai de trente jours pour l'approbation ou le refus des plans à compter de la date à laquelle ceux-ci lui sont présentés.

Les documents éventuellement corrigés sont représentés à l'adjudicateur qui dispose d'un délai de quinze jours pour leur approbation, pour autant que les corrections demandées ne résultent pas d'exigences nouvelles de sa part.

1.4.12.1 Planning de chantier

La façon d'introduire le planning est à convenir avec le fonctionnaire dirigeant.

Le premier planning est à introduire dans les 15 jours calendrier qui suivent la notification de l'approbation de l'offre et une mise à jour mensuelle est obligatoire en cours de chantier.

Ce projet de planning de chantier renseigne, outre les délais nécessaires aux travaux proprement dits "in situ", la durée des diverses prestations préalables telles que notamment l'établissement des documents prescrits dans les clauses techniques, plans d'exécution et de détails, notes de calculs, sélection des matériels et matériaux, y compris l'approbation des documents correspondants, les approvisionnements, le travail en atelier ou en usine, les essais préalables et de conformité, etc.

Après étude, remarques et approbation de l'adjudicateur, le planning devient contractuel.

1.4.12.2 Planning directeur

L'adjudicataire s'oblige à fournir un planning directeur à l'approbation de l'adjudicateur et à ses conseils, dans les 15 jours calendrier qui suivent la notification de la conclusion du marché.

Ce planning devra anticiper suffisamment les situations pour permettre à l'adjudicateur de prendre les décisions ou donner les réponses ou fournir les documents qui lui incombent.

Le planning directeur sera mis à jour au minimum mensuellement et devra rester cohérent avec le planning de chantier. Il sera coordonné avec le planning de chantier et sera établi sur le même document.

L'adjudicataire assure seul la gestion du planning de toutes les activités nécessaires à la réalisation du présent marché.

En particulier, il prévoira :

- la fixation des dates pour la fourniture de plans d'exécution qui lui sont nécessaires,
- la passation des commandes à ses fournisseurs et sous-traitants,

- la présentation en temps utile d'échantillons et de fiches techniques de produits soumis réception technique préalable,
- la prise de mesure des ouvrages et le délai de fabrication en atelier.
- l'indication des dates au plus tard concernant les décisions à prendre par le pouvoir adjudicateur
- l'indication des dates ultimes pour la conclusion d'ordres modificatifs en cours d'élaboration,
- l'indication des dates ultimes pour l'achèvement de travaux exécutés par d'autres entreprises,
- les relevés, en temps utiles, de dimensions d'ouvrages.

1.4.12.3 Documents d'exécution

Ces plans tiennent compte du cahier spécial des charges et des prescriptions techniques, des esquisses d'intention de l'auteur de projet et des plans généraux d'architecture, de stabilité et de techniques spéciales annexées au présent cahier spécial des charges.

Tous les plans d'exécution et de détails sont à soumettre à l'approbation de l'adjudicateur accompagnés des notes de calculs, agréments et fiches techniques et notamment ceux relatifs aux travaux et équipements ci-après dont la liste n'est pas limitative :

- **rempiètements sur base des travaux**
- **stabilité : plans dalles, colonnes, escaliers, poutrelles et éléments préfabriqués éventuels**
- **Étanchéités**
- **finitions des locaux (murs, sol et plafond)**
- **égouttage intérieur et extérieur**
- **bordereau des pierres**
- **recouvrement de toit, charpenterie pour toiture**
- **façades**
- **cloisons**
- **faux-plafonds**
- **mobilier sur base des documents d'adjudication**
- **plan pour disposition de luminaires**
- **plan de menuiseries métalliques (garde-corps, main-courante, passerelles, auvent)**
- **menuiseries extérieures bordereau des menuiseries intérieures, plans des techniques spéciales**

Le fonctionnaire dirigeant pourra refuser des fiches techniques, partielles, incomplètes ou trop commerciales n'apportant pas les renseignements techniques nécessaires à l'examen et à l'approbation

Pour la quincaillerie, le chauffage, l'électricité, la robinetterie ou toute pièce similaire, des échantillons seront présentés à l'agrément du Fonctionnaire dirigeant, à l'avis de l'auteur de projet et le modèle agréé restera sur le chantier jusqu'au moment du placement de la dernière pièce du genre.

A la demande du Pouvoir Adjudicateur, L'adjudicataire fournira également, en cours d'exécution, les documents ci-après :

- **des échantillons de matériaux proposés correspondant aux fiches techniques.**
- **les cartes des teintes pour déterminer les choix,**
- **les rapports d'essais, notices techniques, agréments techniques, fiches techniques, etc.**
- **des produits ou matériel utilisés dans le cadre du présent marché.**

Établissement des Plans "As Built" :

En cours d'exécution, les plans sont corrigés et mis à jour par L'adjudicataire dans les moindres détails de manière à reproduire avec exactitude les ouvrages et installations ainsi que leurs particularités tels qu'ils ont été réellement exécutés.

Après l'achèvement des travaux, et en vue de la Réception Provisoire des ouvrages, L'adjudicataire est tenu de remettre les plans et schémas complets des ouvrages et installations tels qu'ils auront été réalisés.

Après l'achèvement des travaux et pour la Réception Provisoire, L'adjudicataire est tenu de remettre l'ensemble des dossiers techniques comprenant :

- **les spécifications techniques avec marques, types, provenance du matériel installé,**
- **les notices d'utilisation, comportant un manuel explicatif du fonctionnement de tous les équipements,**
- **les notices d'entretien contenant l'ensemble des prescriptions nécessaires à l'entretien et à la maintenance des équipements (contrôles et travaux d'entretien périodique, liste et codification des pièces de rechange...),**

Les rapports d'essais, réglages et mises au point.

1.4.13 Modifications du marché (art. 37 à 38/19 et 80)

1.4.13.1 Remplacement de l'adjudicataire (art. 38/3, °1)

La clause de réexamen suivante est prévue :

§1 Champ d'application : La clause peut être appliquée dans le cas où l'adjudicataire du marché serait dans l'impossibilité de continuer l'exécution du marché pour cause de résiliation (art. 61, 62 ou 62/1, °2 RGE) ou de mise en œuvre d'une mesure d'office (art. 47 RGE).

§2 Nature de la modification : Par dérogation de l'article 47, §2, °3 RGE, le pouvoir adjudicateur peut, dans tous les cas précités, attribuer immédiatement un nouveau marché pour compte au(x) sous-traitant(s) de l'adjudicataire déjà engagé(s) dans l'exécution du marché ou au soumissionnaire classé en deuxième position, pour tout ou partie du marché restant à exécuter, et ce sans entamer une nouvelle procédure de passation. Cet accord prendra la forme d'un avenant au contrat initial, à conclure entre le pouvoir adjudicateur et le nouvel adjudicataire.

§3 Conditions dans lesquelles il peut être fait usage de la clause de réexamen :

Pour autant qu'il(s) remplisse(nt) les critères de sélection ainsi que les critères d'exclusions repris dans le présent document, et s'il(s) peut(peuvent) satisfaire aux conditions initiales du marché, le pouvoir adjudicateur peut conclure un marché pour compte avec le(s) sous-traitant(s) de

l'adjudicataire déjà engagé(s) dans l'exécution du marché.

A cette fin, le pouvoir adjudicateur contacte le(s) sous-traitant(s) ou son(leurs) représentant(s), en lui (leur) demandant s'il(s) peut(peuvent) satisfaire aux conditions initiales du marché.

Si le(s) sous-traitant(s) ne peut(peuvent) pas satisfaire aux conditions initiales, un marché pour compte peut être conclu à des conditions modifiées. Avant de conclure un tel marché modifié, le pouvoir adjudicateur vérifie si les nouvelles conditions sont toujours plus avantageuses que celles du soumissionnaire classé deuxième lors de l'évaluation des offres dans le cadre de la procédure d'attribution initiale. Si tel n'est pas le cas, le pouvoir adjudicateur procède à la conclusion d'un marché pour compte tel que visé au deuxième alinéa ci-dessous.

Si le pouvoir adjudicateur ne peut ou ne souhaite pas faire usage de la possibilité mentionnée à l'alinéa précédent, un marché pour compte peut être conclu avec le soumissionnaire qui a été classé deuxième lors de l'évaluation des offres dans le cadre de la procédure d'attribution initiale, pour autant qu'il remplisse les critères de sélection ainsi que les critères d'exclusions repris dans le présent document. A cette fin, le pouvoir adjudicateur contacte le soumissionnaire classé deuxième ou son représentant pour lui demander s'il consent au maintien de son offre. Si ledit soumissionnaire y consent sans réserve, le pouvoir adjudicateur procède à l'attribution et à la conclusion du marché.

Lorsque le soumissionnaire concerné ne consent pas au maintien des conditions de son offre initiale ou que l'offre modifiée ne demeure pas économiquement la plus avantageuse sur la base de l'évaluation des offres dans le cadre de la procédure d'attribution initiale (après exclusion de l'adjudicataire initial), le pouvoir adjudicateur :

1° soit s'adresse successivement, suivant l'ordre de classement, aux autres soumissionnaires réguliers. Dans ce cas également, le pouvoir adjudicateur contacte le soumissionnaire concerné ou son représentant pour lui demander s'il consent au maintien de son offre. Si ce soumissionnaire y consent sans réserve, le pouvoir adjudicateur procède à l'attribution et à la conclusion du marché.

2° soit demande simultanément à tous les autres soumissionnaires réguliers de revoir leur offre sur la base des conditions initiales du marché, et attribue et conclut le marché en fonction de l'offre devenue économiquement la plus avantageuse.

En tout état de cause, le pouvoir adjudicateur s'assure que la vérification de l'absence de motifs d'exclusion et du respect des critères de sélection s'effectue d'une manière impartiale et transparente, soit dans le cadre de la procédure d'attribution initiale, soit lors de la conclusion du marché pour compte, afin qu'aucun marché ne soit attribué à un soumissionnaire (ou à un sous-traitant) qui aurait dû être exclu ou qui ne remplit pas les critères de sélection. Les exigences minimales de la sélection qualitative peuvent, le cas échéant, être adaptées au prorata de la partie restante du marché, si le marché pour compte n'est conclu que pour une partie du marché restant à exécuter.

Le marché pour compte sera conclu au moyen d'un avenant au contrat initial, qui sera signé par le pouvoir adjudicateur et le nouvel adjudicataire. Si le marché a déjà été partiellement exécuté, cet avenant indiquera avec précision toutes les parties du marché qui doivent encore être exécutées.

L'avenant indique également toutes les conditions modifiées par rapport à l'offre initiale de l'adjudicataire initial et par rapport à l'offre initiale du nouvel adjudicataire. Si nécessaire, l'avenant

indique la méthode d'application des conditions initiales au reste du marché. Toutes les autres conditions énoncées dans les documents du marché (le cahier des charges et l'offre initiale de l'adjudicataire initial ou du nouvel adjudicataire) restent applicables sans modification.

Si un marché pour compte est conclu, une copie de l'avenant relatif au marché à conclure est, par dérogation à l'article 47, §3, troisième alinéa, des RGE, envoyée à l'adjudicataire initial par courrier électronique. Si, à la suite de l'application d'une mesure d'office (article 47 RGE), le prix du nouveau marché conclu pour compte dépasse le prix du marché initial, l'adjudicataire initial supporte les coûts supplémentaires.

1.4.13.2 Révision des prix (art. 38/7)

Pour le présent marché, aucune révision des prix n'est possible.

1.4.13.3 Indemnités suite aux suspensions ordonnées par l'adjudicateur durant l'exécution (art. 38/12)

L'adjudicateur se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché pendant une période donnée, notamment lorsqu'il estime que le marché ne peut pas être exécuté sans inconvénient à ce moment-là.

Le délai d'exécution est prolongé à concurrence du retard occasionné par cette suspension, pour autant que le délai contractuel ne soit pas expiré. Lorsque ce délai est expiré, une remise d'amende pour retard d'exécution sera consentie.

Lorsque les prestations sont suspendues, sur la base de la présente clause, l'adjudicataire est tenu de prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour préserver les prestations déjà exécutées et les matériaux, des dégradations pouvant provenir de conditions météorologiques défavorables, de vol ou d'autres actes de malveillance.

L'adjudicataire a droit à des dommages et intérêts pour les suspensions ordonnées par l'adjudicateur lorsque :

- **la suspension dépasse au total un vingtième du délai d'exécution et au moins dix jours ouvrables ou quinze jours de calendrier, selon que le délai d'exécution est exprimé en jours ouvrables ou en jours de calendrier ;**
- **la suspension n'est pas due à des conditions météorologiques défavorables ;**
- **la suspension a lieu endéans le délai d'exécution du marché.**

Dans les trente jours de leur survenance ou de la date à laquelle l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur aurait normalement dû en avoir connaissance, l'adjudicataire dénonce les faits ou les circonstances de manière succincte au pouvoir adjudicateur et décrit de manière précise leur sur le déroulement et le coût du marché.

Il est rappelé que conformément à l'article 80 de l'AR du 14/01/2013, L'adjudicataire est tenu de poursuivre les travaux sans interruption, nonobstant les contestations auxquelles peut donner lieu la détermination de prix nouveaux.

Tout ordre modifiant le marché, en cours d'exécution du contrat, est donné par écrit. Toutefois, les modifications de portée mineure peuvent ne faire l'objet que d'inscriptions au journal des travaux.

Les ordres ou les inscriptions indiquent les changements à apporter aux clauses initiales du marché ainsi qu'aux plans.

Fixation des prix unitaires ou globaux – Calcul du prix

Les prix unitaires ou globaux des travaux modifiés, que l'adjudicataire est tenu d'exécuter, sont déterminés dans l'ordre de priorité suivant :

- **Selon les prix unitaires ou globaux de l'offre approuvée ;**
- **A défaut, selon des prix unitaires ou globaux déduits de l'offre approuvée ;**
- **A défaut, selon des prix unitaires ou globaux d'un autre marché d'Enabel ;**
- **A défaut, selon des prix unitaires ou globaux à convenir pour l'occasion.**

Dans ce dernier cas, l'adjudicataire doit justifier le nouveau prix unitaire en le détaillant en fournitures, homme-heures, heures de matériel et frais généraux et bénéfices.

Circonstances imprévisibles

L'adjudicataire n'a droit en principe à aucune modification des conditions contractuelles pour des circonstances quelconques auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger.

Une décision de l'État belge de suspendre la coopération avec le pays partenaire est considérée être des circonstances imprévisibles au sens du présent article. En cas de rupture ou de cessation des activités par l'État belge qui implique donc le financement de ce marché, Enabel mettra en œuvre les moyens raisonnables pour convenir d'un montant maximum d'indemnisation.

1.4.14 Contrôle et surveillance du marché

1.4.14.1 Étendue du contrôle et de la surveillance (art. 39)

Le pouvoir adjudicateur peut faire surveiller ou contrôler partout la préparation ou la réalisation des prestations par tous moyens appropriés.

L'adjudicataire est tenu de donner aux délégués du pouvoir adjudicateur tous les renseignements nécessaires et toutes les facilités pour remplir leur mission.

L'adjudicataire ne peut se prévaloir du fait qu'une surveillance ou un contrôle a été exercé par le pouvoir adjudicateur pour prétendre être dégagé de sa responsabilité lorsque les prestations sont refusées ultérieurement pour défauts quelconques.

1.4.14.2 Modes de réception technique (art. 41)

En matière de réception technique, il y a lieu de distinguer :

- 1° la réception technique préalable au sens de l'article 42 ;
- 2° la réception technique a posteriori au sens de l'article 43.

Le pouvoir adjudicateur peut renoncer à tout ou partie des réceptions techniques lorsque l'adjudicataire prouve que les produits ont été contrôlés par un organisme indépendant lors de leur production, conformément aux spécifications des documents du marché. Est à cet égard assimilée à la procédure nationale d'attestation de conformité toute autre procédure de certification instaurée dans un État membre de l'Union européenne et jugée équivalente.

1.4.14.3 Réception technique préalable (art. 42)

En règle générale, les produits ne peuvent être mis en œuvre s'ils n'ont été, au préalable, réceptionnés par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué.

Tout le matériel proposé fait l'objet d'une approbation du pouvoir adjudicateur. Cette approbation est obtenue sur base de fiches techniques préalables qui sont élaborées par L'adjudicataire et transmises au fonctionnaire dirigeant.

Les fiches techniques présentent globalement le matériel et donnent les spécifications et les sélections retenues dans le cadre du projet.

Le pouvoir adjudicateur refuse de recevoir des fiches techniques, partielles, incomplètes n'apportant pas les renseignements techniques nécessaires à l'examen et à l'approbation.

Dès que les remarques sont en possession de L'adjudicataire celui-ci en tient compte et complète la fiche technique dans le but de la faire approuver.

La réception technique peut être opérée à différents stades de la production.

Les produits qui, à un stade déterminé, ne satisfont pas aux vérifications imposées, sont déclarés ne pas se trouver en état de réception technique.

L'adjudicataire est responsable de la garde et de la conservation de ces divers produits eu égard aux risques encourus par son entreprise et ce, jusqu'à la réception provisoire des travaux.

Sauf pour les produits agréés, les coûts liés à la réception technique préalable sont à charge de L'adjudicataire.

En tous cas, ces coûts englobent :

- les frais liés aux prestations des réceptionnaires ; ceux-ci englobent les indemnités de déplacement et de séjour des réceptionnaires.
- les frais liés au prélèvement d'échantillons, à l'emballage et au transport des échantillons, quel que soit l'endroit où a lieu le contrôle,
- les frais liés aux essais (préparatifs, fabrication des pièces d'épreuve, coût des essais à proprement parler (à cet effet, les circulaires relatives à la fixation des tarifs des essais sont d'application).
- les frais liés au remplacement des produits présentant des défauts ou avaries.

1.4.14.4 Réception technique à posteriori (art. 43)

Une réception technique a posteriori sera impérativement organisée pour les travaux ou parties d'équipement qui seraient cachés après l'achèvement des travaux.

1.4.15 Délai d'exécution (art 76)

Le marché débute à la réception de l'ordre de démarrage des travaux et a une durée d'exécution de 90 jours calendaires.

Le délai susmentionné est impératif et de rigueur.

1.4.16 Mise à disposition de terrains (art 77)

L'adjudicataire s'assure à ses frais, de la disposition de : tous les terrains qui lui sont nécessaires pour l'installation de ses chantiers, les approvisionnements, la préparation et la manutention des matériaux de même que ceux nécessaires à la mise en dépôt de terres arables, des terres provenant des déblais reconnus impropres à leur réutilisation en remblai, des produits de démolition, des déchets généralement quelconques et des terres en excès.

Il est responsable, vis-à-vis des riverains, de tout dégât occasionné aux propriétés privées lors de l'exécution des travaux ou de la mise en dépôt des matériaux.

Les palissades ne peuvent être utilisées comme support de publicité.

Aucune publicité n'est admise sur l'emprise des chantiers, hormis les panneaux "Info-Chantier".

1.4.17 Conditions relatives au personnel (art. 78)

Toutes les dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles relatives aux conditions générales de travail, à la sécurité et à l'hygiène sont applicables à tout le personnel du chantier.

L'adjudicataire, toute personne agissant en qualité de sous-traitant à quelque stade que ce soit et toute personne mettant du personnel à disposition, sont tenus de payer à leur personnel respectif les salaires, suppléments de salaires et indemnités aux taux fixés, soit par la loi, soit par des conventions collectives conclues par des conventions d'entreprises.

En permanence, L'adjudicataire tient à la disposition de l'adjudicateur, à un endroit du chantier que celui-ci désigne, la liste mise à jour quotidiennement de tout le personnel qu'il occupe sur le chantier.

Cette liste contient au moins les renseignements individuels suivants :

le nom; le prénom; l'occupation réelle par journée effectuée sur le chantier; la date de naissance; le métier; la qualification ;

la personne de contact et les responsables désignés par L'adjudicataire dans le cadre de l'exécution du présent contrat avec le pouvoir adjudicateur devra maîtriser la langue française.

1.4.18 Organisation du chantier (art 79)

L'adjudicataire se conforme aux dispositions légales et réglementaires locales régissant notamment la bâtisse, la voirie, l'hygiène, la protection du travail, ainsi qu'aux dispositions des conventions collectives, nationales, régionales, locales ou d'entreprises

Lors de l'exécution des travaux, L'adjudicataire est tenu d'assurer la police du chantier pendant la durée des travaux et de prendre, dans l'intérêt tant de ses préposés que des délégués du pouvoir adjudicateur et des tiers, toutes les mesures requises en vue de garantir leur sécurité.

L'adjudicataire prend, sous son entière responsabilité et à ses frais, toutes les mesures indispensables pour assurer la protection, la conservation et l'intégrité des constructions et ouvrages existants.

Il prend aussi toutes les précautions requises par l'art de bâtir et par les circonstances spéciales pour sauvegarder les propriétés voisines et éviter que, par sa faute, des troubles y soient provoqués.

L'adjudicataire prend, à ses frais, toutes les mesures voulues pour signaler tant de jour que de nuit ou par temps de brouillard, les chantiers et les dépôts qui empiètent sur les endroits normalement livrés à la circulation tant des véhicules que des piétons.

Il est tenu de clôturer complètement ses chantiers tant le long des trottoirs provisoires ou définitifs, que le long des voies provisoires ou définitives réservées à la circulation automobile. Ces clôtures et palissades assureront également la protection du chantier pendant toute la durée de celui-ci, contre toute intrusion étrangère aux besoins du chantier.

L'adjudicataire fournira un panneau d'information spécifiquement réalisé dans le cadre de ce chantier aux dimensions et selon le modèle fournit par le Pouvoir Adjudicateur préalablement au démarrage

des travaux.

Le panneau d'information sera posé au début du chantier, le long de la voie publique à un endroit à définir par le pouvoir adjudicateur.

1.4.19 Moyens de contrôle (art. 82)

L'adjudicataire informe le pouvoir adjudicateur du lieu précis de l'exécution des travaux en cours sur le chantier, dans ses ateliers et usines ainsi que chez ses sous-traitants ou fournisseurs.

Sans préjudice des réceptions techniques à effectuer sur chantier, l'adjudicataire assure en tout temps au fonctionnaire dirigeant et aux délégués désignés par le pouvoir adjudicateur le libre accès aux lieux de production, en vue du contrôle de la stricte application du marché, notamment en ce qui concerne l'origine et les qualités des produits.

Si l'adjudicataire met en œuvre des produits n'ayant pas été réceptionnés ou ne satisfaisant pas aux prescriptions du cahier des charges, le fonctionnaire dirigeant ou son délégué peut interdire la poursuite des travaux en cause, jusqu'à ce que ces produits refusés soient remplacés par d'autres qui satisfont aux conditions du marché, sans que cette décision engendre une prolongation du délai d'exécution ou un droit quelconque à indemnisation. La décision est notifiée à l'adjudicataire par procès-verbal.

1.4.20 Journal des travaux (art. 83)

Dès la réception de la notification de la conclusion du marché, l'adjudicataire met les Journaux de Travaux nécessaires à la disposition d'Enabel.

Dès le début des travaux, l'adjudicataire est tenu de fournir quotidiennement et en 2 exemplaires aux délégués du pouvoir adjudicateur, tous les renseignements nécessaires à l'établissement du journal des travaux. Il s'agit notamment :

conditions atmosphériques ;

interruptions de chantier dues à des conditions météorologiques défavorables

les heures de travail;

le nombre et la qualité des ouvriers occupés sur chantier

les matériaux approvisionnés;

le matériel effectivement utilisé et le matériel hors service ;

les événements imprévus ;

les ordres modificatifs de portées mineures ;

les attachements et quantités réalisées pour chacun des postes et dans chacune des zones de chantier.

Les attachements constituent la représentation exacte et détaillée de tous les ouvrages exécutés, en quantité, dimension et poids.

Des retards dans la mise à disposition des documents susmentionnés peuvent donner lieu à l'application d'une pénalité générale (art 2, 12°, 45, 51 de l'A.R du 14 janvier 2013).

A défaut d'avoir formulé ses observations dans la forme et le délai précités, l'adjudicataire est censé être d'accord avec les mentions du journal des travaux et des attachements détaillés.

Lorsque ses observations ne sont pas jugées fondées, l'adjudicataire en est informé par lettre recommandée.

1.4.21 Responsabilité de l'adjudicataire (art. 84)

L'adjudicataire est responsable de la totalité des travaux exécutés par lui-même ou par ses sous-

CSC GIN24002-10021

traitants jusqu'à la réception définitive de leur ensemble.

Pendant le délai de garantie, l'adjudicataire effectue à l'ouvrage, à mesure des besoins, tous les travaux et réparations nécessaires pour le remettre et le maintenir en bon état de fonctionnement.

Il devra entreprendre les réparations dont la nécessité lui serait notifiée par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué dans les délais prévus par cette notification. S'il ne se conforme pas aux prescriptions, il sera pourvu d'office aux remplacements et réparations par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué, aux frais de l'adjudicataire, après mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet.

Les obligations, ainsi imposées, se prolongeront s'il est nécessaire au-delà du terme fixé jusqu'à ce que les ouvrages aient été mis en état de réception définitive.

Les réparations des dégradations se font conformément aux instructions du pouvoir adjudicateur.

1.4.22 Tolérance zéro exploitation et abus sexuels

En application de sa Politique concernant l'exploitation et les abus sexuels de juin 2019, Enabel applique une tolérance zéro en ce qui concerne l'ensemble des conduites fautives ayant une incidence sur la crédibilité professionnelle du soumissionnaire.

1.4.23 Moyens d'action du Pouvoir Adjudicateur (art. 44-51 et 85-88)

Le défaut de l'adjudicataire ne s'apprécie pas uniquement par rapport aux travaux mêmes, mais également par rapport à l'ensemble de ses obligations.

Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit à l'adjudicataire d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

En cas d'infraction, le pouvoir adjudicateur pourra lui infliger une pénalité forfaitaire par infraction allant jusqu'au triple du montant obtenu par la somme des valeurs (estimées) de l'avantage offert au préposé et de l'avantage que l'adjudicataire espérait obtenir en offrant l'avantage au préposé. Le pouvoir adjudicateur jugera souverainement de l'application de cette pénalité et de sa hauteur.

De plus, lorsqu'il y a soupçon d'une fraude ou d'une malfaçon en cours d'exécution, l'adjudicataire peut être requis de démolir tout ou partie de l'ouvrage exécuté et de le reconstruire. Les frais de cette démolition et de cette reconstruction sont à la charge de l'adjudicataire ou de l'adjudicateur, suivant que le soupçon se trouve vérifié ou non.

Cette clause ne fait pas préjudice à l'application éventuelle des autres mesures d'office prévues au RGE, notamment la résiliation unilatérale du marché et/ou l'exclusion des marchés du pouvoir adjudicateur pour une durée déterminée.

1.4.23.1 Défaute d'exécution (art. 44)

L'adjudicataire est considéré en défaut d'exécution du marché :

1° lorsque les prestations ne sont pas exécutées dans les conditions définies par les documents du

marché ;

2° à tout moment, lorsque les prestations ne sont pas poursuivies de telle manière qu'elles puissent être entièrement terminées aux dates fixées ;

3° lorsqu'il ne suit pas les ordres écrits, valablement donnés par le pouvoir adjudicateur.

Tous les manquements aux clauses du marché, y compris la non-observation des ordres du pouvoir adjudicateur, sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement à l'adjudicataire par lettre recommandée ou par équivalent.

L'adjudicataire est tenu de réparer sans délai ses manquements. Il peut faire valoir ses moyens de défense par lettre recommandée ou par équivalent adressée au pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivant le jour déterminé par la date de l'envoi du procès-verbal. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.

Les manquements constatés à sa charge rendent l'adjudicataire passible d'une ou de plusieurs des mesures prévues aux articles 45 à 49, 86 et 87.

1.4.23.2 Pénalités (art. 45)

Pénalités générales

Tout défaut d'exécution pour lequel aucune pénalité spéciale n'est prévue donne lieu à une pénalité générale unique d'un montant de 0,07% du montant initial du marché avec un minimum de 40 euros et un maximum de 400 euros.

Cette pénalité est appliquée à compter du troisième jour suivant la date du dépôt recommandé du procès-verbal de manquement, jusqu'au jour où le défaut d'exécution a disparu par le fait de l'adjudicataire ou du pouvoir adjudicateur qui lui-même y a mis fin.

1.4.23.3 Amendes pour retard (art. 46 e.s. et 86)

Les amendes pour retard sont indépendantes des pénalités prévues à l'article 45. Elles sont dues, sans mise en demeure, par la seule expiration du délai d'exécution sans intervention d'un procès-verbal et appliquées de plein droit pour la totalité des jours de retard.

Les amendes sont calculées selon la formule mentionnée à l'article 86 §1^{er}.

Nonobstant l'application des amendes pour retard, l'adjudicataire reste garant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est, le cas échéant, redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché.

Au cas où les travaux faisant l'objet du présent cahier des charges n'étaient pas terminés dans les délais prévus au point 1.4.15, l'amende suivante sera appliquée d'office par jour ouvrable de retard, sans mise en demeure, par la seule expiration des délais en question :

$$R = 0,45 * ((M * n^2) / N^2)$$

Dans laquelle :

R = le montant des amendes à appliquer pour un retard de n jours ouvrables ;

M = le montant initial du marché ;

N = le nombre de jours ouvrables prévus dès l'origine pour exécution du marché ;

n = le nombre de jours ouvrables de retard.

Toutefois, si le facteur M ne dépasse pas 75.000 euros et que, en même temps, N ne dépasse pas cent cinquante jours ouvrables, le dénominateur N² est remplacé par 150 x N.

Si le marché comporte plusieurs parties ou plusieurs phases ayant chacune leur délai N et leur montant M propres, chacune d'elles est assimilée à un marché distinct pour l'application des amendes.

Si, sans fixer de parties ou de phases, le cahier spécial des charges stipule que les délais partiels sont de rigueur, l'inobservation de ceux-ci est sanctionnée par des amendes particulières prévues au cahier spécial des charges, ou, à défaut de pareille clause, par des amendes calculées suivant la formule visée à l'art.86§1 de l'A.R. du 14.01.2013, dans laquelle les facteurs M et N se rapportent au marché total.

Toutefois, le maximum des amendes afférentes à chaque délai partiel de P jours ouvrables est de :

$$R_{\text{par}} = (M / 20) * (P/N).$$

1.4.23.4 Mesures d'office (art. 47 et 87)

Lorsque, à l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, pour faire valoir ses moyens de défense, l'adjudicataire est resté inactif ou a présenté des moyens jugés non justifiés par le pouvoir adjudicateur, celui-ci peut recourir aux mesures d'office décrites au paragraphe 2.

Le pouvoir adjudicateur peut toutefois recourir aux mesures d'office sans attendre l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, lorsqu'au préalable, l'adjudicataire a expressément reconnu les manquements constatés.

Les mesures d'office sont :

1° la résiliation unilatérale du marché. Dans ce cas, la totalité du cautionnement ou, à défaut de constitution, un montant équivalent, est acquise de plein droit au pouvoir adjudicateur à titre de dommages et intérêts forfaitaires. Cette mesure exclut l'application de toute amende du chef de retard d'exécution pour la partie résiliée ;

2° l'exécution en gestion propre de tout ou partie du marché non exécuté ;

3° la conclusion d'un ou de plusieurs marchés pour compte avec un ou plusieurs tiers pour tout ou partie du marché restant à exécuter.

Les mesures prévues à l'alinéa 1er, 2° et 3°, sont appliquées aux frais, risques et périls de l'adjudicataire défaillant. Toutefois, les amendes et pénalités qui sont appliquées lors de l'exécution d'un marché pour compte sont à charge du nouvel adjudicataire.

1.4.23.5 Autres sanctions (art. 48)

Sans préjudice des sanctions prévues dans le présent cahier spécial des charges, l'adjudicataire en défaut d'exécution peut être exclu par le pouvoir adjudicateur de ses marchés pour une période de trois ans. L'intéressé est préalablement entendu en ses moyens de défense et la décision motivée lui est notifiée.

1.4.24 Réceptions, garantie et fin du marché (art. 64-65 et 91-92)

1.4.24.1 Réception des travaux exécutés (art. 64-65 et 91-92)

Les travaux seront suivis de près pendant leur exécution par le fonctionnaire dirigeant. Les

prestations ne sont réceptionnées qu'après avoir satisfait aux vérifications, aux réceptions techniques et aux épreuves prescrites.

Il est prévu une réception provisoire (précédé d'une réception technique partielle) à l'issue de l'exécution des travaux qui font l'objet du marché et, à l'expiration d'un délai de garantie, une réception définitive qui marque l'achèvement complet du marché.

La prise de possession totale ou partielle de l'ouvrage par l'adjudicateur ne peut valoir réception provisoire.

L'adjudicateur effectue la vérification et le paiement du montant dû à l'entrepreneur dans un délai de traitement de trente jours à compter de la date de la réception par l'adjudicateur de la déclaration de créance et de l'état détaillé des travaux réalisés.

Lorsque l'ouvrage est terminé à la date fixée pour son achèvement, et pour autant que les résultats des vérifications des réceptions techniques et des épreuves prescrites soient connus, il est dressé dans les quinze jours de la date précitée, selon le cas, un procès-verbal de réception provisoire ou de refus de réception.

Lorsque l'ouvrage est terminé avant ou après cette date, L'adjudicataire en donne connaissance, par envoi recommandé ou envoi électronique assurant de manière équivalente la date exacte de l'envoi, au fonctionnaire dirigeant et demande, par la même occasion, de procéder à la réception provisoire. Dans les quinze jours qui suivent le jour de la réception de la demande de l'adjudicataire, et pour autant que les résultats des vérifications des réceptions techniques et des épreuves prescrites soient connus, il est dressé un procès-verbal de réception provisoire ou de refus de réception.

Le délai de garantie prend cours à la date à laquelle la réception provisoire complète est accordée et est d'un an.

Dans les quinze jours précédant le jour de l'expiration du délai de garantie, il est, selon le cas, dressé un procès-verbal de réception définitive ou de refus de réception.

L'adjudicataire est responsable de la totalité des travaux exécutés par lui-même ou par ses sous-traitants jusqu'à la réception définitive de leur ensemble.

Pendant le délai de garantie, l'adjudicataire effectue à l'ouvrage, à mesure des besoins, tous les travaux et réparations nécessaires pour le remettre et le maintenir en bon état de fonctionnement.

Toutefois, après la réception provisoire, l'adjudicataire ne répond pas des dommages dont les causes ne lui sont pas imputables.

L'adjudicataire qui, pendant le délai de garantie, refait certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages, est tenu de remettre en état les parties environnantes (telles que peintures, tapisseries, parquets, etc....) auxquelles des dommages ou dégâts ont été causés du fait de la réfection entreprise. Dans les propriétés occupées, bâties ou non, l'adjudicataire ne peut, du fait de ses travaux, ni porter entrave ni créer un danger de quelque nature que ce soit à cette occupation. Il est tenu de prendre, à ses frais, toutes les mesures nécessaires à cette fin.

Pendant le délai de garantie, d'une durée de 1 an, l'adjudicataire effectue à l'ouvrage, à mesure des besoins, tous les travaux et réparations nécessaires pour le remettre et le maintenir en bon état de

fonctionnement.

A partir de la réception provisoire et sans préjudice des dispositions du paragraphe 1er relatives à ses obligations pendant le délai de garantie, l'adjudicataire répond de la solidité de l'ouvrage et de la bonne exécution des travaux conformément aux articles 1792 et 2270 du Code civil.

Toute infraction aux obligations incombant à l'adjudicataire durant la période de garantie fera l'objet d'un procès-verbal et de l'application des mesures d'offices, conformément à l'article 44 du RGE.

1.4.24.2 Frais de réception

Sans objet.

1.4.25 Prix du marché en cas de retard d'exécution (art 94)

Le prix des travaux effectués pendant une période de retard imputable à l'adjudicataire est calculé suivant celui des procédés ci-après qui se révèle le plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur :

- **soit en attribuant aux éléments constitutifs des prix prévus contractuellement pour la révision, les valeurs applicables pendant la période de retard considérée ;**
- **soit en attribuant à chacun de ces éléments, une valeur moyenne (E) établie de la façon suivante :**

$$E = \frac{e_1 \times t_1 + e_2 \times t_2 + \dots + (e_n \times t_n)}{t_1 + t_2 + \dots + t_n}$$

dans laquelle :

e_1, e_2, \dots, e_n , représentent les valeurs successives de l'élément considéré pendant le délai contractuel, éventuellement prolongé dans la mesure où le retard n'est pas imputable à l'adjudicataire;

t_1, t_2, \dots, t_n , représentent les temps d'application correspondants de ces valeurs, exprimés en moins de trente jours, chaque fraction du mois étant négligée et les temps de suspension de l'exécution du marché n'étant pas pris en considération.

La valeur de E est calculée jusqu'à la deuxième décimale.

1.4.26 Facturation et paiement des travaux (art. 66 e.s. et 95)

L'adjudicateur effectue la vérification et le paiement du montant dû à l'entrepreneur dans un délai de traitement de trente jours à compter de la date de la réception par l'adjudicateur de la déclaration de créance et de l'état détaillé des travaux réalisés. Le paiement ne peut toutefois être effectué que pour autant que l'adjudicateur soit en possession de la facture régulièrement établie <<ainsi que des autres documents éventuellement exigés>>.

L'adjudicataire envoie les factures (en un seul exemplaire) et le procès-verbal de réception provisoire (le cas échéant les PV de réception provisoire partielle) du marché (exemplaire original) à l'adresse suivante :

**Enabel Guinée, Projet Sanita 3 Ville propre - sise Quartier Kipé, coté hôtel Tourisme,
Commune de Ratoma, Conakry, Guinée**

A l'attention du service finance

La facture contient le détail complet des travaux qui justifient le paiement. La facture est signée et

datée, et porte la mention « certifié sincère et véritable et arrêté à la somme totale de €
(montant en toutes lettres) », ainsi que la référence GIN23008-10128 Marché de travaux relatif à la *réhabilitation des bâtiments de salles de formation du Centre d'Autonomisation et d'Entreprenariat (CAEF) de Dubréka*», le nom du fonctionnaire dirigeant. La facture qui ne porte pas cette référence ne pourra être payée.

Le paiement se fera sur base des jalons suivants :

- Les jalons sont repartis en fonction des travaux par décompte mensuel sur la base des quantités presumées prévues dans les DQE, vérifiées contradictoirement et validées par le fonctionnaire dirigeant.

Attention : il reste entendu qu'aucune avance ne peut être demandée et le paiement ne sera effectué que pour des prestations accomplies et acceptées. Le paiement s'effectue exclusivement par virement bancaire.

1.4.27 Litiges (art. 73)

Tous les litiges relatifs à l'exécution de ce marché sont exclusivement tranchés par les tribunaux compétents de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. La langue véhiculaire est le français ou le néerlandais.

Le pouvoir adjudicateur n'est en aucun cas responsable des dommages causés à des personnes ou à des biens qui sont la conséquence directe ou indirecte des activités nécessaires à l'exécution de ce marché. L'adjudicataire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en dommages et intérêts par des tiers à cet égard.

En cas de « litige », c'est-à-dire d'action en justice, la correspondance devra (également) être envoyée à l'adresse suivante :

Enabel S.A.

Agence belge de développement - Enabel

Global Procurement Services

À l'attention de Mme Inge Janssens

Rue Haute 147

1000 Bruxelles

Belgique

2 Spécifications techniques générales

2.1 Contexte et justification:

Dans le cadre des travaux de parachèvement de 3 (trois) Zones de Transit et de Tri des déchets solides (ZTT), le projet SANITA 3, qui vise à améliorer durablement l'environnement urbain et la qualité de vie des populations du Grand Conakry (Conakry, Dubréka, Coyah) ainsi que des villes secondaires du pays, tout en contribuant activement à la lutte contre le changement climatique, sollicite l'expertise d'entreprises spécialisées en travaux de génie civil.

C'est dans ce contexte que les présentes spécifications techniques sont établies pour les travaux de parachèvement des sites suivants : Camp Carrefour et Béhanzin dans la commune de Gbessia, ainsi que Hamdallaye Marché dans la commune de Ratoma. Ces trois ZTT ont fait l'objet de constructions initiales, dont certaines parties ont été réceptionnées provisoirement par le projet afin de permettre une mise en service anticipée.

Le présent marché a pour objectif de sélectionner des entreprises qualifiées pour assurer le parachèvement complet des ouvrages sur lesdits sites.

2.2 objectifs

Les travaux visés dans le cadre de ce marché portent sur le parachèvement des infrastructures des ZTT de Camp Carrefour, Béhanzin (commune de Gbessia) et Hamdallaye Marché (Commune de Ratoma), à Conakry. Consistance des lots :

LOT 1 :

1. Site Camp Carrefour :

- ✓ Travaux préparatoires ;
- ✓ Maçonneries de clôture ;
- ✓ Travaux de peinture sur le bureau, la guérite et les sanitaires ;
- ✓ Portails d'accès ;
- ✓ Construction de 2 hangars sur le quai de la zone de transit et de tri ;
- ✓ Aménagement autour de la ZTT.

LOT 2 :

1. Site Béhanzin

- ✓ Travaux préparatoires ;
- ✓ Maçonneries de clôture ;
- ✓ Travaux de peinture sur le bureau, la guérite et les sanitaires ;
- ✓ Portails d'accès ;
- ✓ Aménagement de l'accès à la ZTT.

2. Site Hamdallaye

- ✓ Travaux préparatoires ;
- ✓ Maçonneries de clôture ;
- ✓ Travaux de peinture sur le bureau, la guérite et les sanitaires ;
- ✓ Portails d'accès
- ✓ Exécution de pavés autobloquants sur plateforme

2.3 Lieu d'exécution

Les travaux seront exécutés sur les sites suivants, conformément aux coordonnées géodésiques ci-après :

Lot	Nom de la ZTT	Commune	Nomenclature ANASP	Coordonnées géodésiques UTM	
1	Camp Carrefour	Gbessia	405	652207	1061543
2	Behanzin	Gbessia	531	651660	1060007
	Hamdallaye Marché	Ratoma	4141	649053	1060222

Figure 1 - Localisation des sites



Figure 2 : Localisation du site 405 - Camp Carrefour



Figure 3 : Localisation du site 531 - Behanzin



Figure 4: Localisation du site 414 - Hamdallaye marché



2.4 Spécification technique et description des postes

Les travaux consistent à fournir et à mettre en œuvre les matériaux nécessaires pour assurer le parachèvement des infrastructures des Zones de Transit et de Tri (ZTT) situées à Camp Carrefour et Béhanzin (Commune de Gbessia), ainsi qu'à Hamdallaye Marché (Commune de Ratoma).

Tous les matériaux utilisés devront être conformes aux spécifications techniques détaillées dans les documents contractuels, et répondre strictement aux normes en vigueur ainsi qu'aux règles de l'art en matière de construction et de génie civil.

Les travaux incluent notamment :

- La fourniture et la pose de matériaux de construction (ciment, sable, gravier, blocs, fer à béton, etc.) ;
- L'exécution des ouvrages conformément aux plans et détails d'exécution ;
- Le respect des sujétions techniques spécifiques à chaque poste (résistance mécanique, durabilité, finitions, etc.) ;
- La mise en œuvre dans les délais contractuels, sans compromis sur la qualité.

Une attention particulière sera portée sur la qualité des matériaux et sur la conformité des travaux, lesquels feront l'objet de vérifications par la mission de contrôle désignée par le Maître d'Ouvrage.

2.4.1 Spécification détaillée par poste

Poste	Designation	Description	Unité
Site 1 : Camp Carrefour (lot 1)			
1.1	Installation de chantier (NB : Maximum 2% du cumul des montants des postes du marché hormis les deux premiers postes)	<p>Le prix forfaitaire comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le nettoyage préalable du site ; • L'installation complète du chantier (signalisation, stockage, mobilisation du personnel ; matériaux et matériels, un point d'eau avec un cuivre de 2000 litre pour les travaux et les besoins en eau du personnel etc.) ; <p>Modalité de paiement : Le paiement sera effectué après constatation par le Fonctionnaire Dirigeant ou son représentant de la conformité et du niveau satisfaisant de propreté et de repli du site.</p> <p>(NB : Ce poste ne doit pas excéder 2 % du montant cumulé des autres postes du marché, à l'exception du présent poste)</p>	Au Forfait
1.2	Repli de chantier (NB : Maximum 2% du cumul des montants des postes du marché hormis les deux premiers postes)	<p>Le prix forfaitaire comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le repliement du chantier en fin de travaux, y compris le nettoyage final des lieux et des abords immédiats, à la satisfaction du Maître d'Ouvrage ou de son représentant ; • L'évacuation de tous les déchets issus des travaux (décombres, matériaux inutilisables ou non comptabilisables) avant la réception provisoire. <p>Modalité de paiement : Le paiement sera effectué après constatation par le Fonctionnaire Dirigeant ou son représentant de la conformité et du niveau satisfaisant de propreté et de repli du site.</p> <p>(NB : Ce poste ne doit pas excéder 2 % du montant cumulé des autres postes du marché, à l'exception du présent poste)</p>	Au Forfait
2.1	Fourniture et pose de la maçonnerie de claustras pour clôture y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>Ce poste comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fourniture et la mise en œuvre des éléments de claustras en béton ou en matériaux équivalents, selon les spécifications du projet, ainsi que les dosages de mortier prescrits ; • Toutes les sujétions nécessaires à la bonne exécution, y compris les découpes, les ajustements ; • Les travaux doivent être exécutés selon les règles de l'art, avec un souci de finition soignée et de durabilité. 	Par m²
2.2	Réparation des fissures avant la mise œuvre de la peinture y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>Cette prestation comprend l'ensemble des opérations nécessaires à la réparation durable et soignée des fissures présentes sur les murs et cloisons, avant l'application du système de peinture de finition. Elle vise à garantir la qualité esthétique et la pérennité des revêtements.</p> <p>Les prestations incluent notamment :</p>	Au Forfait

		<p>1. Identification et préparation des fissures :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inspection approfondie de toutes les surfaces pour localiser les fissures visibles et potentielles ; • Nettoyage méticuleux autour des fissures : élimination des poussières, enduits dégradés ou parties friables par grattage, brossage ou soufflage. <p>2. Traitement des fissures :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ouverture éventuelle des fissures en forme de "V" pour améliorer l'adhérence du produit de rebouchage ; • Application d'un primaire d'accrochage adapté, si les conditions du support l'exigent ; • Rebouchage au moyen d'un enduit approprié (enduit fibré, mastic acrylique ou mortier spécifique), selon la nature et l'importance des fissures ; • Pose d'une bande de renfort ou d'une trame sur les fissures actives ou importantes pour prévenir leur réapparition ; • Finition. <p>Réparation des fissures avant application de la peinture, y compris toutes sujétions.</p>	
2.3	Meulage des murs voiles et enduits sur les parties à meuler y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>Cette prestation vise à assurer la planéité, l'uniformité et la bonne préparation des surfaces en béton brut (voiles), en vue de leur finition. Elle comprend le meulage des irrégularités et le traitement par enduit des zones concernées pour obtenir un support lisse, homogène et prêt à recevoir les finitions (peinture, revêtements, etc.).</p> <p>Les prestations comprennent notamment :</p> <p>1. Travaux préparatoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Protection soigneuse des zones sensibles (sols, menuiseries, équipements) contre la poussière et les projections ; • Délimitation des zones à traiter suite à un contrôle visuel ou technique, pour identifier les aspérités, coulures, surépaisseurs, défauts de décoffrage, etc. <p>2. Meulage des surfaces :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Meulage mécanique ou manuel des parois en béton à l'aide d'outils adaptés (meuleuses à disques diamantés, ponceuses industrielles) ; • Élimination de la laitance, des défauts de surface, irrégularités et excès de matière ; • Respect des tolérances de planéité prévues dans les spécifications techniques du projet ; • Nettoyage approfondi des surfaces par aspiration ou dépoussiérage, pour assurer un bon accrochage de l'enduit. <p>3. Application des enduits de régularisation :</p>	Par m²

		<ul style="list-style-type: none"> • Application d'un primaire d'adhérence si requis par la nature du support ou du produit utilisé ; • Application d'un enduit adapté (rebouchage ou lissage), manuellement ou mécaniquement, pour corriger les défauts de surface et restaurer une homogénéité parfaite ; <p>Meulage des murs en béton (voiles) et application d'enduits de régularisation, y compris toutes sujétions</p>	
2.4	Travaux de peinture sur clôture (y compris claustras) y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>L'intervention consiste à réaliser la peinture de finition complète sur l'ensemble des éléments constituant la clôture : murs pleins, voiles en béton, claustras, poteaux, portails et accessoires, en vue d'assurer à la fois une protection durable contre les agents climatiques et une finition esthétique soignée conforme aux prescriptions techniques du projet.</p> <p>Les travaux comprennent notamment :</p> <p>1. Préparation des supports :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nettoyage soigné des surfaces à peindre (dépoussiérage, dégraissage, élimination des parties non adhérentes) ; • Ponçage ou égalisation des supports si nécessaire pour assurer une parfaite adhérence ; • Réparations locales (fissures, micro défauts) pour garantir une surface uniforme. <p>2. Application du système de peinture :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une couche de primer d'accrochage, adaptée au support (enduit ciment, béton, etc.) ; • Une couche d'impression de teinte intermédiaire (RAL à définir en accord avec la maîtrise d'ouvrage) ; • Une ou deux couches de finition en peinture acrylique mate de haute qualité, résistante aux UV, aux intempéries et à l'humidité (RAL à confirmer) ; • L'ensemble du système de peinture devra être compatible avec les supports et les conditions climatiques locales. <p>3. Contraintes techniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les peintures utilisées devront faire l'objet d'une approbation préalable du Fonctionnaire dirigeant ou de son représentant ; • Les teintes définitives seront validées sur panneaux échantillons ou surfaces témoins avant mise en œuvre généralisée. <p>Travaux de peinture sur clôture, y compris claustras, poteaux et éléments annexes, y compris toutes sujétions</p>	Par m²

3.1 et 3.2	Peinture intérieure et extérieure des murs y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>Les travaux concernent l'application de peinture sur les enduits extérieurs et les parements intérieurs des bâtiments, incluant toutes les sujétions liées à la mise en œuvre, dans le respect des normes en vigueur et des règles de l'art.</p> <p>Les prestations comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La préparation complète des supports : nettoyage, grattage, dépoussiérage, rebouchage, ponçage et application d'un primaire d'accrochage si nécessaire, selon la nature du support ; • L'application d'un système de peinture multicouche, conforme aux prescriptions techniques suivantes : • Une couche de primer d'accrochage adaptée au support ; • Une couche d'impression (RAL défini ci-dessous) assurant l'uniformisation du fond ; • Une couche de finition mate (RAL défini ci-dessous), appliquée avec soin pour garantir une esthétique homogène et durable. <p>Exigences techniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La peinture utilisée devra être acrylique de haute qualité, formulée pour une résistance optimale aux UV, aux intempéries et à l'humidité, notamment en extérieur ; • Elle devra être non jaunissante, résistante aux lavages, aux moisissures et exempte de composés organiques volatils (COV) nocifs ; • Les coloris (RAL) seront définis par le Maître d'ouvrage ou son représentant et devront être validés par essai sur site (sur panneau témoin). <p>Fourniture :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le soumissionnaire devra proposer les fiches techniques des produits à utiliser et obtenir l'approbation du Fonctionnaire dirigeant avant toute mise en œuvre. <p>Finitions et nettoyage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'entrepreneur assurera la protection des surfaces non concernées, le nettoyage des projections éventuelles et la restitution des locaux propres à l'achèvement des travaux. 	Par m²
3.3	Fourniture et pose de canalisations en eau potable à partir du compteur SEG jusqu'aux équipements (toilettes et autres robinets) d'eau sur la ZTT y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>Cette prestation couvre l'ensemble des travaux nécessaires pour la mise en place d'un réseau de distribution d'eau potable, depuis le compteur général fourni par la SEG (Société des Eaux de Guinée) jusqu'aux différents équipements sanitaires (toilettes, lavabos, douches, robinets extérieurs, etc.) de la Zone de Transit et de Tri (ZTT).</p> <p>Les prestations comprennent notamment :</p> <p>1. Fourniture des matériaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tuyaux conformes aux normes de distribution d'eau potable : • PEHD, PVC pression ou cuivre, selon prescriptions du projet ; 	Par ml

		<ul style="list-style-type: none"> • Raccords, coudes, tés, manchons, réducteurs, adaptateurs ; • Vannes d'arrêt (quart de tour ou à papillon) et robinets de purge ; • Colliers, brides, fixations murales et accessoires de supportage ; • Gaines de protection pour les réseaux enterrés ou apparents ; • Dispositifs de protection antigel et anti-corrosion selon l'exposition et le contexte environnemental. <p>2. Travaux de pose :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Implantation et traçage du réseau selon les plans d'exécution validés ; • Réalisation des tranchées pour la pose enterrée, avec profondeur minimale conforme aux normes locales (au moins 0,80 m si applicable) et lit de pose en sable si requis. <p>Fourniture et pose du réseau d'eau potable à partir du compteur SEG jusqu'aux équipements sanitaires (ZTT), y compris toutes sujétions.</p>	
4.1	1 Portail d'accès au site. Fourniture, pose et accessoires de fixation ainsi que peinture y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>L'activité consiste à assurer la fourniture, la mise en place complète, ainsi que la peinture, des portails métalliques pour les accès à la zone de stockage, comprenant tous les accessoires de fixation et de fonctionnement nécessaires. Ces portails doivent garantir la sécurité, l'esthétique et la fonctionnalité des accès tout en résistant aux conditions extérieures.</p> <p>Caractéristiques techniques des portails :</p> <p>1. Type de portail :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Portail à deux battants, subdivisés en quatre vantaux ; • Cadre métallique fabriqué à partir de tubes carrés ou rectangulaires ; • Barreaux verticaux soudés au cadre, avec une distance ne dépassant pas 200 mm d'axe en axe (tolérance ± 5 mm). <p>2. Composants du portail :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Montants métalliques : réalisés en tubes carrés, avec des forages pour recevoir des charnières réglables ; • Fixation des montants à la structure du portail via une baguette plate ; • Extrémité supérieure des montants bouchée pour solidité et sécurité. <p>3. Accessoires de fonctionnement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Poignée soudée à chaque extrémité du panneau pour faciliter l'ouverture et la fermeture ; • Galets de réception pour assurer un bon fonctionnement ; • Verrouillage standard avec : <ul style="list-style-type: none"> • Un verrou latéral sur chaque côté, • Un verrou de type baïonnette au sol. 	Par m²
4.2	1 Portail d'accès aux rampes. Fourniture, pose et accessoires de fixation ainsi que peinture y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre		
4.3	1 Portail d'accès à la zone de stockage y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre		

		Fourniture et pose de portails d'accès aux rampes, y compris accessoires de fixation, peinture et y compris toutes sujétions.	
5.1	Démolition du béton armé pour le socle des poteaux y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>L'activité consiste en la démolition partielle de la structure en béton armé des socles des poteaux, dans le but de réparer et réhabiliter l'ouvrage (hangar). Les travaux devront être réalisés avec soin afin de préserver les structures adjacentes et permettre une reconstruction dans des conditions optimales. La démolition doit se faire dans le respect des normes de sécurité et en veillant à minimiser l'impact sur l'environnement immédiat.</p> <p>Caractéristiques techniques des travaux de démolition :</p> <p>1. Préparation du chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Protection des zones sensibles : Mise en place de barrières de sécurité pour éviter toute interférence avec les autres zones de travail. Les équipements et matériaux adjacents doivent être protégés des projections de débris (toitures, structures métalliques, etc.). • Définition de la zone de démolition : L'emplacement exact des socles à démolir sera délimité par le plan d'exécution ou les indications du chef de projet. Il s'agit d'éviter toute démolition excessive ou accidentelle des structures non concernées. • Équipement et outillage nécessaires : • Utilisation de marteaux-piqueurs, scies à béton et autres machines adaptées à la démolition du béton armé. • Équipements de levage pour déplacer les débris de manière sécurisée. • Matériel de protection individuelle (EPI) pour les travailleurs : casques, gants, lunettes de sécurité, protections auditives et chaussures de sécurité. <p>2. Exécution de la démolition :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Démolition contrôlée : La démolition du béton armé doit être effectuée de manière partielle et précise pour n'endommager que les éléments nécessaires à la réparation du socle. Les socles des poteaux doivent être détruits en respectant les dimensions et limites spécifiées. • Méthode de démolition : • Utilisation de marteaux-piqueurs ou scies à béton pour enlever les parties du béton autour des socles des poteaux, en veillant à ne pas endommager la structure métallique des armatures. • Si nécessaire, fragmentation du béton de manière à libérer progressivement l'espace autour des armatures métalliques sans les altérer. • Contrôle de la démolition : Vérification en continu de la stabilité de la structure restante pour éviter tout risque de déséquilibre des éléments adjacents. 	Par m ³

		<p>3. Gestion des déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> Collecte et évacuation des débris : Tous les morceaux de béton démoli seront collectés et évacués de manière appropriée, conformément aux exigences de gestion des déchets du site. Les débris seront triés pour permettre leur recyclage ou leur élimination dans des décharges agréées. Nettoyage final : Une fois la démolition terminée, les surfaces et zones affectées seront nettoyées et débarrassées de toute poussière, débris ou matériaux inutilisables. <p>4. Sécurisation et préparation à la reconstruction :</p> <ul style="list-style-type: none"> État des armatures métalliques : Après la démolition, il sera nécessaire de vérifier l'état des armatures métalliques (si elles doivent être réutilisées). Si elles sont endommagées, elles seront réparées ou remplacées. Préparation des surfaces pour la reconstruction : Une fois les travaux de démolition effectués, les zones de socle seront prêtes pour recevoir les nouvelles structures en béton dans des conditions optimales, sans obstacles liés à la démolition. Exigences supplémentaires : Respect des délais : Les travaux doivent être réalisés dans un délai convenu, en minimisant les interruptions dans le chantier. Conformité aux normes : Tous les travaux de démolition doivent être réalisés conformément aux normes locales en matière de sécurité et de gestion des déchets. <p>Méthode de facturation :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le prix sera calculé par mètre cube de béton démoli ou selon un forfait global en fonction du volume total de béton à démolir, selon les spécifications du projet. <p>Cela garantit la démolition ciblée et sécurisée des socles des poteaux tout en préparant le terrain pour la reconstruction ou la réparation de l'ouvrage (hangar).</p>	
5.2 et 5.3	Béton pour béton armé pour les poteaux et les poutres, dosé à 350 kg/m ³ , y compris le coffrage et toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>Cette activité consiste à réaliser la fabrication, le transport, la mise en œuvre et la cure du béton armé pour la construction des poteaux verticaux, conformément aux prescriptions techniques. Le béton utilisé sera dosé à 350 kg de ciment/m³, avec des granulats et autres composants conformes aux normes en vigueur. Les travaux incluent également la fourniture et la pose des coffrages nécessaires.</p> <p>Caractéristiques techniques des travaux :</p> <p>1. Fourniture et préparation du béton :</p> <ul style="list-style-type: none"> Dosage du béton : 350 kg/m³ de ciment Portland (CEM I 42.5 ou équivalent). 	Par m ³

		<ul style="list-style-type: none"> • Granulats lavés de dimension 0/20 mm (selon les spécifications techniques et la résistance demandée). • Sable propre sans contaminants chimiques. • Eau conforme aux normes en vigueur pour la préparation du béton. • Adjuvants éventuels (plastifiants, retardateurs) en fonction des conditions climatiques et des besoins spécifiques (température élevée, retard de prise, fluidité du béton, etc.). • Fabrication du béton : • Fabrication dans une centrale à béton agréée ou sur site, avec un contrôle strict des dosages pour garantir la qualité du béton. • Le béton doit être transporté rapidement et sans ségrégation jusqu'au lieu de coulage. <p>2. Travaux de coffrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture des coffrages : • Coffrages métalliques ou en bois de haute qualité, sans déformation, pour assurer une finition lisse et régulière du béton. • Mise en place de coffrages conformes aux plans, pour garantir la verticalité parfaite des poteaux. • Mise en œuvre des coffrages : • Alignement précis et verticalité parfaite des coffrages. • Huilage des coffrages avec un produit de décoffrage adapté, afin d'éviter toute tâche ou dégradation du béton au démoulage. • Installation d'entretoises et de contreventements pour maintenir les coffrages stables sous la pression du béton frais. <p>3. Mise en œuvre du béton :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coulage du béton : • Le béton sera coulé uniformément dans les coffrages à l'aide d'une vibration systématique (à l'aide d'une aiguille vibrante) pour assurer une compacité parfaite et éliminer les bulles d'air ou les nids de cailloux. • Le béton doit être coulé en une seule opération, pour éviter la formation de joints froids qui pourraient affecter la résistance du béton. • Hauteur de coulage et continuité : Le contrôle de la hauteur de coulage sera effectué pour éviter des interruptions dans la mise en œuvre, assurant ainsi la continuité et l'homogénéité du béton. • Cure du béton : • Une cure immédiate du béton est essentielle pour éviter la dessiccation prématurée. Cela sera réalisé par : 	
--	--	---	--

		<ul style="list-style-type: none"> • Arrosage de la surface du béton. • Bâchage humide ou application de produits de cure pour maintenir l'humidité et garantir une prise adéquate du béton. <p>4. Décoffrage et finitions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Décoffrage : Le décoffrage sera effectué après le temps minimum requis (en général, entre 24 et 48 heures en fonction de la température ambiante et du type de coffrage utilisé). • Reprise des défauts de parement : Après décoffrage, des ragréages légers seront effectués pour corriger d'éventuels défauts sur la surface des poteaux. <p>5. Armatures :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Armatures des poteaux : Les armatures sont composées de : • Fil 12 mm pour les filants. • Fil 8 mm pour les cadres. • Espacement des barres d'armature de 15 cm entre les éléments. <p>6. Conformité aux normes : Tous les travaux doivent être réalisés conformément aux normes de béton armé en vigueur, telles que la norme EN 206 ou les normes locales équivalentes, ainsi que selon les plans et prescriptions techniques spécifiées pour l'ouvrage.</p> <p>Recommandations supplémentaires :</p> <ol style="list-style-type: none"> Vérification régulière des dosages : Pour assurer la qualité du béton, il est conseillé de procéder à des tests de contrôle (tels que des essais de résistance) pour vérifier que le béton correspond bien aux exigences de résistance. Protection du béton frais : En cas de températures extrêmes (très chaudes ou très froides), des mesures supplémentaires peuvent être prises, comme l'utilisation de couvertures isolantes pour protéger le béton du gel ou des produits retardateurs de prise pour éviter un durcissement trop rapide. Maintenance des coffrages : Avant et après chaque utilisation, vérifier que les coffrages sont en bon état, afin d'éviter toute déformation qui pourrait affecter la géométrie des poteaux. Respect des délais de cure : Assurez-vous que le béton ait suffisamment de temps pour durcir avant toute manipulation ou mise en charge. <p>Ces travaux doivent être exécutés avec soin pour garantir la solidité des poteaux et leur conformité aux spécifications.</p>	
5.4	Fourniture et pose de la charpente en bois y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	L'activité consiste à assurer la fourniture, le façonnage, l'assemblage sur site, ainsi que la pose complète de la structure de charpente en bois destinée à supporter la couverture. Elle inclut également la réalisation de tous les coffrages provisoires nécessaires au montage, en respectant les normes et spécifications techniques du projet.	Par m²

		<p>Caractéristiques techniques des travaux :</p> <p>1. Fourniture des matériaux :</p> <p>Bois de qualité charpente :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bois massif de type pin, sapin, iroko, ou un équivalent spécifié dans le projet. • Le bois sera traité contre les insectes xylophages, les champignons et les termites. <p>Pièces de charpente :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pannes, chevrons, fermes, sablières, liteaux, étrésillons, ainsi que les connecteurs mécaniques (sabots, équerres, boulons, tirefonds, vis spéciales) pour assurer une fixation stable et durable de la structure. <p>Coffrages provisoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture des coffrages nécessaires pour maintenir et mettre en forme la structure pendant le montage des éléments de charpente (si la structure l'exige). <p>2. Préparation et façonnage des éléments :</p> <p>Découpe des éléments :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Découpe précise des éléments en atelier ou sur site, selon les plans d'exécution et les schémas de charpente définis pour le projet. <p>Réalisation des assemblages :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réalisation des entailles, tenons, mortaises, et autres types d'assemblages, qu'ils soient traditionnels ou mécaniques, selon le type de charpente (traditionnelle, américaine, industrielle). <p>Traitement des assemblages :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les coupes et assemblages seront traités avec des produits protecteurs pour garantir leur pérennité, ce qui peut inclure un badigeonnage de produits spécifiques pour éviter l'humidité et les attaques biologiques. <p>3. Travaux de pose de la charpente :</p> <p>Implantation et traçage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Implantation et traçage sur la maçonnerie ou la structure existante pour déterminer le bon alignement des supports tels que poutres et sablières. <p>Montage des éléments :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Montage progressif des fermes, pannes et chevrons selon l'ordre d'assemblage prévu dans le projet. <p>Contreventements :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place des contreventements temporaires et définitifs nécessaires pour assurer la stabilité de la structure pendant l'assemblage et la mise en œuvre des pièces de charpente. 	
--	--	--	--

		<p>Coffrages provisoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> Utilisation de coffrages provisoires pour maintenir certaines pièces de la charpente en place pendant l'assemblage, en fonction des spécifications du projet. <p>4. Finitions de la charpente :</p> <p>Contrôles et vérifications :</p> <ul style="list-style-type: none"> Vérification de l'aplomb, du niveau et du bon équerrage de l'ensemble de la charpente pour s'assurer de la conformité à la conception prévue. <p>Fixation définitive :</p> <ul style="list-style-type: none"> Fixation définitive des éléments de la charpente par boulonnage, clouage ou vissage renforcé pour garantir une stabilité maximale. <p>5. Conformité aux normes et spécifications :</p> <ul style="list-style-type: none"> Toutes les fournitures et les travaux de pose doivent être conformes aux normes locales en vigueur (par exemple, Eurocode 5 pour les structures en bois) et respecter le cahier des charges du projet. La solidité, la stabilité et la durabilité de la charpente doivent être rigoureusement vérifiées avant la réception finale des travaux. <p>Recommandations supplémentaires :</p> <p>a. Inspection préalable des matériaux : Assurez-vous que les matériaux de charpente sont conformes aux spécifications de qualité et qu'ils ne présentent pas de défauts visibles avant leur mise en œuvre.</p> <p>b. Précautions lors de l'assemblage : Les éléments doivent être assemblés avec soin pour garantir une répartition uniforme des charges et éviter tout affaissement ou déformation de la charpente une fois montée.</p> <p>c. Maintenance préventive : Il est conseillé d'ajouter un programme de maintenance régulière pour la charpente en bois, afin de prolonger sa durée de vie et garantir sa résistance contre l'humidité et les attaques biologiques.</p> <p>d. Sécurisation des accès et du site : Pendant le montage, veillez à sécuriser le site avec des protections adéquates pour garantir la sécurité des travailleurs et des intervenants, notamment pour la manipulation des pièces lourdes.</p> <p>Ces étapes assurent non seulement une mise en œuvre conforme aux exigences du projet, mais aussi la sécurité et la durabilité de la structure.</p>	
5.5	Fourniture et pose couverture en tôle bac 6/10ème de mm et d'un poids de 5 kg/m² y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>L'activité consiste à réaliser la fourniture et la pose complète d'une couverture métallique en tôles bac acier nervurées. Ces tôles, d'épaisseur 6/10^e mm et d'un poids de 5 kg/m², assurent la protection de la structure contre les intempéries tout en garantissant la durabilité et l'esthétique de la toiture.</p> <p>Caractéristiques techniques des travaux :</p> <p>1. Fourniture des matériaux :</p>	Par m²

		<p>Tôles nervurées en acier galvanisé et laqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Épaisseur nominale de 6/10^e mm, garantissant une résistance suffisante tout en maintenant un poids léger pour la couverture. • Conformité aux normes techniques : les tôles doivent répondre aux normes NF EN 14782 et ISO 9001, assurant une qualité élevée. <p>Accessoires de couverture :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faîtières, rives, cloisons, bandes de solin, pièces de jonction et autres éléments nécessaires à la finition de la couverture. • Vis auto-perceuses galvanisées avec rondelles d'étanchéité pour assurer une fixation fiable et étanche des tôles. • Cavaliers de fixation pour garantir une installation stable et sécurisée. <p>Mastics et bandes d'étanchéité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture de mastics d'étanchéité, de bandes de solin, ainsi que de films pare-vapeur ou de sous-couverture, selon les spécifications techniques du projet. <p>2. Travaux de pose :</p> <p>Vérification de la charpente :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contrôle de la planéité et des appuis de la charpente avant de commencer la pose pour assurer une bonne réception des tôles et éviter tout défaut de niveau ou de stabilité. <p>Traçage des lignes de pose :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Traçage précis des lignes de pose sur la charpente pour garantir un alignement parfait des tôles, assurant ainsi une couverture esthétique et fonctionnelle. <p>Pose des tôles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place des tôles en commençant par le bas du versant de la toiture. • Recouvrement latéral et longitudinal : les tôles doivent être posées avec un recouvrement suffisant pour éviter les infiltrations d'eau. Un recouvrement latéral minimum de 1 ou 2 nervures et longitudinal de 15 cm est requis. • Fixation des tôles avec des vis auto-perceuses insérées à travers la nervure haute des tôles pour garantir une fixation solide et éviter les infiltrations d'eau. <p>Installation des accessoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Installation soignée des accessoires de couverture tels que les faîtières, rives, bandeaux et jonctions pour assurer une étanchéité parfaite de la toiture et éviter toute infiltration d'eau. <p>3. Finitions et contrôles :</p> <p>Contrôle de l'alignement et de l'ondulation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vérification régulière de l'alignement des tôles et de l'ondulation pour garantir une toiture esthétique et uniforme. 	
--	--	--	--

		<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle de l'étanchéité aux points sensibles tels que le faîtage, les rives et les jonctions, pour éviter toute fuite ou infiltration. <p>Nettoyage des tôles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Après la pose, les tôles doivent être soigneusement nettoyées pour enlever tous copeaux métalliques ou poussières susceptibles de provoquer la corrosion prématurée du métal. <p>4. Conformité et sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les travaux doivent être réalisés conformément aux normes en vigueur en matière de couverture métallique, d'étanchéité et de sécurité sur chantier. • Le port des Équipements de Protection Individuelle (EPI), tels que harnais, casque, et chaussures de sécurité, est obligatoire lors des travaux en hauteur. <p>Recommandations supplémentaires :</p> <p>a. Préparation de la surface : Avant la pose des tôles, il est recommandé de procéder à un contrôle de la surface de la charpente pour s'assurer qu'elle est propre, sèche et sans débris susceptibles d'endommager la couverture.</p> <p>b. Curation des joints : Pour une étanchéité optimale, il est important de vérifier que les joints de fixation sont correctement serrés et que les rondelles d'étanchéité sont bien positionnées pour éviter toute infiltration d'eau.</p> <p>c. Surveillance continue du chantier : Pendant la pose des tôles, il est conseillé de procéder à des contrôles visuels réguliers pour garantir la qualité du travail, notamment en vérifiant la régularité de l'ondulation et l'alignement des tôles.</p> <p>d. Protection contre la corrosion : Une attention particulière doit être portée à la protection contre la corrosion, en particulier dans les zones exposées à l'humidité ou aux environnements agressifs.</p> <p>Ces étapes garantissent la solidité, la durabilité et l'esthétique de la couverture métallique, tout en assurant une protection optimale contre les intempéries et en respectant les normes de sécurité en vigueur.</p>	
5.6	Fourniture et pose tôle chapeau faitière pour raccordement des versants y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>L'activité décrite est la fourniture et la pose d'un chapeau faitière en tôle métallique pour assurer l'étanchéité et la finition du faîtage entre les versants de la couverture. Voici un récapitulatif détaillé des opérations :</p> <p>1. Fourniture des matériaux :</p> <p>Tôle faitière :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Acier galvanisé laqué ou aluminium, avec une épaisseur souvent de 6/10^e mm pour correspondre aux tôles de couverture. • Profilée en usine pour s'adapter à la pente de toiture (soit standard, soit sur mesure en fonction de la pente du toit). <p>Accessoires de fixation :</p>	Par ml

		<ul style="list-style-type: none"> • Vis auto-perceuses galvanisées ou inoxydables avec rondelles néoprène pour garantir une fixation étanche. <p>2. Travaux de pose :</p> <p>Vérification préalable :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vérification de l'alignement des versants de toiture pour s'assurer que le chapeau faîtière sera posé correctement. <p>Pose de la faîtière :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Débuter la pose à l'extrémité du faîtage sous le vent dominant, afin de mieux résister aux intempéries. • Fixation des tôles faîtières sur la nervure haute de la couverture à l'aide de vis auto-perceuses espacées régulièrement (généralement tous les 30 à 50 cm). • Mise en œuvre de bandes d'étanchéité ou de mousse expansive sous la faîtière si nécessaire pour renforcer l'étanchéité. <p>3. Finitions et contrôles :</p> <p>Vérifications finales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vérification de l'étanchéité de la jonction du faîtage, de l'alignement de la faîtière, ainsi que de la sécurité de la fixation. <p>Nettoyage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nettoyage des copeaux métalliques et de la poussière générée lors de la pose pour prévenir la corrosion prématurée et maintenir l'aspect esthétique de l'ouvrage. <p>Recommandations supplémentaires :</p> <p>Protection contre la corrosion :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Veiller à ce que tous les matériaux métalliques, y compris les vis et accessoires de fixation, soient traités contre la rouille, surtout si la toiture est dans une zone exposée à l'humidité ou à des environnements marins. 	
	Fourniture et pose tôle de bardage (4 kg/m²) y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>L'activité décrite consiste à assurer la fourniture et la pose d'un bardage métallique en tôle nervurée, destiné à la protection, à l'isolation, et à l'esthétique des façades, pignons, ou clôtures. Ce bardage doit garantir durabilité et finition professionnelle. Voici un récapitulatif détaillé des étapes :</p> <p>1. Fourniture des matériaux :</p> <p>Tôles de bardage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En acier galvanisé prélaqué ou en aluminium, avec une épaisseur comprise entre 5/10^e mm et 6/10^e mm et un poids approximatif de 4 kg/m². • Les tôles doivent être conformes aux normes NF EN 14782 pour garantir leur qualité et leur résistance. <p>Accessoires de fixation :</p>	Par ml

		<ul style="list-style-type: none"> • Vis auto-perceuses galvanisées ou inox, cavaliers et rondelles d'étanchéité pour assurer une fixation fiable et durable. <p>Pièces de finition :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cornières d'angle, bandeaux de rive, embouts de pignon, et éléments de jonction horizontale et verticale, permettant une finition soignée et une parfaite étanchéité. <p>2. Travaux de pose :</p> <p>Préparation de l'ossature secondaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de l'ossature secondaire en bois traité, acier galvanisé, ou aluminium. Cette ossature supportera la fixation des tôles. <p>Traçage et alignement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Traçage précis des premiers panneaux pour garantir une pose régulière et droite de l'ensemble. <p>Pose des tôles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les tôles sont posées avec un recouvrement longitudinal d'environ 1 à 2 nervures et un chevauchement latéral d'au moins 10 cm, selon les recommandations du fabricant. • Les tôles sont fixées directement sur l'ossature à l'aide de vis auto-perceuses en suivant un quadrillage régulier pour éviter les déformations. <p>Installation des pièces de finition :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de cornières, bandeaux de rive, embouts de pignon, et des éléments de jonction pour garantir l'étanchéité et soigner l'aspect esthétique du bardage. <p>3. Finitions et contrôles :</p> <p>Vérifications finales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contrôle minutieux de l'alignement vertical et horizontal des panneaux pour garantir une surface uniforme. • Vérification de l'étanchéité aux jonctions et aux points sensibles tels que les angles, les jonctions hautes et basses. 	
5.8	Fourniture et pose de gouttières métalliques y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>L'activité concerne la fourniture, la pose et la fixation des gouttières métalliques afin d'assurer l'évacuation efficace des eaux pluviales tout en garantissant la durabilité, l'esthétique et l'étanchéité de l'ouvrage. Voici une description détaillée des étapes :</p> <p>1. Fourniture des matériaux :</p> <p>Gouttières :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En acier galvanisé, aluminium laqué ou zinc. 	Par ml

		<ul style="list-style-type: none"> Profil standard, tel que demi-ronde, carrée ou corniche, avec des dimensions adaptées au débit d'eau (par exemple, un développement de 25 cm ou plus selon la surface de toiture à collecter). <p>Descentes d'eau pluviale :</p> <ul style="list-style-type: none"> Tuyaux de chute en matériaux adaptés, avec les accessoires nécessaires : crochets de fixation, colliers, naissances, coudes, culottes de raccordement et crapaudines (grilles anti-feuilles). <p>Matériel de fixation :</p> <ul style="list-style-type: none"> Visserie en inox ou galvanisée, mastics d'étanchéité, et bandes d'étanchéité en bitume ou silicone pour assurer l'étanchéité et la solidité des raccords. <p>2. Travaux de pose :</p> <p>Traçage et alignement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le tracé des gouttières doit être précis, avec une pente minimale de 5 mm/mètre pour garantir un bon écoulement des eaux pluviales vers les descentes. <p>Fixation des crochets-supports :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les crochets-supports sont fixés solidement sur la rive de la toiture ou sur la planche de rive, à des intervalles réguliers (généralement tous les 40 à 60 cm maximum) pour assurer un maintien stable et durable. <p>Emboîtement des éléments de gouttière :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les différents éléments de gouttière sont emboîtés et fixés ensemble, avec une étanchéité renforcée aux jonctions par l'application de mastic ou de joints préfabriqués (selon le système choisi). <p>Pose des descentes verticales :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les descentes verticales sont installées et raccordées aux gouttières par des naissances. Les tuyaux de chute sont ensuite fixés au mur à l'aide de colliers espacés d'environ 2 mètres. <p>Évacuation des eaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'évacuation des eaux pluviales doit se faire vers des regards, fossés ou un système d'infiltration conforme au projet de drainage de l'eau. <p>3. Finitions et contrôles :</p> <p>Vérification :</p> <ul style="list-style-type: none"> Contrôle de la pente effective des gouttières pour s'assurer de l'écoulement correct des eaux. Vérification de l'étanchéité des jonctions, ainsi que de la solidité de fixation des éléments (crochets-supports, descentes). <p>Nettoyage :</p>	
--	--	---	--

		<ul style="list-style-type: none"> Nettoyage des surfaces de la gouttière et des descentes pour éliminer tous résidus métalliques, mastics ou salissures qui pourraient compromettre la performance à long terme. <p>Recommandations supplémentaires :</p> <p>Protection contre la corrosion :</p> <ul style="list-style-type: none"> Pour garantir une durabilité optimale, il est essentiel que les matériaux soient résistants à la corrosion (acier galvanisé, aluminium laqué, zinc) et que les accessoires de fixation soient également en inox ou galvanisés. <p>Sécurité et conformité :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les travaux doivent être réalisés en respectant les normes de sécurité liées au travail en hauteur. L'utilisation des EPI (équipements de protection individuelle), comme les harnais, casques, chaussures antidérapantes et échafaudages, est obligatoire. <p>Contrôle de l'alignement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Assurez-vous que l'alignement des gouttières est parfait pour éviter tout affaissement ou déformation sous l'effet des intempéries. Les travaux doivent être réalisés en respectant scrupuleusement les normes locales de collecte et d'évacuation des eaux pluviales afin d'assurer un résultat fonctionnel et durable. 	
5.9	Fourniture et pose de descente d'eau en PVC de diamètre 63 y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>L'activité concerne la fourniture, la pose et la fixation des descentes d'eau pluviale en PVC rigide de diamètre 63 mm, destinées à l'évacuation des eaux de toiture vers les dispositifs de drainage ou de collecte.</p> <p>Voici les détails des étapes du processus :</p> <p>1. Fourniture des matériaux :</p> <p>Tuyaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> PVC rigide spécial évacuation extérieure, diamètre nominal de 63 mm, couleur grise ou blanche. Tuyaux traités anti-UV pour garantir leur durabilité lorsqu'ils sont installés en extérieur. <p>Accessoires de raccordement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Coudes (45° ou 87°) pour les changements de direction. Manchons, colliers de fixation, naissances de gouttière adaptées au diamètre de 63 mm. <p>Matériel d'étanchéité :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mastics ou bagues d'étanchéité pour assurer des jonctions sans fuite, garantissant une évacuation efficace et sans infiltration. <p>2. Travaux de pose :</p>	Par ml

		<p>Traçage et repérage :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le traçage des points de fixation doit être réalisé sur la façade ou sur les poteaux de support de manière à garantir une installation régulière et fonctionnelle. <p>Découpe des tuyaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les tuyaux sont découpés à la longueur souhaitée à l'aide d'un coupe-tube PVC pour une coupe nette et précise. <p>Emboîtement des tuyaux et raccords :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les tuyaux et raccords sont emboîtés et fixés selon un système d'assemblage étanche, généralement par collage spécifique PVC ou emboîtement avec étanchéité renforcée (en fonction du système choisi). <p>Fixation des descentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les descentes doivent être fixées solidement avec des colliers métalliques ou PVC, espacés régulièrement, généralement tous les 2 mètres maximum, pour garantir la stabilité de l'installation. <p>Raccordement des descentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les descentes sont raccordées soit directement à un système d'évacuation des eaux (regard, drain), soit à une surface d'évacuation libre protégée contre l'érosion, conformément aux exigences du projet. <p>3. Finitions et contrôles :</p> <p>Vérification de l'alignement :</p> <ul style="list-style-type: none"> Il est essentiel de vérifier que l'alignement vertical des descentes est correct et que la pente suffisante est respectée pour éviter toute stagnation d'eau dans la descente. <p>Contrôle de la solidité :</p> <ul style="list-style-type: none"> Vérification de la solidité des fixations pour garantir la stabilité de l'ensemble de l'installation. Contrôle de l'étanchéité des assemblages pour éviter toute fuite ou infiltration d'eau. <p>Recommandations supplémentaires :</p> <p>Protection des tuyaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> Lors de la pose, il peut être judicieux de s'assurer que les tuyaux et raccords soient bien protégés contre les chocs et les intempéries, en particulier si les descentes sont exposées à des conditions climatiques rigoureuses. <p>Conformité aux normes locales :</p> <ul style="list-style-type: none"> Veillez à ce que l'installation respecte les normes locales d'évacuation des eaux pluviales, notamment en ce qui concerne les systèmes de fixation, d'étanchéité 	
--	--	--	--

		<p>et de pente pour garantir une performance optimale et conforme aux exigences réglementaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> Les travaux doivent être réalisés dans le strict respect des normes locales et des standards de qualité pour garantir un fonctionnement efficace et durable du système d'évacuation des eaux pluviales. 	
5.10	Peinture sur les poteaux et les poutres du hangar y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	Même description qu'aux points 3.1 et 3.2	Par m ²
6.1	Décapage des couches et matériaux impropres autour de l'ouvrage y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>Cette activité a pour but d'assurer un décapage contrôlé des couches superficielles du sol autour de l'ouvrage, afin de supprimer tous matériaux impropres (matières organiques, remblais non conformes, déchets, etc.) et garantir ainsi une base saine et stable en vue des travaux d'aménagement (pavage, béton, plateforme, etc.).</p> <p>1. Travaux à réaliser :</p> <p>Délimitation de la zone de décapage :</p> <ul style="list-style-type: none"> La zone à décapier est définie autour de l'ouvrage ZTT sur la base des plans d'exécution et après reconnaissance de l'état du sol en place. <p>Retrait des matériaux non conformes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Enlèvement de toutes les couches de sol instables ou inadaptées : terre végétale, matières organiques, remblais non compactés, boues, déchets solides, sédiments, matériaux saturés en eau, débris de chantier. <p>Méthodes de décapage :</p> <p>Décapage effectué :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mécaniquement : pelle mécanique, mini-pelle. Ou manuellement : pioche, pelle, brouette, selon l'accessibilité du site. <p>Mise à niveau et profilage :</p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'un fond propre, nivelé et profilé pour : Favoriser l'écoulement des eaux de surface. Préparer la mise en œuvre des couches de forme ou d'ouvrages de surface. <p>Évacuation des matériaux extraits :</p> <p>Transport vers :</p> <ul style="list-style-type: none"> Une zone de dépôt temporaire autorisée par le fonctionnaire dirigeant. Ou une décharge agréée, dans le respect des réglementations environnementales en vigueur. <p>2. Finitions et contrôles :</p> <p>Traitement du fond décapé :</p> <p>En cas de pose immédiate de matériaux (béton, grave, etc.) :</p>	Par m ²

		<ul style="list-style-type: none"> • Compactage léger ou arrosage du fond décapé pour éviter l'envol de poussières et assurer la stabilité. <p>Contrôle de la profondeur de décapage : Vérification de la profondeur réelle par rapport :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aux plans d'exécution. • Au niveau de la plateforme prévue (généralement entre 10 et 30 cm). <p>Validation avant suite des travaux : Inspection et validation par le chef de chantier ou le représentant du maître d'ouvrage de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La propreté du fond. • La portance suffisante avant remblaiement ou coulage. <p>Prescriptions générales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le décapage doit être soigneusement exécuté, avec un suivi rigoureux pour prévenir tout affaissement différé ou dégradation des ouvrages futurs. • Les travaux doivent être conformes aux normes techniques locales relatives aux terrassements, au rejet des déblais, à la sécurité du chantier et à la protection de l'environnement. 	
6.2	Curage du canal et du dalot y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>Cette activité a pour but de restaurer la capacité d'écoulement des canaux et dalots en éliminant les matériaux obstructifs (boues, déchets, végétaux, sédiments, etc.), garantissant ainsi le bon fonctionnement hydraulique des ouvrages, la prévention des inondations et la durabilité des infrastructures.</p> <p>1. Travaux à réaliser : Repérage et délimitation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identification des zones à curer à partir : • Des plans d'ouvrages. • Et/ou d'une inspection visuelle préalable. <p>Méthodes de curage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Curage manuel : pelles, pioches, pelles américaines. • Curage mécanique : mini-pelle, grappins, camions hydrocureurs, selon le volume, la profondeur et l'accessibilité. <p>Extraction des matériaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élimination complète de tous les dépôts et obstacles : • Boues, sables, graviers, plastiques, végétation, racines envahissantes, gravats, etc. <p>Curage complet :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des entrées et sorties de dalots, des fossés d'approche, du lit du canal, des cunettes, du radier et des parois internes, si encrassées. 	Au forfait

		<p>2. Évacuation et gestion des déchets : Évacuation contrôlée des matériaux curés : Transport vers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une zone de transit autorisée. • Une décharge réglementée ou centre agréé de traitement des déchets. <p>Stockage temporaire (le cas échéant) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dépôt sur bâche étanche ou plateforme stabilisée, à l'écart des zones sensibles et des eaux de ruissellement. <p>3. Finitions et vérifications : Contrôle post-curage : Vérification du profil en long et en travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pente hydraulique, régularité du fond, absence d'obstruction. <p>Test d'écoulement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En cas de présence d'eau : observation de la fluidité de l'écoulement et de l'absence de rétention ou stagnation. <p>Nettoyage des abords :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rangement du chantier et nettoyage immédiat des zones périphériques au canal ou dalot. <p>Prescriptions générales : Le curage devra être réalisé dans le respect strict des normes environnementales, notamment en matière :</p> <ul style="list-style-type: none"> • De protection des eaux, des sols, et de gestion des déchets. • De prévention des nuisances (bruit, poussière, boues). <p>L'entreprise devra prévoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les mesures de sécurité appropriées pour le personnel et les usagers (signalisation, EPI). • Les autorisations nécessaires pour le transport et la mise en décharge des matériaux extraits. 	
6.3	Fourniture et la mise en œuvre du remblai latéritique autour de la ZTT y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>L'activité vise à exécuter les travaux de remblai en latérite autour de la Zone de Transit et de Tri (ZTT), conformément aux spécifications techniques et aux exigences géotechniques, en assurant une plateforme stable, drainante et durable pour les ouvrages d'aménagement.</p> <p>1. Fourniture et transport de la latérite : Qualité du matériau :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Latérite propre, exempte de matières organiques ou de déchets. • Conforme aux normes géotechniques : granulométrie adaptée, portance suffisante, indice de plasticité maîtrisé. 	Par m ³

		<p>Transport jusqu'au site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Acheminement de la latérite depuis la carrière agréée jusqu'au périmètre de la ZTT, en prenant en compte les accès, les distances et les conditions météorologiques. <p>2. Mise en œuvre du remblai :</p> <p>Épandage en couches régulières :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Application du remblai par couches successives de 20 à 25 cm d'épaisseur maximale. • Répartition homogène, sans surcharge ni accumulation localisée. <p>Nivellement et compactage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Compactage mécanique (rouleau vibrant, compacteur) de chaque couche jusqu'à obtention de 95 % minimum de la densité Proctor Normal. • Contrôle de la teneur en eau pour un compactage optimal. • Contrôles de compacité réalisés ponctuellement par l'entreprise ou à la demande du maître d'œuvre. <p>3. Adaptation et protection des profils :</p> <p>Profilage selon la topographie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect des pentes transversales et longitudinales pour assurer le bon écoulement des eaux pluviales. • Ajustement local en fonction des contraintes de terrain (nature du sol, présence d'ouvrages existants). <p>Finition des talus et pentes latérales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en forme précise des talus avec stabilisation si nécessaire (enherbement, géotextile, enrochements selon prescriptions). <p>4. Sujétions et coordination :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion des accès temporaires pour la circulation des engins et la continuité des travaux. • Protection contre l'érosion et les affouillements, notamment en cas de pluie. <p>Coordination avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dalots, caniveaux, bordures, plantations et autres ouvrages d'aménagements. • Respect des règles de sécurité pour le personnel, les engins et les tiers. • Maintien de la propreté du site tout au long de l'exécution. 	
6.4	Fourniture et pose des buses diamètre 800 mm en béton y/c toutes sujétions de pose y/c coffrage y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>Assurer la mise en œuvre conforme et durable de buses préfabriquées en béton armé pour le franchissement hydraulique ou le drainage, dans le respect des normes techniques et de sécurité.</p> <p>1. Fourniture et livraison des buses :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diamètre intérieur : 800 mm ; 	Par unité

		<ul style="list-style-type: none"> • Longueur standard : conforme aux normes en vigueur (NF EN 1916 ou équivalent) ; • Matériau : béton armé résistant aux sollicitations mécaniques et agressions chimiques ou hydrauliques ; • Transport et déchargement sur site, avec précautions de manutention pour éviter toute fissure ou éclat. <p>2. Travaux préparatoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fouille mécanique ou manuelle, à la profondeur et au profil définis par les plans ; • Nivellement et compactage du fond de fouille ; • Pose d'une couche de réglage : • En sable compacté ou, si précisé, en béton maigre dosé à ~150 kg/m³ pour assurer la planéité et la stabilité des buses. <p>3. Mise en œuvre des buses :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Positionnement précis des buses, à l'aide d'un engin de levage adapté, selon le tracé en plan et le profil en long ; • Alignement et calage soigneux ; • Raccordement entre éléments : • Systèmes d'assemblage type mortaise et tenon ou manchon selon la conception ; • Utilisation de mortier ou de joints d'étanchéité si prescrit. <p>4. Finitions aux extrémités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coffrage et réalisation de colliers de butée ou massifs d'ancrage si requis ; • Jointoiement soigné pour éviter les fuites et infiltrations ; • Aménagement d'entrées ou de sorties (exutoires, têtes de buses...) selon les plans d'exécution. <p>5. Remblaiement et compactage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Remblai latéral progressif, en couches de 20 à 30 cm ; • Compactage mécanique contrôlé autour et au-dessus de l'ouvrage ; • Matériaux appropriés, non plastiques, exempts de blocs ou déchets végétaux. <p>6. Nettoyage et remise en état :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Évacuation des déblais excédentaires ; • Remise en état des abords (nivellement, compactage, reprise des accès) ; • Nettoyage général du site en fin d'intervention. <p>7. Contraintes et sujétions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Respect des normes en vigueur (NF EN 1610 – Pose des canalisations) ; • Sécurité du chantier pendant la pose (tranchée, engins, circulation) ; 	
--	--	--	--

		<ul style="list-style-type: none"> • Coordination avec les autres corps d'état (voirie, réseaux divers, drainage). <p>NB : l'entrepreneur doit fournir le plan détaillé des buses à fournir avant leurs poses</p>	
6.5	Construction en Périer maçonnerie pour la protection des remblais y/c coffrage y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>Assurer la protection durable des talus, remblais ou berges contre l'érosion par la mise en œuvre d'un parement en pierre, en accord avec les prescriptions du projet et les normes techniques applicables.</p> <p>1. Travaux préparatoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Décapage et nivellement de la zone à protéger, en pied ou en talus du remblai ; • Compactage du sol support si nécessaire pour garantir la stabilité ; • Traçage et implantation du parement selon les plans d'exécution. <p>2. Fondation du perré :</p> <p>Réalisation d'un lit de pose :</p> <ul style="list-style-type: none"> • En béton maigre (dosage 150 à 200 kg/m³) ou en couche de forme granulaire, selon les spécifications techniques ; • Vérification de la planéité, du niveau et de l'inclinaison (fruit du mur) avant démarrage de la pose. <p>3. Fourniture et pose des moellons :</p> <p>Pierre de carrière ou de taille (dure, non gélive, à bonne résistance mécanique) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pose à sec ou au mortier de ciment, selon la nature du projet ; • Disposition en parement incliné, avec alignement soigné ; • Contrôle du fruit, des joints et de l'aspect général ; • Coffrage et décoffrage des arêtes ou couronnements si nécessaire. <p>Finitions et dispositifs associés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Jointoiement des pierres au mortier (si requis) ou calage avec éclats pour la pose à sec ; • Mise en place de barbacanes ou couches drainantes arrière pour évacuer l'eau et limiter la pression hydrostatique ; • Réalisation d'un chaperon ou couronnement en béton ou pierre, si prescrit. <p>5. Sujétions diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Manutention et façonnage des pierres ; • Utilisation d'outillage adapté (scie à pierre, burins, masse) ; • Respect des règles de sécurité (stabilité du talus, équipements de protection, etc.) ; • Coordination avec les autres ouvrages (caniveaux, fossés, accotements, etc.) ; <p>Adaptation aux contraintes du terrain naturel.</p>	Par m²
Site 2 : Béhanzin (Lot 2)			

1.1	Installation et Repli de chantier (NB : Maximum 2% du cumul des montants des postes du marché hormis les deux premiers postes)	Même description qu'au point 1.1 du site de Camp Carrefour	Au forfait
1.2	Repli de chantier (NB : Maximum 2% du cumul des montants des postes du marché hormis les deux premiers postes)	Même description qu'au point 1.2 du site de Camp Carrefour	Au forfait
2.1	Maçonneries de claustras pour clôture y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	Même description qu'au point 2.1 du site de Camp Carrefour	Par m ²
2.2	Réparation des fissures avant la mise œuvre de la peinture y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	Même description qu'au point 2.2 du site de Camp Carrefour	Au forfait
2.3	Travaux de peinture sur clôture (y compris claustras) y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	Même description qu'au point 2.4 du site de Camp Carrefour	Par m ²
3.1	Peinture intérieure des murs y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	Même description qu'au points 3.1 du site de Camp Carrefour	Par m ²
3.2	Peinture extérieure des murs y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	Même description qu'au point 3.2 du site de Camp Carrefour	Par m ²
4.1	1 Portail d'accès au site. Fourniture, pose et accessoires de fixation ainsi que peinture y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	Même description qu'au point 4.1 du site de Camp Carrefour <u>Dimensions des portails :</u> - Largeur et hauteur : 966cm X 240	Par m ²
4.2	1 Portail d'accès aux rampes. Fourniture, pose et accessoires de fixation ainsi que peinture y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	Même description qu'au point 4.2 du site de Camp Carrefour <u>Dimensions des portails :</u> - Largeur et hauteur : 520cm X 240	Par m ²
5.1	Démontage des buses et les fouilles pour la fondation des buses y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	L'activité consiste à exécuter le démontage soigneux des buses existantes et à réaliser les travaux de fouilles nécessaires pour la préparation des fondations devant recevoir les nouvelles buses, en vue d'assurer une mise en œuvre correcte et durable de l'ouvrage de franchissement ou de drainage. Elle comprend notamment :	Par m ²

		<p>Travaux de démontage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en sécurité de la zone d'intervention (balisage, déviation de l'écoulement d'eau si nécessaire). • Découpage ou dépose progressive des buses existantes (béton, PVC, acier), en utilisant des outils adaptés : brise-roche, scies mécaniques ou grue selon le poids et l'état des buses. • Tri des matériaux démantelés (buses réutilisables, déchets à évacuer) selon leur état. <p>Travaux de fouille pour fondation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Implantation et traçage précis de l'emplacement des nouvelles buses suivant les plans d'exécution. • Réalisation de fouilles en rigole ou en tranchée aux dimensions adaptées au diamètre des buses et aux prescriptions de pose (largeur, profondeur, pente). • Vérification du niveau de la fouille pour assurer une assise correcte et stable des buses. • Préparation du fond de fouille par mise en place éventuelle d'un lit de pose (couche de sable compacté, grave naturelle ou béton maigre selon les spécifications). <p>Finitions et contrôles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Contrôle de la profondeur, de la pente et de la propreté des fouilles avant réception par le Maître d'œuvre ou bureau de contrôle. • Protection provisoire des fouilles contre l'érosion, les infiltrations d'eau ou les éboulements en cas de retard de pose. <p>Les travaux doivent être exécutés conformément aux règles de l'art en matière de terrassement et de sécurité de chantier, avec une attention particulière portée à la stabilité des fouilles et à la protection contre les eaux de ruissellement.</p>	
5.2	Curage et nettoyage des déchets sur le site et au niveau de dalot y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	Même description qu'au point 6.2 du site de Camp Carrefour	Par m ²
5.3	Gros béton pour la pose de buses, dose à 250 kg/m ³ y compris coffrage et y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>L'activité consiste à réaliser la fourniture, la préparation, le transport, la mise en œuvre et la cure d'un béton dit "gros béton", destiné à la stabilisation de la pose des buses de franchissement ou de drainage, en utilisant un dosage de 250 kg de ciment par mètre cube, avec les coffrages nécessaires pour garantir la forme et la compacité de l'assise. Elle comprend notamment :</p> <p>Fourniture des matériaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ciment Portland (CPA 42,5 ou équivalent) dosé à 250 kg/m³. 	Par m ³

		<ul style="list-style-type: none"> • Granulats de calibre adapté (08/16 mm généralement), lavés et propres. • Sable propre et eau potable conforme aux normes. • Eventuels adjuvants plastifiants pour faciliter la mise en œuvre selon conditions climatiques. <p>Travaux de coffrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'un coffrage provisoire en bois ou métallique pour contenir le béton si la configuration de la fouille ou du lit de pose le nécessite. • Coffrage solide et ajusté permettant de respecter les dimensions prévues du radier ou du lit de béton sous les buses. • Application d'un produit de décoffrage pour faciliter le démoulage sans endommager le béton. <p>Mise en œuvre du béton :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fabrication du béton sur site ou en centrale, avec contrôle de la consistance (cône d'Abrams : affaissement moyen conseillé entre 7 et 12 cm). • Coulage du béton directement dans la fouille ou le coffrage sur une surface propre et humidifiée. • Vibration légère ou damage manuel pour assurer une bonne compacité sans ségrégation. • Nivellement et réglage de la surface pour obtenir une assise plane adaptée à la pose des buses. <p>Cure du béton :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Protection immédiate du béton frais contre l'évaporation rapide (arrosage régulier, bâchage humide ou produit de cure). • Respect d'un délai de prise suffisant (minimum 48 heures) avant mise en charge par les buses. 	
5.4	Fourniture et pose des buses diamètre 1000 mm en béton y/c toutes sujétions de pose y/c coffrage et y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>Même description qu'au point 6.4 du site de Camp Carrefour</p> <p>Diamètre intérieur : 1000 mm</p>	Par Unité
5.5	Construction des ouvrages de têtes en béton armé dosé à 350 kg/m³ pour la protection des buses y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>Cette activité consiste à réaliser la fabrication, le transport, la mise en œuvre et la cure du béton armé pour la construction des poteaux verticaux, conformément aux prescriptions techniques. Le béton utilisé sera dosé à 350 kg de ciment/m³, avec des granulats et autres composants conformes aux normes en vigueur. Les travaux incluent également la fourniture et la pose des coffrages nécessaires.</p> <p>Caractéristiques techniques des travaux :</p> <p>1. Fourniture et préparation du béton :</p>	Par Unité

		<ul style="list-style-type: none"> • Dosage du béton : • 350 kg/m³ de ciment Portland (CEM I 42.5 ou équivalent). • Granulats lavés de dimension 0/20 mm (selon les spécifications techniques et la résistance demandée). • Sable propre sans contaminants chimiques. • Eau conforme aux normes en vigueur pour la préparation du béton. • Adjuvants éventuels (plastifiants, retardateurs) en fonction des conditions climatiques et des besoins spécifiques (température élevée, retard de prise, fluidité du béton, etc.). • Fabrication du béton : • Fabrication dans une centrale à béton agréée ou sur site, avec un contrôle strict des dosages pour garantir la qualité du béton. • Le béton doit être transporté rapidement et sans ségrégation jusqu'au lieu de coulage. <p>2. Travaux de coffrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture des coffrages : • Coffrages métalliques ou en bois de haute qualité, sans déformation, pour assurer une finition lisse et régulière du béton. • Mise en place de coffrages conformes aux plans, pour garantir la verticalité parfaite des poteaux. • Mise en œuvre des coffrages : • Alignement précis et verticalité parfaite des coffrages. • Huilage des coffrages avec un produit de décoffrage adapté, afin d'éviter toute tâche ou dégradation du béton au démoulage. • Installation d'entretoises et de contreventements pour maintenir les coffrages stables sous la pression du béton frais. <p>3. Mise en œuvre du béton :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coulage du béton : • Le béton sera coulé uniformément dans les coffrages à l'aide d'une vibration systématique (à l'aide d'une aiguille vibrante) pour assurer une compacité parfaite et éliminer les bulles d'air ou les nids de cailloux. • •Le béton doit être coulé en une seule opération, pour éviter la formation de joints froids qui pourraient affecter la résistance du béton. • Hauteur de coulage et continuité : Le contrôle de la hauteur de coulage sera effectué pour éviter des interruptions dans la mise en œuvre, assurant ainsi la continuité et l'homogénéité du béton. • Cure du béton : 	
--	--	---	--

		<ul style="list-style-type: none"> • Une cure immédiate du béton est essentielle pour éviter la dessiccation prématurée. Cela sera réalisé par : • Arrosage de la surface du béton. • Bâchage humide ou application de produits de cure pour maintenir l'humidité et garantir une prise adéquate du béton. <p>4. Décoffrage et finitions :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Décoffrage : Le décoffrage sera effectué après le temps minimum requis (en général, entre 24 et 48 heures en fonction de la température ambiante et du type de coffrage utilisé). • Reprise des défauts de parement : Après décoffrage, des ragréages légers seront effectués pour corriger d'éventuels défauts sur la surface des poteaux. <p>5. Armatures :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Armatures des poteaux : Les armatures sont composées de : • Fil 8 mm pour les filants. • Fil 8 mm pour les cadres. • Espacement des barres d'armature de 15 cm entre les éléments. <p>6. Conformité aux normes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tous les travaux doivent être réalisés conformément aux normes de béton armé en vigueur, telles que la norme EN 206 ou les normes locales équivalentes, ainsi que selon les plans et prescriptions techniques spécifiées pour l'ouvrage. <p>Recommandations supplémentaires :</p> <ol style="list-style-type: none"> Vérification régulière des dosages : Pour assurer la qualité du béton, il est conseillé de procéder à des tests de contrôle (tels que des essais de résistance) pour vérifier que le béton correspond bien aux exigences de résistance. Protection du béton frais : En cas de températures extrêmes (très chaudes ou très froides), des mesures supplémentaires peuvent être prises, comme l'utilisation de couvertures isolantes pour protéger le béton du gel ou des produits retardateurs de prise pour éviter un durcissement trop rapide. Maintenance des coffrages : Avant et après chaque utilisation, vérifier que les coffrages sont en bon état, afin d'éviter toute déformation qui pourrait affecter la géométrie des poteaux. Respect des délais de cure : Assurez-vous que le béton ait suffisamment de temps pour durcir avant toute manipulation ou mise en charge. Ces travaux doivent être exécutés avec soin pour garantir la solidité des poteaux et leur conformité aux spécifications. 	
5.6	Fourniture et mise en œuvre du remblai compacté autour et l'ouvrage et la	Même description qu'au point 6.3 du site de Camp Carrefour	Par m ³

	chausse de 15 ml y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre		
Site 3 : Hamdallaye Marché (Lot 2)			
1.1	Installation et repli de chantier (NB : Maximum 2% du cumul des montants des postes du marché hormis les deux premiers postes)	Même description qu'au point 1.1 du site de Camp Carrefour	Au forfait
1.2	Repli de chantier (NB : Maximum 2% du cumul des montants des postes du marché hormis les deux premiers postes)	Même description qu'au point 1.2 du site de Camp Carrefour	Au forfait
2.1	Maçonneries de claustras pour clôture y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	Même description qu'au point 2.1 du site de Camp Carrefour	Par m ²
2.2	Réparation des fissures avant la mise œuvre de la peinture y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	Même description qu'au point 2.2 du site de Camp Carrefour	Au forfait
2.3	Travaux de peinture sur clôture (y compris claustras) y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	Même description qu'au point 2.4 du site de Camp Carrefour	Par m ²
2.4	Protection des tricycles avec les garde-corps métalliques en tube carré sur la dalle de rampe de sortie y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>L'activité consiste à fournir et poser des garde-corps métalliques fabriqués en tubes circulaires pour sécuriser la circulation des tricycles sur la dalle de la rampe de sortie, et prévenir tout risque de chute, tout en assurant robustesse, esthétique et conformité aux normes de sécurité.</p> <p>Elle comprend notamment :</p> <p>Fourniture des matériaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tubes métalliques carré en acier galvanisé ou acier peint après traitement antirouille, diamètre standard entre 40 mm et 60 mm • Platines de fixation, goudons d'ancrage mécaniques ou chimiques adaptés à la dalle béton. • Accessoires de montage : coudes, embouts, entretoises horizontales ou verticales, visserie en inox ou galvanisée. <p>Fabrication et préparation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prédécoupage, cintrage (si nécessaire) et assemblage en atelier ou sur site selon plans. 	Par m ²

		<ul style="list-style-type: none"> • Application d'un traitement antirouille et finition par peinture de protection (de préférence peinture polyuréthane ou époxy pour usage extérieur). • Préparation des platines de base percées pour fixation par ancrage sur béton. <p>Travaux de pose :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Traçage précis sur la dalle pour l'implantation des poteaux et alignement des garde-corps. • Perçage de la dalle béton et mise en place des ancrages chimiques ou mécaniques pour assurer une fixation solide. • Assemblage et fixation des tubes et barres intermédiaires conformément aux hauteurs réglementaires (hauteur minimum 90 cm) • Vérification de la planéité, de l'alignement et de la solidité du montage. <p>Finitions et contrôles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Inspection finale de toutes les fixations, soudures et éléments de finition. • Retouches de peinture éventuelles sur les zones d'assemblage ou de soudure après installation. • Nettoyage général pour livraison propre. 	
3.1	Peinture intérieure des murs y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	Même description qu'au point 3.1 du site de Camp Carrefour	Par m ²
3.2	Peinture extérieure des murs y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	Même description qu'au point 3.2 du site de Camp Carrefour	Par m ²
4.1	2 Portails d'accès au site. Fourniture, pose et accessoires de fixation ainsi que peinture y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>Même description qu'au point 4.1 du site de Camp Carrefour</p> <p><u>Dimensions des portails :</u></p> <p>- Largeur et hauteur : 855cm X 240 et 810 cmX240 cm</p>	Par m ²
4.2	1 Portail d'accès à la zone de stockage. Fourniture, pose et accessoires de fixation ainsi que peinture y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>Même description qu'au point 4.2 du site de Camp Carrefour</p> <p><u>Dimensions du portail :</u></p> <p>- Largeur et hauteur : 330cm X 240</p>	Par m ²
5.1	Débloccage des pavés et mise en dépôts au niveau des zones de bac à ordures y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>L'activité consiste à exécuter le déblocage soigneux des pavés existants situés les zones des bacs à ordures (ZBO), en vue de réaliser des interventions techniques (réhabilitation), suivi de leur mise en dépôt organisé pour réutilisation ou recyclage.</p> <p>Elle comprend notamment :</p> <p>Travaux de déblocage :</p>	Par m ²

		<ul style="list-style-type: none"> • Délimitation de la zone d'intervention et mise en sécurité (signalisation, balisage, interdiction temporaire d'accès aux usagers). • Décapage de la couche de surface (sable stabilisé) si nécessaire. • Déblocage manuel ou mécanique (à l'aide de leviers ou outils adaptés) des pavés, en veillant à ne pas les détériorer. • Retrait méthodique pavé par pavé, en respectant l'ordre de pose pour faciliter leur réutilisation. <p>Tri et mise en dépôt :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tri sur site des pavés récupérés selon leur état (réutilisables, cassés, à évacuer). • Nettoyage des pavés réutilisables (élimination de terre, résidus de mortier, etc.). • Transport des pavés vers la zone de dépôt aménagée à proximité des bacs à ordures ou stockage centralisé. • Stockage sur palette ou par tas organisés pour en faciliter la manutention future. <p>Cette activité doit être exécutée avec attention pour préserver l'intégrité des pavés et garantir une gestion rationnelle des matériaux existants, tout en assurant un chantier propre et sécurisé.</p>	
5.2	Pose de pavés autobloquants de type trèfle, d'épaisseur 8 cm y compris toutes sujétions de pose au niveau des zones de bac à ordures y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>L'activité consiste à exécuter la pose complète de pavés autobloquants en béton de type trèfle, d'une épaisseur de 8 cm, sur les plateformes techniques prévues pour les bacs à ordures (ZBO), dans le respect des règles de l'art, en intégrant toutes les sujétions de mise en œuvre (préparation, nivellement, compactage, joints, finition).</p> <p>Mise en œuvre des couches de fondation :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fourniture et mise en place d'une couche de fondation en latérite stabilisée sur une épaisseur de 15 à 20 cm, compactée à la plaque vibrante au (densité ≥ 95 % Proctor modifié). • Pose d'une couche de réglage en sable 0,4 mm, d'environ 4 à 5 cm d'épaisseur, tirée à la règle et nivelée soigneusement. <p>Travaux de pose des pavés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pose manuelle des pavés type trèfle, épaisseur 8 cm, en quinconce ou en chevrons selon le motif de calepinage, en commençant par un axe droit ou une bordure fixe pour suivre le même alignement que les pavés de la plateforme ; • Pose bord à bord, sans collage, avec joints étroits (2 à 3 mm max). • Coupe des pavés en périphérie à la disqueuse pour un ajustement précis. <p>Compactage et finition :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Passage d'une plaque vibrante avec semelle caoutchouc sur toute la surface posée pour enfoncer et stabiliser les pavés. • Répandage de sable fin sec (0,4 mm) sur la surface puis balayage pour remplir les joints 	Par m ²

		<ul style="list-style-type: none"> • Arrosage léger et nouveau passage de la plaque vibrante pour stabiliser définitivement l'ensemble. <p>La pose des pavés doit être réalisée selon les normes locales ou internationales applicables (par ex. norme NF P 98-335 pour les pavés en béton), sous le contrôle d'un conducteur de travaux qualifié.</p>	
5.3	Fourniture et pose de bordures lourdes préfabriquées 15cm X 30cm pour la séparation entre le pavés 8 de la zone des bacs et la pavés 11 de la plateforme y compris toutes sujétions de matériaux et de main d'œuvre	<p>L'activité consiste à assurer la fourniture et la mise en œuvre de bordures lourdes préfabriquées en béton, de dimensions 15 cm de largeur par 30 cm de hauteur, destinées à assurer une séparation physique et technique entre deux zones pavées distinctes (zone des bacs à ordures en pavés 8 cm et plateforme en pavés 11 cm), en garantissant à la fois stabilité, durabilité et fonctionnalité.</p> <p>Travaux préparatoires :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Traçage précis de l'alignement de pose des bordures à la jonction des deux zones de pavage. ✓ Réalisation d'une fouille en rigole à fond plat, aux dimensions adaptées (environ 20 cm de profondeur), pour l'assise de la bordure. ✓ Compactage du fond de fouille et mise en place d'un lit de pose en béton maigre (dosé à 150–200 kg/m³) sur 5 à 8 cm d'épaisseur. <p>Travaux de pose :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Pose manuelle des bordures dans le lit de béton frais, en alignement avec les pentes et niveaux des zones adjacentes. ✓ Vérification du niveau et de l'alignement au cordeau et au niveau à bulle, avec réglage immédiat si nécessaire. ✓ Jointoiement au mortier entre les bordures (joint de 5 à 10 mm), ou pose à joints serrés selon les prescriptions du marché. ✓ Scellement complémentaire au mortier sur les flancs latéraux si la bordure est soumise à des charges latérales. ✓ Protection de la bordure pendant la prise du béton de calage. 	Par ml

2.4.2 Liste des équipements

Le soumissionnaire doit présenter les preuves de propriété de ses matériels ou tous autres documents (accord de promesse de location) prouvant de la disponibilité du matériel à utiliser.

N° ord.	Désignation engins et équipement de préfabrication	Nombre minimum
1	Marteau piqueur	01
2	Bétonnière automotrice de 100 litres au moins	01
3	Aiguille vibrante	02
4	Groupe électrogène 18 KVA au moins	01
5	Camionnette pour le transport de petits matériels et	01
6	Projecteurs éclairage de chantiers	2
7	Moto pompe	01
8	Mini Compacteur	01
9	Plaque vibrante (pour stabilisation pavés posés)	01
10	Lots de petits matériels (brouettes, équipements pour atelier de coffrage, équipements pour atelier de façonnage d'acier, pelles)	8 brouettes / 10 pelles / 1 Ateliers de ferrailage / 1 Ateliers de coffrage
13	Dispositif de premiers soins de santé sur chantier / Kit	1

2.5 Profil de l'expertise

Le chef de chantier proposé au titre de l'exécution doit justifier un niveau de qualification minimum de licence en génie civil (bac +3) ou équivalent avec au minimum 3 ans d'expérience dans la conduite des travaux de génie civil

3 Formulaires

3.1 Fiche d'identification

3.1.1 Personne physique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:412289af-39d0-4646-b070-5cfed3760aed>

I. DONNÉES PERSONNELLES			
NOM(S) DE FAMILLE ¹ Erreur ! Insertion automatique non définie.			
PRÉNOM(S)			
DATE DE NAISSANCE			
JJ MM AAAA			
LIEU DE NAISSANCE		PAYS DE NAISSANCE	
(VILLE, VILLAGE)			
TYPE DE DOCUMENT D'IDENTITÉ			
CARTE D'IDENTITÉ		PASSEPORT	PERMIS DE CONDUIRE ² AUTRE ³
PAYS ÉMETTEUR			
NUMÉRO DE DOCUMENT D'IDENTITÉ			
NUMÉRO D'IDENTIFICATION PERSONNEL ⁴			
ADRESSE PRIVÉE			
PERMANENTE			
CODE POSTAL	BOITE POSTALE	PAYS	VILLE
RÉGION ⁵			
TÉLÉPHONE PRIVÉ			
COURRIEL PRIVÉ			
II. DONNÉES COMMERCIALES		Si OUI, veuillez fournir vos données commerciales et joindre des copies des justificatifs officiels.	
Vous dirigez votre propre entreprise sans personnalité juridique distincte (vous êtes entrepreneur individuel, indépendant, etc.) et en tant que tel, vous fournissez des services à la Commission ou à d'autres institutions, agences et organes de l'UE? OUI NON		NOM DE L'ENTREPRISE (le cas échéant) NUMÉRO DE TVA NUMÉRO D'ENREGISTREMENT LIEU DE L'ENREGISTREMENT VILLE PAYS	
DATE		SIGNATURE + NOM	

¹ Comme indiqué sur le document officiel.

² Accepté uniquement pour la Grande-Bretagne, l'Irlande, le Danemark, la Suède, la Finlande, la Norvège, l'Islande, le Canada, les États-Unis et l'Australie.

³ À défaut des autres documents d'identités: titre de séjour ou passeport diplomatique.

⁴ Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

⁵ Indiquer la région, l'état ou la province uniquement pour les pays non membres de l'UE, à l'exclusion des pays de l'AELE et des pays candidats.

3.1.2 Entité de droit privé/public ayant une forme juridique

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici :

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:3b918624-1fb2-4708-9199-e591dcdf19b>

NOM OFFICIEL⁶				
NOM COMMERCIAL (si différent) Erreur ! Insertion automatique non définie.				
ABRÉVIATION				
FORME JURIDIQUE				
TYPE	A BUT LUCRATIF			
D'ORGANISATION	SANS BUT LUCRATIF	ONG⁷	OUI	NON
NUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL⁸				
NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE (le cas échéant)				
LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	VILLE		PAYS	
DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	JJ	MM	AAAA	
NUMÉRO DE TVA				
ADRESSE DU SIEGE				
SOCIAL				
CODE POSTAL	BOITE POSTALE		VILLE	
PAYS			TÉLÉPHONE	
COURRIEL				
NOM ET PRÉNOM DU GÉRANT				
DATE		CACHET		
SIGNATURE ET NOM DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ DE SIGNER				

⁶ Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant.

⁷ ONG = Organisation non gouvernementale, à remplir pour les organisations sans but lucratif.

⁸ Le numéro d'enregistrement au registre national des entreprises. Voir le tableau des dénominations correspondantes par pays.

3.1.3 Entité de droit public⁹

Pour remplir la fiche, veuillez cliquer ici /

<https://documentcloud.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:c52ab6a5-6134-4fed-9596-107f7daf6f1b>

NOM OFFICIEL ¹⁰ Erreur ! Insertion automatique non définie.			
ABRÉVIATION			
NUMÉRO DE REGISTRE PRINCIPAL ¹¹			
NUMÉRO DE REGISTRE SECONDAIRE (le cas échéant)			
LIEU DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	VILLE	PAYS	
DATE DE L'ENREGISTREMENT PRINCIPAL	JJ	MM	AAAA
NUMÉRO DE TVA			
ADRESSE OFFICIELLE			
CODE POSTAL	BOITE POSTALE	VILLE	
PAYS		TÉLÉPHONE	
COURRIEL			
NOM ET PRÉNOM DU GÉRANT			
DATE		CACHET, SIGNATURE ET NOM DU GÉRANT	
NOM ET SIGNATURE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ DE SIGNER			

Date

Signature(s) manuscrite originale et nom de la personne mandatée

⁹ Entité de droit public DOTÉE DE LA PERSONNALITÉ JURIDIQUE: entité de droit public capable de se représenter elle-même et d'agir en son nom propre, c'est-à-dire capable d'estimer en justice, d'acquiescer et de se défaire des biens, et de conclure des contrats. Ce statut juridique est confirmé par l'acte juridique officiel établissant l'entité (loi, décret, etc.).

¹⁰ Dénomination nationale et sa traduction en EN ou FR, le cas échéant.

¹¹ Numéro d'enregistrement de l'entité au registre national.

3.1.4 Coordonnées bancaires pour les paiements

Nom et prénom du soumissionnaire ou dénomination de la société et forme juridique	
Institution financière : IBAN : Code Swift : Code banque : Code agence : N° de compte : Ouvert au nom de :	

Signature(s) manuscrite originale et nom de la personne mandatée

N.B. :

- **Toutes les informations bancaires doivent être remplies.**
- **Le changement de compte bancaire n'est pas autorisé sauf en cas de situation exceptionnelle dûment justifiée. A noter que les paiements dans le cadre de ce marché se feront à partir d'un compte en euros d'Enabel domicilié en Belgique.**

3.2 Sous-traitants

Nom et forme juridique	Adresse / siège social	Objet

Signature(s) manuscrite originale et nom de la personne mandatée

3.3 Formulaire d'offre - Prix

En déposant cette offre, le soumissionnaire s'engage à exécuter, conformément aux dispositions du **CSC GIN24002-10021**, le présent marché et déclare explicitement accepter toutes les conditions énumérées dans le CSC et renoncer aux éventuelles dispositions dérogatoires comme ses propres conditions.

Les prix unitaires et les prix globaux de chacun des postes de l'inventaire sont établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci.

La taxe sur la valeur ajoutée fait l'objet d'un poste spécial de l'inventaire, pour être ajoutée au montant de l'offre. Le soumissionnaire s'engage à exécuter le marché public conformément aux dispositions du **CSC GIN24002-10021**, aux prix suivants, exprimés en euros et hors TVA :

Lot 1 :€ HTVA

Lot 2 :€ HTVA

Pourcentage TVA :%.

En cas d'approbation de la présente offre, le cautionnement sera constitué dans les conditions et délais prescrits dans le cahier spécial des charges.

L'information confidentielle et/ou l'information qui se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux est clairement indiquée dans l'offre.

Afin de rendre possible une comparaison adéquate des offres, les données ou documents mentionnés au paragraphe **3.9**, dûment signés, doivent être joints à l'offre.

En annexe, le soumissionnaire joint à son offre

Le soumissionnaire déclare sur l'honneur que les informations fournies sont exactes et correctes et qu'elles ont été établies en parfaite connaissance des conséquences de toute fausse déclaration.

Certifié pour vrai et conforme,

Signature(s) manuscrite originale, nom et fonction de la personne mandatée

Fait à le

3.4 Déclaration sur l'honneur – motifs d'exclusion

Par la présente, je/nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/ légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons que le soumissionnaire ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion suivants :

1. Le soumissionnaire ni un de ses dirigeants a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une **décision judiciaire ayant force de chose jugée** pour l'une des infractions suivantes :
 - 1° participation à une **organisation criminelle**;
 - 2° **corruption**;
 - 3° **fraude**;
 - 4° infractions **terroristes**, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction;
 - 5° **blanchiment** de capitaux ou **financement du terrorisme**;
 - 6° **travail des enfants** et autres formes de traite des êtres humains.
 - 7° occupation de ressortissants de pays tiers en **séjour illégal**.
 - 8° la création de sociétés offshoreL'exclusion sur base de ce critère vaut pour une durée de 5 ans à compter de la date du jugement.
2. Le soumissionnaire ne satisfait pas à ses obligations relatives au **paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale** pour un montant de plus de 3.000 €, sauf lorsque le soumissionnaire peut démontrer qu'il possède à l'égard d'un pouvoir adjudicateur une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers. Ces créances s'élèvent au moins à un montant égal à celui pour lequel il est en retard de paiement de dettes fiscales ou sociales ;
3. le soumissionnaire est en **état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire**, ou a fait l'aveu de sa faillite, ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales;
4. le soumissionnaire ou un de ses dirigeants a commis une **faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité**.

Sont entre autres considérées comme telle faute professionnelle grave :

- a. une infraction à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels juin 2019
- b. une infraction à la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019;
- c. une infraction relative à une disposition d'ordre réglementaire de la législation locale applicable relative au harcèlement sexuel au travail ;
- d. le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration ou faux documents en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, ou a caché des informations ;

e. lorsque Enabel dispose d'éléments suffisamment plausibles pour conclure que le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence.

La présence du soumissionnaire sur une des listes d'exclusion Enabel en raison d'un tel acte/convention/entente est considérée comme élément suffisamment plausible.

5. lorsqu'il ne peut être remédié à un conflit d'intérêts par d'autres mesures moins intrusives;

6. des **défaillances importantes ou persistantes** du soumissionnaire ont été constatées lors de l'exécution d'une **obligation essentielle** qui lui incombait dans le cadre d'un contrat antérieur passé avec un autre pouvoir public, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable.

Sont considérées comme 'défaillances importantes' le respect des obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail établies par le droit de l'Union européenne, le droit national, les conventions collectives ou par les dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail.

La présence du soumissionnaire sur la liste d'exclusion Enabel en raison d'une telle défaillance sert d'un tel constat.

7. des mesures restrictives ont été prises vis-à-vis du contractant dans l'objectif de mettre fin aux violations de la paix et sécurité internationales comme le terrorisme, les violations des droits de l'homme, la déstabilisation des États souverains et la prolifération d'armes de destruction massive.

8. Le soumissionnaire ni un de ses dirigeants se trouvent sur les listes de personnes, de groupes ou d'entités soumises par les Nations-Unies, l'Union européenne et la Belgique à des sanctions financières :

Pour les Nations Unies, les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante : <https://finances.belgium.be/fr/tresorerie/sanctions-financieres/sanctions-internationales-nations-unies>

Pour l'Union européenne, les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante : <https://finances.belgium.be/fr/tresorerie/sanctions-financieres/sanctions-europ%C3%A9ennes-ue>

<https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/8442/consolidated-list-sanctions>

https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/restrictive_measures-2017-01-17-clean.pdf

Pour la Belgique :

https://finances.belgium.be/fr/sur_le_spf/structure_et_services/administrations_generales/tr%C3%A9sorerie/contr%C3%B4le-des-instruments-1-2

9. Si Enabel exécute un projet pour un autre bailleur de fonds ou donneur, d'autres motifs d'exclusion supplémentaires sont encore possibles.

Le soumissionnaire déclare formellement être en mesure, sur demande et sans délai, de fournir les certificats et autres formes de pièces justificatives visés, sauf si:

- a. Enabel a la possibilité d'obtenir directement les documents justificatifs concernés en consultant une base de données nationale dans un État membre qui est accessible gratuitement, à condition que le soumissionnaire ait fourni les informations nécessaires (adresse du site web, autorité ou organisme de délivrance, référence précise des documents) permettant à Enabel de les obtenir, avec l'autorisation d'accès correspondante;
- b. Enabel est déjà en possession des documents concernés.
- c. Pour ce marché, le soumissionnaire devra joindre :
 - **Extrait du casier judiciaire du gérant de la société à jour**
 - **Attestation de régularité des cotisations sociales à jour**
 - **Attestation de régularité des cotisations fiscales à jour**

Le soumissionnaire consent formellement à ce que Enabel ait accès aux documents justificatifs étayant les informations fournies dans le présent document.

Date

Fait à le

Signature manuscrite originale (avec la mention manuscrite lu et approuvé) /

3.5 Déclaration d'intégrité du soumissionnaire

Par la présente, je / nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons ce qui suit :

- Ni les membres de l'administration, ni les employés, ni toute personne ou personne morale avec laquelle le soumissionnaire a conclu un accord en vue de l'exécution du marché, ne peuvent obtenir ou accepter d'un tiers, pour eux-mêmes ou pour toute autre personne ou personne morale, un avantage appréciable en argent (par exemple, des dons, gratifications ou avantages quelconques), directement ou indirectement lié aux activités de la personne concernée pour le compte de Enabel.
- Les administrateurs, collaborateurs ou leurs partenaires n'ont pas d'intérêts financiers ou autres dans les entreprises, organisations, etc. ayant un lien direct ou indirect avec Enabel (ce qui pourrait, par exemple, entraîner un conflit d'intérêts).
- J'ai / nous avons pris connaissance des articles relatifs à la déontologie du présent marché public (voir 1.7.), ainsi que de la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels ainsi que de la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption et je / nous déclare/rons souscrire et respecter entièrement ces articles.

Si le marché précité devait être attribué au soumissionnaire, je/nous déclare/rons, par ailleurs, marquer mon/notre accord avec les dispositions suivantes :

- Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au contractant du marché (c'est-à-dire les membres de l'administration et les travailleurs) d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux membres du personnel de Enabel, qui sont directement ou indirectement concernés par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.
- Tout contrat (marché public) sera résilié, dès lors qu'il s'avérerait que l'attribution du contrat ou son exécution aurait donné lieu à l'obtention ou l'offre des avantages appréciables en argent précités.
- Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques aboutira à l'exclusion du contractant du présent marché et d'autres marchés publics pour Enabel.

Le soumissionnaire prend enfin connaissance du fait que Enabel se réserve le droit de porter plainte devant les instances judiciaires compétentes lors de toute constatation de faits allant à l'encontre de la présente déclaration et que tous les frais administratifs et autres qui en découlent sont à charge du soumissionnaire.

Date

Fait à le

Signature manuscrite originale (avec la mention manuscrite lu et approuvé) / nom :

3.6 Dossier de sélection – capacité économique

Capacité économique et financière – voir art. 67 de l’A.R. du 18.04.2017	
<p>Pour ce marché, le soumissionnaire doit avoir réalisé un chiffre d'affaires moyen au cours des trois derniers exercices (2022, 2023 et 2024) au moins égal à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 150 000 € <p>Il joindra à son offre une déclaration relative au chiffre d'affaires total réalisé pendant les trois derniers exercices, à moins que le chiffre d'affaires total soit mentionné dans les comptes annuels approuvés qui peuvent être consultés via le guichet électronique (il s'agit des comptes annuels déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique, libellés selon le schéma comptable complet, ou selon le schéma comptable raccourci dans laquelle la mention facultative du chiffre d'affaires total réalisé, a été complétée).</p>	<p>Voir formulaire au paragraphe 3.9.1</p>
<p>Un soumissionnaire peut, le cas échéant et pour un marché déterminé, faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et ces entités. Les règles suivantes sont alors d'application :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d'autres entités, il apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant l'engagement de ces entités à cet effet. • Le pouvoir adjudicateur vérifiera, si les entités à la capacité desquelles l'opérateur économique entend avoir recours remplissent les critères de sélection et s'il existe des motifs d'exclusion dans leur chef. • Lorsqu'un opérateur économique a recours aux capacités d'autres entités en ce qui concerne des critères ayant trait à la capacité économique et financière, le pouvoir adjudicateur peut exiger que l'opérateur économique et ces entités en question soient solidairement responsables de l'exécution du marché • le pouvoir adjudicateur peut exiger que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le soumissionnaire lui-même ou, si l'offre est soumise par un groupement d'opérateurs économiques par un participant dudit groupement. <p>Dans les mêmes conditions, un groupement de candidats ou de soumissionnaires peut faire valoir les capacités des participants au groupement ou celles d'autres entités.</p>	

3.7 Dossier de sélection – aptitude technique

Aptitude technique : voir art. 68 de l'A.R. du 18.04.2017	
3.8 Aptitude de la capacité technique	
<p>Pour chacun des lots, le soumissionnaire joindra à son offre les attestations de bonne fin d'exécution ou les PV de réception définitive d'au moins trois marchés de complexité comparable, exécuté(s) au cours des trois dernières années (2021 à 2024/2025 incluse), chacun d'un montant minimal s'élevant à : 50 000 €</p> <p>Pour une soumission aux deux lots, le soumissionnaire doit justifier les références d'au moins 2 marchés similaires d'une valeur chacune de 80 000 €</p> <p>Le soumissionnaire joint à son offre une liste reprenant les travaux les plus importants qui ont été effectués au cours des 3 dernières années, avec mention du montant et de la date et les destinataires publics ou privés. Les travaux sont prouvés par des attestations émises ou contresignées par l'autorité compétente ou, lorsque le destinataire était un acheteur privé par une attestation de l'acheteur ou à défaut par une simple déclaration de l'adjudicataire.</p>	Voir formulaire au paragraphe 3.9.2
<p>Experts principaux</p> <p>Pour rappel, le CV de chaque expert principal devrait se limiter à 5 pages et un seul CV doit être fourni pour chaque poste identifié ci-dessous. Les qualifications et l'expérience de chaque expert doivent correspondre aux profils indiqués ci-dessous. Les copies des diplômes de chacun des experts principaux proposés doivent être accompagnées des attestations justifiant les expériences mentionnées sur le CV et jointes à l'offre.</p> <p>Pour chacun des lots, le soumissionnaire doit joindre à son offre la liste du personnel repris ci-après :</p> <p>Un chef de chantier de niveau de qualification minimum licence en génie civil (bac +3) ou équivalent avec au minimum 3 ans d'expérience dans la conduite des travaux de génie civil. (voir formulaire 3.9.3)</p>	
<p>Le soumissionnaire doit déclarer qu'il disposera d'un équipement technique et employer des moyens d'études, de recherche et des mesures afin d'assurer la qualité et les moyens d'étude et de recherche de son entreprise, pour ce faire :</p> <p>Le soumissionnaire devra posséder ou être à même de disposer (par achat ou par location) du matériel décrit dans le paragraphe 3.9.4</p>	Voir formulaire au paragraphe 3.9.4

L'indication de la part du marché que l'adjudicataire a éventuellement l'intention de sous-traiter .	Voir formulaire au paragraphe 3.3
Dans le cadre de l'évaluation de la capacité technique, une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont l'opérateur économique ou l'adjudicataire disposera pour la réalisation du marché.	
<p>Un soumissionnaire peut, le cas échéant et pour un marché déterminé, faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et ces entités. Les règles suivantes sont alors d'application :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Si un opérateur économique souhaite recourir aux capacités d'autres entités, il apporte au pouvoir adjudicateur <u>la preuve</u> qu'il disposera des moyens nécessaires, notamment en produisant <u>l'engagement de ces entités à cet effet</u>. • Le pouvoir adjudicateur vérifiera, si les entités à la capacité desquelles l'opérateur économique entend avoir recours <u>remplissent les critères de sélection</u> et s'il existe des <u>motifs d'exclusion</u> dans leur chef. • En ce qui concerne les critères ayant égard aux <u>titres d'études et professionnels, ou à l'expérience professionnelle pertinente</u>, les opérateurs économiques ne peuvent toutefois avoir recours aux capacités d'autres entités que <u>lorsque ces dernières exécuteront véritablement les travaux pour lesquels ces capacités sont requises</u>. • Le pouvoir adjudicateur peut exiger que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le soumissionnaire lui-même ou, si l'offre est soumise par un groupement d'opérateurs économiques par un participant dudit groupement. <p>Dans les mêmes conditions, un groupement de candidats ou de soumissionnaires peut faire valoir les capacités des participants au groupement ou celles d'autres entités.</p>	

3.9 Documents à remettre – liste exhaustive

- Formulaire d'identification et identification bancaire (formulaire 3.1) ;
- Formulaire de sous-traitance (formulaire 3.2) ;
- Formulaire d'offre-prix (formulaire 3.3);
- Déclaration sur l'honneur relative aux motifs d'exclusion + joindre l'extrait de casier judiciaire du gérant, l'attestation de régularité des cotisations fiscales et sociales (formulaire 3.4) ;
- Déclaration d'intégrité (formulaire 3.5) ;
- Données capacité économique et financière (formulaire 3.9.1) ;
- Expériences/références du soumissionnaire (formulaire 3.9.2) ;
- Informations sur les experts et CV (formulaire 3.9.3) ;
- Liste des matériels (formulaire 3.9.4)
- Devis quantitatif et forfaitaire (formulaire 3.10) ;
- Approche technique et méthodologique ; Planning d'exécution des travaux , Organisation des ressources humaines (CV expert)
- Attestation de visite **obligatoire** de site.

3.9.1 Capacité économique et financière

Pour ce marché, le soumissionnaire doit avoir réalisé un chiffre d'affaires moyen au cours des trois derniers exercices (**2022, 2023 et 2024**) au moins égal à :

- **150 000 €**

Données financières	2ème année avant le dernier exercice (2022) EURO	1ère année avant le dernier exercice (2023) EURO	Dernier exercice en cours (2024) EURO	Moyenne EURO
Chiffre d'affaires annuel				

Fait à.....le.....

Signature manuscrite originale/nom du représentant du soumissionnaire

3.9.2 Références du soumissionnaire

Pour chacun des lots, le soumissionnaire joindra à son offre les attestations de bonne fin d'exécution ou les PV de réception définitive d'au moins trois marchés de complexité comparable, exécuté(s) au cours des trois dernières années (2021 à 2024/2025 incluse), chacun d'un montant minimal s'élevant à : 50 000 €

Pour une soumission aux deux lots, le soumissionnaire doit justifier les références d'au moins 2 marchés similaires d'une valeur chacune de 80 000 €

Intitulé / description des services / lieux (maximum 5)	Montant total en €	Nom du client	Année (< =5 dernières années)

Fait à.....Le.....

Signature manuscrite originale / nom du représentant du soumissionnaire

3.9.3 Profil des experts

Pour rappel, les CV de chaque expert principal devraient se limiter à 7 pages et un seul CV doit être fourni pour chaque poste identifié dans les termes de référence. Les qualifications et l'expérience l'expert doit correspondre aux profils indiqués dans les termes de références.

Les copies des diplômes et attestations de travail de l'expert principal proposé doit être jointes à l'offre. Une synthèse sous forme de tableau expliquera en quoi l'expert correspond au profil demandé dans les termes de référence.

N°ord.	Désignation	Nombre
1	Un chef de chantier de niveau de qualification minimum licence en génie civil (bac +3) ou équivalent avec au minimum 3 ans d'expérience dans la conduite des travaux de génie civil	01

Nom de l'expert	Rôle proposé dans la mission	Années d'expérience	Âge	Niveau de formation	Domaine(s) de spécialisation	Expérience dans le pays bénéficiaire	Niveau de connaissance du français

Modèle de CURRICULUM VITAE à utiliser pour chacun des membres du personnel clé

1. Rôle proposé dans le projet :
2. Nom de famille :
3. Prénoms :
4. Date de naissance :
5. Nationalité :
6. État civil :
7. Diplômes :

Institution [Date début - Date fin]	Diplôme(s) obtenu(s) :

8. Connaissances linguistiques : Indiquer vos connaissances sur une échelle de 1 à 5 (1 - niveau excellent ; 5 - niveau rudimentaire)

Langue	Lu	Parlé	Écrit

9. Affiliation à une organisation professionnelle :
10. Autres compétences : (par ex. connaissances informatiques, etc.)
11. Situation présente :
12. Années d'ancienneté auprès de l'employeur :
13. Qualifications principales : (pertinentes pour le projet)
14. Expérience spécifique dans la région :

Pays	Date début - Date fin

15. Expérience professionnelle

De (date) - à (date)	Lieu	Société et personne de référence (nom & coordonnées de contact)	Position	Description

16. Autres informations pertinentes (p, ex., références de publications)
- Date :
- Signature manuscrite du mandataire habilité :

3.9.4 Liste de matériels et équipements

Le soumissionnaire déclare sur l'honneur qu'il disposera du matériel repris dans la liste ci-dessous pour exécuter les travaux.

Toutefois, il devra justifier qu'il possède ces matériels, soit en toute propriété, soit avec une promesse ferme de location en cas d'adjudication ; ou selon le cas avec un accord de partenariat.

N° ord	Désignation engins et équipement de préfabrication	Nombre minimum
1	Marteau piqueur	01
2	Bétonnière automotrice de 100 litres au moins	01
3	Aiguille vibrante	02
4	Groupe électrogène 18 KVA au moins	01
5	Camionnette pour le transport de petits matériels et	01
6	Projecteurs éclairage de chantiers	2
7	Moto pompe	01
8	Mini Compacteur	01
9	Plaque vibrante (pour stabilisation pavés posés)	01
10	Lots de petits matériels (brouettes, équipements pour atelier de coffrage, équipements pour atelier de façonnage d'acier,	8 brouettes / 10 pelles / 1 Ateliers de ferrailage /
13	Dispositif de premiers soins de santé sur chantier / Kit	1

Date :

Signature manuscrite du mandataire habilité :

3.9.5 Grille d'évaluation qualité technique

N°	Critères	Maximum (40 points)
1	Approche technique et méthodologie	17
1.1	Pertinence des activités proposées et leur coordination	9
1.2	Clarté de la méthodologie	4
1.3	Cohérence de la méthodologie	4
2	Planning général des travaux	10
2.1	Qualité et pertinence de la planification (fonctionnalité)	7
2.2	Niveau de détail	3
3	Ressources humaines / Chef de chantier	13
3.1	Formation	5
3.2	Expérience	8
	Total cumulé	40

Seules les offres ayant un score d'au moins 75% des 40 points (soit 30/40 points) à l'évaluation technique seront retenues pour la suite du processus (voir grille d'évaluation ci-dessus).

3.9.6 Cautionnement (ne doit pas être joint à l'offre – A faire compléter uniquement en cas d'attribution)

(À soumettre sur le papier en-tête de l'institution financière)

À l'attention d'Enabel, Agence belge de développement

Cellules Marchés Publics, Immeuble Koubia, appart 301, Corniche Nord, Camayenne, Conakry, Guinée « le pouvoir adjudicateur ».

Objet : Cautionnement numéro.....

Cautionnement pour l'entièreté de l'exécution du contrat GIN24002-10021

Intitulé : Marché de travaux relatif aux travaux de finalisation au niveau de 3 ZTTs.

Nous soussignés, <nom et adresse de l'institution financière> déclarons irrévocablement par la présente garantir, comme débiteur principal, et non pas seulement comme caution solidaire, pour le compte de <nom et adresse du contractant> ci-après dénommé « le contractant », le paiement au profit du pouvoir adjudicateur de..... €, représentant le cautionnement mentionné à l'article 15 des conditions particulières du contrat GIN24002-10021 intitulé : Marché de travaux relatif aux travaux de finalisation au niveau de 3 ZTTs.

Les paiements sont effectués sur le compte indiqué par le pouvoir adjudicateur, sans contestation ni procédure judiciaire, dès réception de votre première demande écrite (par lettre recommandée avec accusé de réception), déclarant que le contractant n'a pas satisfait à l'exécution pleine et entière de ses obligations contractuelles ou que le contrat a été résilié. Nous ne retarderons pas le paiement et nous ne nous y opposerons pour aucune raison. Nous vous informerons par écrit dès que le paiement aura été effectué.

Nous convenons notamment qu'aucune modification aux termes du Contrat ne peut nous libérer de notre responsabilité au titre de ce cautionnement. Nous renonçons au droit d'être informé de tout changement, addition ou amendement à ce contrat.

Nous prenons note que la libération de la garantie s'effectuera conformément à l'article 4.5 des dispositions contractuelles particulières du cahier spécial des charges. Le cautionnement est libérable à la réception complète et définitive des travaux (comme prévu dans le cahier spécial des charges). Dans tous les cas, le cautionnement est libérable au plus tard à l'expiration des 18 mois après la période de mise en œuvre du contrat.

Toute demande de paiement au titre du cautionnement doit être contresignée par le Représentant Résident d'Enabel en République de Guinée ou par son représentant désigné et habilité à signer.

La loi applicable au présent cautionnement est celle de la Belgique. Tout litige découlant ou relatif au présent cautionnement sera porté devant les tribunaux de Bruxelles.

Le présent cautionnement entrera en vigueur et prendra effet dès sa signature.

Fait à :..... le :

Nom :Fonction :

Signature :

[Cachet de l'organisme garant] :.....

3.9.7 Clause GDPR (en cas de prestataire de service qui va traiter des données personnelles) cette clause sera complétée en cas d'attribution

Voir la clause suivant le lien : [Clause GDPR.docx](#)

3.10 Devis quantitatif et forfaitaire et bordereaux descriptifs des prix unitaires.

✓ **Lot 1**

Site 1 - Camp Carrefour, Commune de Ratoma

Poste	Désignation	Unité	Quantité marche	Prix unitaire Euro	Prix total marche Euro
1	Travaux préparatoires				
1.1	Installation de chantier (NB : Maximum 2% du cumul des montants des postes du marché hormis les deux premiers postes)	Forfait	1		
1.2	Repli du chantier (NB : Maximum 2 % du cumul des montants des postes du marché hormis les deux premiers postes)	Forfait	1		
	Sous total 1				
2	Maçonneries de clôture				
2.1	Fourniture et pose de la maçonneries de claustras pour clôture y compris toutes suggestions	m²	74		
2.2	Réparation des fissures avant la mise œuvre de la peinture y compris toutes suggestions	fff	1		
2.3	Meulage des murs voiles et les chainage + Enduits sur les partie meuler y compris toutes suggestions	m²	396		
2.4	Travaux de peinture sur clôture (y compris claustras) y et toutes suggestions	m²	610		
	Sous total 2				
3	Travaux de peinture sur le bureau, guérite et sanitaires y compris toutes sujétions				
3.1	Peinture intérieure des murs y compris toutes suggestions	m²	74		
3.2	Peinture extérieure des murs y compris toutes suggestions	m²	87		
3.3	Fourniture et Pose de canalisations en eau potable à partir du compteur SEG jusqu'aux équipements (toilettes et autres robinets) d'eau sur la ZTT y compris toutes suggestions	ml	65		

	Sous total 3				
4	2 Portails d'accès				
4.1	1 Portails d'accès au site. Fourniture, pose et accessoires de fixation ainsi que peinture ainsi que toutes suggestions	m ²	16		
4.2	1 Portails d'accès aux rampes. Fourniture, pose et accessoires de fixation ainsi que peinture ainsi que toutes suggestions	m ²	9		
4.3	1 Portails d'accès à la zone de stockage y compris toutes suggestions	m ²	4		
	Sous total 4				
5	Construction de 2 hangars métalliques sur le quai de la zone de transit et de tri				
5.1	Démolition du béton armé pour le socle des poteaux y compris toutes suggestions	m ³	0,288		
5.2	Béton pour béton armé pour les poteaux, dosé à 350kg/m ³ , y/c coffrage et toutes suggestions	m ³	2,4375		
5.3	Béton pour béton armé pour les poutres, dosé à 350kg/m ³ , y/c coffrage et toutes suggestions	m ³	1,9716		
5.4	Fourniture et pose de la charpente en bois y/c toutes suggestions	m ²	145		
5.5	Fourniture et pose COUVERTURE en TOLE BAC 6/10 ^{ème} de 5 Kg/m ² y compris toutes suggestions	m ²	130		
5.6	Fourniture et pose tôle chapeau faitière pour raccordement des versants y compris toutes suggestions	ml	16		
5.7	Fourniture et pose tôle de bardage (4 Kg/m ²) y compris toutes suggestions	m ²	26		
5.8	Fourniture et pose de gouttières métalliques y compris toutes suggestions	ml	32		
5.9	Fourniture et pose de descente d'eau en PVC de diamètre 63 y compris toutes suggestions	ml	60		
5.10	Peinture sur les poteaux et les poutre du hangar y compris toutes suggestions	m ²	65		

	Sous total 5				
6	Aménagement autour de la ZTT,				
6.1	Décapage des couches et matériaux impropres autour de l'ouvrage y compris toutes suggestions	m²	456		
6.2	Curage du canal et du dalot y compris toutes suggestions	ff	1		
6.3	Fourniture et la mise en œuvre du remblai latéritique autour de la ZTT y compris toutes suggestions	m³	82		
6.4	Fourniture et pose des busses diamètre 80 en béton y/c toutes sujétions de pose y/c coffrage et toutes suggestions	u	34		
6.5	Construction en Périer maçonnerie pour la protection des remblais y/c coffrage et toutes suggestions	m²	70		
Total					

Arrêté ce présent devis à la somme de :

Fait à, le.....

Signature + nom et fonction

✓ **Lot 2 :**

a) Site1 - Behanzin, Commune de Gbessia

Poste	Désignation	Unité	Quantité marché	Prix unitaire (EURO)	Montant total marché (EURO)
1	Travaux préparatoires				
1.1	Installation de chantier (NB : Maximum 2% du cumul des montants des postes du marché hormis les deux premiers postes)	Forfait	1		

1.2	Repli du chantier (NB : Maximum 2 % du cumul des montants des postes du marché hormis les deux premiers postes)	Forfait	1		
	Sous total 1				
2	Maçonneries de clôture				
2.1	Maçonneries de claustras pour clôture y compris toutes suggestions	m²	65,0		
2.2	Réparation des fissures avant la mise œuvre de la peinture y compris toutes suggestions	ff	1		
2.3	Travaux de peinture sur clôture (y compris claustras) et toutes suggestions	m²	370		
	Sous total 2				
3	Travaux de peinture sur le bureau, guérite et sanitaires y compris toutes sujétions				
3.1	Peinture intérieure des murs y compris toutes suggestions	m²	80,0		
3.2	Peinture extérieure des murs y compris toutes suggestions	m²	104,0		
	Sous total 3				
4	2 Portails d'accès				
4.1	1 Portails d'accès au site. Fourniture, pose et accessoires de fixation ainsi que peinture ainsi que toutes suggestions	m²	24		
4.2	1 Portai d'accès aux rampes. Fourniture, pose et accessoires de fixation ainsi que peinture ainsi que toutes suggestions	m²	14		
	Sous total 4				
5	Aménagement de d'accès à la ZTT				
5.1	Démontage des buses et les fouilles pour la fondation des buses y compris toutes suggestions	ff	1		
5.2	Curage et nettoyage des déchets sur le site et au niveau de dalot y compris toutes suggestions	ff	1		
5.3	Gros béton pour la pose de buses, dose à 250kg/m³ y compris coffrage et toutes suggestions	m³	4,5		
5.4	Fourniture et la pose des buses y compris toutes suggestions	U	6		

5.5	Construction des ouvrages de têtes en béton armé dosé à 350kg/m ³ pour la protection des buses y compris toutes suggestions	u	2		
5.6	Fourniture et mise en œuvre du remblais compacté autour et l'ouvrage et la chaussée de 15 ml y compris toutes suggestions	m ³	127,68		
	Sous total 5				
Montant total Hors Taxes					0

Arrêté ce présent devis à la somme de :

Fait à, le.....

Signature + nom et fonction

b) Site 2 - Hamdallaye, Commune de Ratoma.

Poste	Désignation	Unité	Quantité Marché	Prix unitaire (Euro)	Montant Marché (Euro)
1	Travaux préparatoires				
1.1	Installation de chantier (NB : Maximum 2% du cumul des montants des postes du marché hormis les deux premiers postes)	Forfait	1		
1.2	Repli et nettoyage de chantier (NB : Maximum 2% du cumul des montants des postes du marché hormis les deux premiers postes)	Forfait	1		
	Sous total 1				
2	Maçonneries de clôture				
2.1	Maçonneries de claustras pour clôture y compris toutes suggestions	m ²	65		
2.2	Réparation des fissures avant la mise œuvre de la peinture	Forfait	1		
2.3	Travaux de peinture sur clôture (y compris claustras) et toutes suggestions	m ²	486		
2.4	Protection des tricycles avec les garde-corps métalliques en tube circulaire sur la dalle de rampe de sortie y compris toutes suggestions	m ²	24		

	Sous total 7				
3	Travaux de peinture sur le bureau, guérite et sanitaires y compris toutes sujétions				
3.1	Peinture intérieure des murs y compris toutes suggestions	m ²	72		
3.2	Peinture extérieure des murs y compris toutes suggestions	m ²	86		
	Sous total 8				
4	Portails d'accès				
4.1	2 Portails d'accès au site. Fourniture, pose et accessoires de fixation ainsi que peinture y compris toutes suggestions	m ²	40		
4.2	1 Portails d'accès à la zone de stockage. Fourniture, pose et accessoires de fixation ainsi que peinture y compris toutes suggestions	m ²	8		
	Sous total 11				
5	Exécution de pavés autobloquants sur plateforme				
5.1	Déblocage des paves et mise en dépôts au niveau des zones de bac à ordures	m ²	41,193		
5.1	Pose de pavés autobloquants de type trèfle, d'épaisseur 8 cm y compris toutes sujétions de pose au niveau des zones de bac à ordures	m ²	41,193		
5.1	Fourniture et pose de bordures lourdes préfabriquées 15cm X 30cm pour la séparation entre les paves 8 de la zone des bacs et les pavés 11 de la plateforme	ml	6,9		
Montant total Hors Taxes					-

Arrêté ce présent devis à la somme de :

Fait à, le.....

Signature + nom et fonction

4 Instructions générales pour l'introduction des offres

Suivant le canevas : [Canevas GIN24002 -10021.docx](#)

5 Les plans

Les travaux seront exécutés conformément au plan via le lien suivant :

[PLAN DES TRAVAUX](#)